

First Session, Thirty-seventh Parliament,
49-50 Elizabeth II, 2001

Première session, trente-septième législature,
49-50 Elizabeth II, 2001

STATUTES OF CANADA 2001

LOIS DU CANADA (2001)

CHAPTER 14

CHAPITRE 14

An Act to amend the Canada Business Corporations Act and
the Canada Cooperatives Act and to amend other Acts
in consequence

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions
et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que
d'autres lois en conséquence

BILL S-11

ASSENTED TO 14th JUNE, 2001

PROJET DE LOI S-11

SANCTIONNÉ LE 14 JUIN 2001

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Business Corporations Act*. It is the first major revision of the Act since it came into force in 1975.

Among other things, the enactment amends the provisions concerning liability of directors. It allows for a defence based on due diligence and amends the indemnification provisions allowing for the advancement of defence costs, and allowing indemnification in relation to investigations. It also implements a new regime regarding the apportionment of damage awards applicable to persons involved in the preparation of financial information required under the Act or the regulations, including directors and officers.

The residency requirements for directors and the requirements specifying the location of corporate records have been relaxed. Residency requirements for committees of directors have been eliminated.

The enactment also includes measures to facilitate communications among shareholders and between corporations and their shareholders. To this end, it permits a greater utilization of electronic communications, including holding meetings and voting by electronic means. The enactment also relaxes the rules for proxy solicitation and for certain aspects of the requirements for the submission of proposals and sets conditions for the latter.

The enactment also amends the provisions relating to the civil remedies available in situations of insider trading and eliminates insider reporting.

A series of amendments are included that remove the requirements relating to financial assistance and take-over bids. The enactment expressly authorizes, under certain conditions, going-private and squeeze-out transactions. It also addresses the rights, powers, duties and liabilities of directors and shareholders under a unanimous shareholder agreement and defences available to them.

The enactment provides a number of limited exceptions to the general rule prohibiting subsidiaries from acquiring shares of the parent corporation.

The enactment also includes technical amendments to the Act to clarify certain provisions, to correct errors, to modernize it and to render the language in the English version gender neutral.

It also amends the *Canada Cooperatives Act* in order to generally harmonize its provisions with the amendments mentioned above, repeals the definition of “associate” in certain Acts and makes consequential amendments to other Acts.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et en constitue la première révision majeure depuis son entrée en vigueur en 1975.

Il apporte des modifications aux règles relatives à la responsabilité des administrateurs. Il prévoit, entre autre, un moyen de défense basé sur la diligence raisonnable et modifie les dispositions portant sur l'indemnisation, notamment pour permettre le paiement anticipé des frais nécessaires à la défense des administrateurs et l'indemnisation dans le cadre d'enquêtes. Il crée également un régime de répartition de l'indemnité applicable aux personnes préparant des renseignements financiers requis sous le régime de la loi, dont les administrateurs et les dirigeants.

Les exigences concernant la résidence des administrateurs et le lieu où peuvent être conservés les livres d'une société ont été assouplies. Celles relatives à la résidence des membres des comités du conseil d'administration d'une société ont été supprimées.

Le texte prévoit des mesures visant à faciliter les communications entre actionnaires ou entre ceux-ci et la société. Pour ce faire, il permet une plus grande utilisation des communications électroniques et la tenue des assemblées et le vote par procuration par de tels moyens. Il assouplit les règles applicables à la sollicitation de procurations par les actionnaires, ainsi que certains aspects des règles permettant aux actionnaires de présenter des propositions tout en imposant certaines conditions.

Il supprime les rapports exigés relativement aux transactions d'initiés et modifie les dispositions connexes ayant trait aux recours civils.

Une série de modifications diverses sont apportées, dont l'élimination des règles concernant la prestation d'aide financière et les exigences concernant les offres d'achat visant à la mainmise. Le texte autorise expressément les opérations de fermeture et d'éviction sous certaines conditions. Il apporte en outre des précisions sur les conventions unanimes des actionnaires en ce qui a trait aux droits, pouvoirs, obligations, responsabilités et moyens de défense respectifs des administrateurs et des actionnaires.

Il prévoit quelques exceptions à la règle qui interdit aux filiales d'acquérir des actions de leur société mère.

Il apporte aussi des modifications de nature technique visant notamment la clarification et l'actualisation des dispositions de la loi, la correction d'erreurs et la désexualisation de la version anglaise.

Enfin, le texte modifie la *Loi canadienne sur les coopératives* pour harmoniser certaines de ses dispositions avec les modifications mentionnées ci-dessus, abroge la définition de « personne liée » dans certaines lois et apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

49-50 ELIZABETH II

CHAPTER 14

An Act to amend the Canada Business Corporations Act and the Canada Cooperatives Act and to amend other Acts in consequence

[Assented to 14th June, 2001]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-44;
1994, c. 24,
s. 1(F)

CANADA BUSINESS CORPORATIONS ACT

1. (1) The definitions “auditor”, “person” and “unanimous shareholder agreement” in subsection 2(1) of the *Canada Business Corporations Act* are replaced by the following:

“auditor”
« vérificateur »

“auditor” includes a partnership of auditors or an auditor that is incorporated;

“person”
« personne »

“person” means an individual, partnership, association, body corporate, or personal representative;

“unanimous shareholder agreement”
« convention unanime des actionnaires »

“unanimous shareholder agreement” means an agreement described in subsection 146(1) or a declaration of a shareholder described in subsection 146(2).

(2) The definition “mandataire” in subsection 2(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

« mandataire »
French
version only

« mandataire » S’entend notamment de l’ayant cause.

(3) Paragraph (c) of the definition “associate” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(c) a trust or estate in which that person has a substantial beneficial interest or in

49-50 ELIZABETH II

CHAPITRE 14

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que d’autres lois en conséquence

[Sanctionnée le 14 juin 2001]

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

1. (1) Les définitions de « convention unanime des actionnaires », « personne » et « vérificateur », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« convention unanime des actionnaires »
Convention visée au paragraphe 146(1) ou déclaration d’un actionnaire visée au paragraphe 146(2).

« convention unanime des actionnaires »
“unanimous shareholder agreement”

« personne » Particulier, société de personnes, association, personne morale ou représentant personnel.

« personne »
“person”

« vérificateur » S’entend notamment des vérificateurs constitués en société de personnes ou en personne morale.

« vérificateur »
“auditor”

(2) La définition de « mandataire », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« mandataire » S’entend notamment de l’ayant cause.

« mandataire »
French
version only

(3) L’alinéa c) de la définition de « liens », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) la fiducie ou la succession sur lesquelles elle a un droit découlant des droits du

respect of which that person serves as a trustee or liquidator of the succession or in a similar capacity,

véritable propriétaire ou à l'égard desquelles elle remplit les fonctions de fiduciaire, d'exécuteur testamentaire, de liquidateur de la succession ou des fonctions analogues;

(4) The portion of the definition “associate” in subsection 2(1) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Le passage de la définition de « associé », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

“associate”
« liens »

“associate”, in respect of a relationship with a person, means

“associate”, in respect of a relationship with a person, means

“associate”
« liens »

(5) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(5) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“distributing corporation”
« société ayant fait appel au public »

“distributing corporation” means, subject to subsections (6) and (7), a distributing corporation as defined in the regulations;

« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une société ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement un particulier occupant un tel poste ainsi que tout autre particulier nommé à titre de dirigeant en application de l'article 121.

« dirigeant »
“officer”

“entity”
« entité »

“entity” means a body corporate, a partnership, a trust, a joint venture or an unincorporated association or organization;

« entité » S'entend d'une personne morale, d'une société de personnes, d'une fiducie, d'une coentreprise ou d'une organisation ou association non dotée de la personnalité morale.

« entité »
“entity”

“going-private transaction”
« opération de fermeture »

“going-private transaction” means a going-private transaction as defined in the regulations;

« opération d'éviction » Opération exécutée par une société — qui n'est pas une société ayant fait appel au public — et exigeant une modification de ses statuts qui a, directement ou indirectement, pour résultat la suppression de l'intérêt d'un détenteur d'actions d'une catégorie, sans le consentement de celui-ci et sans substitution d'un intérêt de valeur équivalente dans des actions émises par la société conférant des droits et privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux actions de cette catégorie.

« opération d'éviction »
“squeeze-out transaction”

“officer”
« dirigeant »

“officer” means an individual appointed as an officer under section 121, the chairperson of the board of directors, the president, a vice-president, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general manager, a managing director, of a corporation, or any other individual who performs functions for a corporation similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices;

« opération de fermeture » S'entend au sens des règlements.

« opération de fermeture »
“going-private transaction”

“personal representative”
« représentant personnel »

“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person including, but not limited to, a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator, a mandatar or an attorney;

“squeeze-out transaction”
« opération d'éviction »

“squeeze-out transaction” means a transaction by a corporation that is not a distributing corporation that would require an amendment to its articles and would, directly or indirectly, result in the interest of a holder of shares of a class of the corporation

being terminated without the consent of the holder, and without substituting an interest of equivalent value in shares issued by the corporation, which shares have equal or greater rights and privileges than the shares of the affected class;

« représentant personnel » Personne agissant en lieu et place d'une autre, notamment un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur du bien d'autrui, un liquidateur de succession, un tuteur, un curateur, un séquestre ou un mandataire.

« représentant personnel »
"personal representative"

« société ayant fait appel au public » Sous réserve des paragraphes (6) et (7), s'entend au sens des règlements.

« société ayant fait appel au public »
"distributing corporation"

(6) Subsection 2(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(6) Le paragraphe 2(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Personne morale mère

(4) Est la personne morale mère d'une personne morale celle qui la contrôle.

(4) Est la personne morale mère d'une personne morale celle qui la contrôle.

Personne morale mère

(7) Subsections 2(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

(7) Les paragraphes 2(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exemptions — on application by corporation

(6) On the application of a corporation, the Director may determine that the corporation is not or was not a distributing corporation if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(6) Le directeur peut, à la demande de la société, décider que celle-ci n'est ou n'était pas une société ayant fait appel au public, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Exemption : décision individuelle

Exemptions — classes of corporations

(7) The Director may determine that a class of corporations are not or were not distributing corporations if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(7) Le directeur peut déterminer les catégories de sociétés qui ne sont ou n'étaient pas des sociétés ayant fait appel au public, s'il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

Exemption par catégorie

Infants

(8) For the purposes of this Act, the word "infant" has the same meaning as in the applicable provincial law and, in the absence of any such law, has the same meaning as the word "child" in the United Nations Convention on the Rights of the Child, adopted in the United Nations General Assembly on November 20, 1989.

(8) Pour l'application de la présente loi, « mineur » s'entend au sens des règles du droit provincial applicables. En l'absence de telles règles, ce terme s'entend au sens donné au mot « enfant » dans la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

Minorité

1996, c. 10, s. 212; 1999, c. 31, s. 63

2. Subsection 3(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 3(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10, art. 212; 1999, ch. 31, art. 63

Non-application de certaines lois

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société :

- a) la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970;
- b) la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;
- c) les dispositions de toute loi spéciale au sens de l'article 87 de la *Loi sur les*

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société :

- a) la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970;
- b) la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;
- c) les dispositions de toute loi spéciale au sens de l'article 87 de la *Loi sur les*

Non-application de certaines lois

transports au Canada qui sont incompatibles avec la présente loi.

transports au Canada qui sont incompatibles avec la présente loi.

3. (1) The portion of subsection 6(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 6(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Articles of incorporation

6. (1) Articles of incorporation shall follow the form that the Director fixes and shall set out, in respect of the proposed corporation,

6. (1) Les statuts constitutifs de la société projetée sont dressés en la forme établie par le directeur et indiquent :

Statuts constitutifs

(2) Paragraph 6(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 6(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the province in Canada where the registered office is to be situated;

b) la province où se trouve son siège social;

4. Section 8 of the Act is replaced by the following:

4. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Certificate of incorporation

8. (1) Subject to subsection (2), on receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 262.

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), dès réception des statuts constitutifs, le directeur délivre un certificat de constitution conformément à l'article 262.

Certificat

Exception — failure to comply with Act

(2) The Director may refuse to issue the certificate if a notice that is required to be sent under subsection 19(2) or 106(1) indicates that the corporation, if it came into existence, would not be in compliance with this Act.

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat si l'avis ou la liste exigés respectivement aux paragraphes 19(2) ou 106(1) indiquent que la société, une fois constituée, serait en contravention avec la présente loi.

Exception : manquement

5. Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

5. Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Alternate name

(3) Subject to subsection 12(1), the name of a corporation may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets the prescribed criteria. The corporation may use and may be legally designated by any such form.

(3) Sous réserve du paragraphe 12(1), la société peut, dans ses statuts, adopter une dénomination sociale anglaise, française, dans ces deux langues ou dans une forme combinée de ces deux langues, pourvu que la forme combinée soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre de celles-ci.

Choix de la dénomination sociale

6. Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Certificate of amendment

13. (1) When a corporation has had its name revoked and a name assigned to it under subsection 12(5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the new name of the corporation and shall give notice of the change of name as soon as practicable in a publication generally available to the public.

13. (1) En cas de changement de dénomination sociale conformément au paragraphe 12(5), le directeur délivre un certificat modificateur indiquant la nouvelle dénomination sociale et publie, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication accessible au grand public.

Certificat modificateur

7. (1) Subsection 14(1) of the Act is replaced by the following:

Personal
liability

14. (1) Subject to this section, a person who enters into, or purports to enter into, a written contract in the name of or on behalf of a corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled to its benefits.

(2) Subsection 14(3) of the Act is replaced by the following:

Application to
court

(3) Subject to subsection (4), whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted by the corporation, a party to the contract may apply to a court for an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the corporation and the person who entered into, or purported to enter into, the contract in the name of or on behalf of the corporation. On the application, the court may make any order it thinks fit.

8. Section 18 of the Act is replaced by the following:

Authority of
directors,
officers and
agents

18. (1) No corporation and no guarantor of an obligation of a corporation may assert against a person dealing with the corporation or against a person who acquired rights from the corporation that

(a) the articles, by-laws and any unanimous shareholder agreement have not been complied with;

(b) the persons named in the most recent notice sent to the Director under section 106 or 113 are not the directors of the corporation;

(c) the place named in the most recent notice sent to the Director under section 19 is not the registered office of the corporation;

(d) a person held out by a corporation as a director, an officer or an agent of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the powers and perform the duties that are customary in the business of the corporation or usual for a director, officer or agent;

7. (1) Le paragraphe 14(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Obligation
personnelle

14. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la personne qui conclut ou est censée conclure un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une société avant sa constitution est liée personnellement par ce contrat et peut en tirer parti.

(2) Le paragraphe 14(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Requête au
tribunal

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le tribunal peut notamment, à la demande de toute partie à un contrat écrit conclu avant la constitution de la société, indépendamment de sa ratification ultérieure, rendre une ordonnance au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité découlant du contrat attribuable à la société et à la personne qui a conclu ou est censée avoir conclu le contrat pour elle.

8. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prétentions
interdites

18. (1) La société, ou ses cautions, ne peuvent opposer aux personnes qui ont traité avec elle ou à ses ayants droit ou ayants cause les prétentions suivantes :

a) les statuts, règlements administratifs et conventions unanimes des actionnaires n'ont pas été observés;

b) les personnes nommées dans la dernière liste ou le dernier avis envoyé au directeur respectivement aux termes des articles 106 ou 113 ne sont pas ses administrateurs;

c) son siège social ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis envoyé au directeur conformément à l'article 19;

d) la personne qu'elle a présentée comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les attributions découlant normalement soit du poste, soit de l'activité commerciale de la société;

e) un document émanant régulièrement de l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'est ni valable ni authentique;

	(e) a document issued by any director, officer or agent of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine; or (f) a sale, lease or exchange of property referred to in subsection 189(3) was not authorized.	f) les opérations visées au paragraphe 189(3) n'ont pas été autorisées.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the corporation.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leur relation avec la société.	Exception
	9. Section 19 of the Act is replaced by the following:	9. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Registered office	19. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the province in Canada specified in its articles.	19. (1) La société maintient en permanence un siège social au Canada, dans la province indiquée dans ses statuts.	Siège social et livres
Notice of registered office	(2) A notice of registered office in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with any articles that designate or change the province where the registered office of the corporation is located.	(2) Avis de la désignation ou du changement de la province où est maintenu le siège social est envoyé au directeur, en la forme établie par lui, accompagné des clauses pertinentes des statuts.	Avis
Change of address	(3) The directors of a corporation may change the place and address of the registered office within the province specified in the articles.	(3) Les administrateurs peuvent changer le lieu et l'adresse du siège social, dans les limites de la province indiquée dans les statuts.	Changement d'adresse
Notice of change of address	(4) A corporation shall send to the Director, within fifteen days of any change of address of its registered office, a notice in the form that the Director fixes and the Director shall file it.	(4) La société envoie au directeur, dans les quinze jours et en la forme établie par lui, avis de tout changement d'adresse du siège social pour enregistrement.	Avis
	10. Subsection 20(5) of the Act is replaced by the following:	10. Le paragraphe 20(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Records in Canada	(5) If accounting records of a corporation are kept outside Canada, accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with reasonable accuracy on a quarterly basis shall be kept at the registered office or any other place in Canada designated by the directors.	(5) Dans le cas où la comptabilité d'une société est tenue à l'étranger, il est conservé à son siège social ou dans tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs, des livres permettant à ceux-ci d'en vérifier la situation financière tous les trimestres, avec une précision suffisante.	Livres comptables
When records or registers kept outside Canada	(5.1) Despite subsections (1) and (5), but subject to the <i>Income Tax Act</i>, the <i>Excise Tax Act</i>, the <i>Customs Act</i> and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a corporation may keep all or any of its corporate records and accounting records referred to in subsection (1) or (2) at a place outside Canada, if	(5.1) Malgré les paragraphes (1) et (5), mais sous réserve de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>, de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>, de la <i>Loi sur les douanes</i> et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, la société peut conserver à l'étranger la totalité ou une partie de ses livres dont la tenue est exigée par les paragraphes (1) ou (2) si les conditions suivantes sont réunies :	Livres conservés à l'étranger

(a) the records are available for inspection, by means of a computer terminal or other technology, during regular office hours at the registered office or any other place in Canada designated by the directors; and

(b) the corporation provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).

11. (1) Subsection 21(1) of the Act is replaced by the following:

21. (1) Subject to subsection (1.1), shareholders and creditors of a corporation, their personal representatives and the Director may examine the records described in subsection 20(1) during the usual business hours of the corporation, and may take extracts from the records, free of charge, and, if the corporation is a distributing corporation, any other person may do so on payment of a reasonable fee.

(1.1) Any person described in subsection (1) who wishes to examine the securities register of a distributing corporation must first make a request to the corporation or its agent, accompanied by an affidavit referred to in subsection (7). On receipt of the affidavit, the corporation or its agent shall allow the applicant access to the securities register during the corporation's usual business hours, and, on payment of a reasonable fee, provide the applicant with an extract from the securities register.

(2) Subsection 21(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Shareholders and creditors of a corporation, their personal representatives, the Director and, if the corporation is a distributing corporation, any other person, on payment of a reasonable fee and on sending to a corporation or its agent the affidavit referred to in subsection (7), may on application require the corporation or its agent to furnish within ten days after the receipt of the affidavit a list (in this section referred to as the "basic list") made up to a date not more than ten days before the date of receipt of the affidavit setting out the names of the shareholders of the corporation, the number of shares owned by each shareholder and the address of each

a) les livres sont accessibles pour consultation, au moyen d'un terminal d'ordinateur ou d'un autre moyen technologique, durant les heures normales d'ouverture au siège social de la société ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;

b) la société fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation.

11. (1) Le paragraphe 21(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), les actionnaires et les créanciers de la société, leurs représentants personnels, ainsi que le directeur, peuvent consulter les livres visés au paragraphe 20(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la société et en faire gratuitement des extraits; cette faculté peut être accordée à toute autre personne, sur paiement d'un droit raisonnable, lorsqu'il s'agit d'une société ayant fait appel au public.

(1.1) Toute personne visée au paragraphe (1) qui désire consulter le registre des valeurs mobilières d'une société ayant fait appel au public est tenue d'en faire la demande à la société ou à son mandataire et de lui faire parvenir l'affidavit visé au paragraphe (7). Sur réception de l'affidavit, la société ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la société et, sur paiement d'un droit raisonnable, en permet l'obtention d'extraits.

(2) Le paragraphe 21(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les actionnaires et les créanciers de la société, leurs représentants personnels, le directeur et, lorsqu'il s'agit d'une société ayant fait appel au public, toute autre personne, sur paiement d'un droit raisonnable et sur envoi à la société ou à son mandataire de l'affidavit visé au paragraphe (7), peuvent demander à la société ou à son mandataire, la remise, dans les dix jours suivant la réception de l'affidavit, d'une liste, appelée au présent article la « liste principale », mise à jour au plus dix jours avant la date de réception, énonçant les nom, nombre d'actions et adresse de chaque actionnaire, tels qu'ils figurent sur les livres.

Access to
corporate
records

Requirement
for affidavit —
securities
register

Shareholder
lists

Consultation

Affidavit

Liste des
actionnaires

shareholder as shown on the records of the corporation.

(3) Subsection 21(7) of the Act is replaced by the following:

(7) The affidavit required under subsection (1.1) or (3) shall state

- (a) the name and address of the applicant;
- (b) the name and address for service of the body corporate, if the applicant is a body corporate; and
- (c) that the basic list and any supplemental lists obtained pursuant to subsection (4) or the information contained in the securities register obtained pursuant to subsection (1.1), as the case may be, will not be used except as permitted under subsection (9).

(4) Subsection 21(8) of the French version of the Act is replaced by the following:

(8) La personne morale requérante fait établir l'affidavit par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(5) Subsection 21(9) of the Act is replaced by the following:

(9) A list of shareholders or information from a securities register obtained under this section shall not be used by any person except in connection with

- (a) an effort to influence the voting of shareholders of the corporation;
- (b) an offer to acquire securities of the corporation; or
- (c) any other matter relating to the affairs of the corporation.

12. Section 23 of the Act is replaced by the following:

23. (1) A corporation may, but need not, adopt a corporate seal, and may change a corporate seal that is adopted.

(2) A document executed on behalf of a corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.

(3) Le paragraphe 21(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) L'affidavit exigé aux paragraphes (1.1) ou (3) énonce :

- a) les nom et adresse du requérant;
- b) les noms et adresse, à des fins de signification, de la personne morale éventuellement requérante;
- c) l'engagement de n'utiliser que conformément au paragraphe (9) la liste principale et les listes obtenues en vertu du paragraphe (4), ou les renseignements contenus dans le registre des valeurs mobilières et obtenus en vertu du paragraphe (1.1), selon le cas.

(4) Le paragraphe 21(8) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) La personne morale requérante fait établir l'affidavit par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(5) Le paragraphe 21(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) Les renseignements du registre des valeurs mobilières et les listes obtenus en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que dans le cadre :

- a) soit des tentatives en vue d'influencer le vote des actionnaires de la société;
- b) soit de l'offre d'acquérir des valeurs mobilières de la société;
- c) soit de toute autre question concernant les affaires internes de la société.

12. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. (1) La société peut adopter un sceau, mais n'y est pas tenue, et elle peut le modifier par la suite.

(2) L'absence de sceau de la société sur tout document signé en son nom ne le rend pas nul.

Contents of affidavit

Cas où le requérant est une personne morale

Use of information or shareholder list

Corporate seal

Validity of unsealed documents

Teneur de l'affidavit

Cas où le requérant est une personne morale

Utilisation des renseignements ou des listes

Sceau

Absence de sceau

13. Subsection 25(5) of the Act is replaced by the following:

Definition of
“property”

(5) For the purposes of this section, “property” does not include a promissory note, or a promise to pay, that is made by a person to whom a share is issued, or a person who does not deal at arm’s length, within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, with a person to whom a share is issued.

14. (1) Subsection 26(3) of the Act is replaced by the following:

Exception for
non-arm’s
length
transactions

(3) Despite subsection (2), a corporation may, subject to subsection (4), add to the stated capital accounts maintained for the shares of classes or series the whole or any part of the amount of the consideration that it receives in an exchange if the corporation issues shares

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the corporation at arm’s length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*,

(ii) shares of, or another interest in, a body corporate that immediately before the exchange, or that because of the exchange, did not deal with the corporation at arm’s length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, or

(iii) property of a person who, immediately before the exchange, dealt with the corporation at arm’s length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, if the person, the corporation and all the holders of shares in the class or series of shares so issued consent to the exchange; or

(b) pursuant to an agreement referred to in subsection 182(1) or an arrangement referred to in paragraph 192(1)(b) or (c) or to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated body corporate.

(2) Subsection 26(9) of the Act is replaced by the following:

13. Le paragraphe 25(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de
« biens »

(5) Pour l’application du présent article, « biens » ne vise pas le billet à ordre ni la promesse de paiement d’une personne à qui des actions sont émises ou d’une personne qui a un lien de dépendance, au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, avec une telle personne.

14. (1) Le paragraphe 26(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception
visant les
opérations en
cas d’existence
d’un lien de
dépendance

(3) Malgré le paragraphe (2), peut, sous réserve du paragraphe (4), verser aux comptes capital déclaré afférents à la catégorie ou à la série d’actions émises, tout ou partie de la contrepartie qu’elle a reçue dans l’échange, la société qui émet des actions :

a) soit en échange, selon le cas :

(i) de biens d’une personne avec laquelle elle avait, au moment de l’échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(ii) d’actions d’une personne morale ou de droits ou d’intérêts dans celle-ci, lorsque la société avait avec elle, soit au moment de l’échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien,

(iii) de biens d’une personne avec laquelle elle n’avait pas, au moment de l’échange, un tel lien, si la personne, la société et tous les détenteurs des actions de la catégorie ou de la série d’actions ainsi émises consentent à l’échange;

b) soit en conformité avec une convention visée au paragraphe 182(1) ou avec un arrangement visé aux alinéas 192(1)b) ou c), ou à des actionnaires d’une personne morale fusionnante qui reçoivent ces actions en plus ou en remplacement de valeurs mobilières de la personne morale issue de la fusion.

(2) Le paragraphe 26(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transitional

(9) For the purposes of subsection 34(2), sections 38 and 42, and paragraph 185(2)(a), when a body corporate is continued under this Act its stated capital is deemed to include the amount that would have been included in stated capital if the body corporate had been incorporated under this Act.

(3) Subsection 26(12) of the Act is replaced by the following:

(12) For the purposes of this section, “open-end mutual fund” means a distributing corporation that carries on only the business of investing the consideration it receives for the shares it issues, and all or substantially all of those shares are redeemable on the demand of a shareholder.

Definition of
“open-end
mutual fund”

15. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

27. (1) The articles may authorize, subject to any limitations set out in them, the issue of any class of shares in one or more series and may do either or both of the following:

(a) fix the number of shares in, and determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of, each series; or

(b) authorize the directors to fix the number of shares in, and determine the designation, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the shares of, each series.

Shares in
series

(2) Subsection 27(4) of the Act is replaced by the following:

(4) If the directors exercise their authority under paragraph (1)(b), they shall, before the issue of shares of the series, send, in the form that the Director fixes, articles of amendment to the Director to designate a series of shares.

Amendment
of articles

16. The portion of subsection 29(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

29. (1) La société peut émettre des titres, notamment des certificats, constatant des privilèges de conversion, ainsi que des options ou des droits d’acquérir des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu’elle énonce :

Options et
droits

(9) Pour l’application du paragraphe 34(2), des articles 38 et 42 et de l’alinéa 185(2)a), le capital déclaré de la personne morale prorogée sous le régime de la présente loi est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de celle-ci.

Disposition
transitoire

(3) Le paragraphe 26(12) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(12) Pour l’application du présent article, « société d’investissement à capital variable » s’entend d’une société ayant fait appel au public, qui a pour unique objet de placer les apports des actionnaires et qui, jusqu’à concurrence de la totalité ou de la quasi-totalité des actions émises, est tenue, sur demande d’un actionnaire, de racheter les actions que celui-ci détient.

Définition de
« société
d’investisse-
ment à capital
variable »

15. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Les statuts peuvent autoriser, avec ou sans réserve, l’émission d’une catégorie d’actions en une ou plusieurs séries et peuvent :

a) fixer le nombre d’actions de chaque série, établir leur désignation et déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont elles sont assorties;

b) permettre aux administrateurs de le faire.

Émission
d’actions en
série

(2) Le paragraphe 27(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu’ils prennent les mesures autorisées en vertu de l’alinéa (1)b), les administrateurs doivent, avant d’émettre des actions d’une série, envoyer au directeur les modifications aux statuts, en la forme établie par lui, donnant la description de cette série.

Modification
des statuts

16. Le passage du paragraphe 29(1) de la version française de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

29. (1) La société peut émettre des titres, notamment des certificats, constatant des privilèges de conversion, ainsi que des options ou des droits d’acquérir des valeurs mobilières de celle-ci, aux conditions qu’elle énonce :

Options et
droits

17. (1) Paragraph 30(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) ni détenir ses propres actions ni celles de sa personne morale mère;

(2) The portion of subsection 30(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Subject to section 31, a corporation shall cause a subsidiary body corporate of the corporation that holds shares of the corporation to sell or otherwise dispose of those shares within five years from the date

Subsidiary holding shares of its parent

18. (1) Section 31 of the French version of the Act is replaced by the following:

31. (1) La société peut, en qualité de mandataire, détenir ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère, à l'exception de celles dont l'une ou l'autre d'entre elles ou leurs filiales ont la propriété effective.

Exception

(2) La société peut détenir ses propres actions, ou des actions de sa personne morale mère, à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

Exception

(2) Section 31 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) A corporation may permit any of its subsidiary bodies corporate to acquire shares of the corporation

Exception — subsidiary acquiring shares

(a) in the subsidiary's capacity as a legal representative, unless the subsidiary would have a beneficial interest in the shares; or

(b) by way of security for the purposes of a transaction entered into by the subsidiary in the ordinary course of a business that includes the lending of money.

Exception — conditions precedent

(4) A corporation may permit any of its subsidiary bodies corporate to acquire shares of the corporation through the issuance of those shares by the corporation to the subsidiary body corporate if, before the acquisition takes place, the conditions prescribed for the purposes of this subsection are met.

17. (1) L'alinéa 30(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) ni détenir ses propres actions ni celles de sa personne morale mère;

(2) Le passage du paragraphe 30(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve de l'article 31, au cas où une personne morale, filiale d'une société, détient des actions de la société, celle-ci doit l'obliger à vendre ou à aliéner ces actions dans les cinq ans suivant la date, selon le cas :

Détention par la filiale des actions d'une société

18. (1) L'article 31 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31. (1) La société peut, en qualité de mandataire, détenir ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère, à l'exception de celles dont l'une ou l'autre d'entre elles ou leurs filiales ont la propriété effective.

Exception

(2) La société peut détenir ses propres actions, ou des actions de sa personne morale mère, à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

Exception

(2) L'article 31 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La société peut permettre à ses filiales dotées de la personnalité morale d'acquérir ses actions :

Exception

a) en qualité de mandataire, à l'exception de celles sur lesquelles les filiales auraient la propriété effective;

b) à titre de garantie dans le cadre d'opérations conclues dans le cours ordinaire d'une activité commerciale comprenant le prêt d'argent.

(4) La société peut permettre à ses filiales d'acquérir ses actions par l'entremise d'une émission de celles-ci en leur faveur si, préalablement à l'acquisition, les conditions prévues par les règlements pour l'application du présent paragraphe sont remplies.

Exception — conditions préalables

Conditions
subsequent

(5) After an acquisition has taken place under the purported authority of subsection (4), the conditions prescribed for the purposes of this subsection must be met.

(5) Après l'acquisition d'actions effective-ment ou censément autorisée par le paragraphe (4), les conditions prévues par les règlements pour l'application du présent paragraphe doivent être remplies.

Conditions
ultérieuresNon-compliance
with conditions

(6) If

(a) a corporation permits a subsidiary body corporate to acquire shares of the corporation under the purported authority of subsection (4), and

(b) either

(i) one or more of the conditions prescribed for the purposes of subsection (4) were not met, or

(ii) one or more of the conditions prescribed for the purposes of subsection (5) are not met or cease to be met,

then, notwithstanding subsections 16(3) and 26(2), the prescribed consequences apply in respect of the acquisition of the shares and their issuance.

(6) Malgré les paragraphes 16(3) et 26(2), les conséquences prévues par les règlements s'appliquent à l'égard de l'émission et de l'acquisition des actions lorsque, à la fois :

a) l'acquisition était effectivement ou censément autorisée par le paragraphe (4);

b) une des conditions prévues par les règlements pour l'application des paragraphes (4) ou (5) n'est pas remplie ou, dans le cas du paragraphe 5, cesse de l'être.

Inobservation
des conditions

19. Section 33 of the Act is replaced by the following:

19. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Voting shares

33. (1) A corporation holding shares in itself or in its holding body corporate shall not vote or permit those shares to be voted unless the corporation

(a) holds the shares in the capacity of a legal representative; and

(b) has complied with section 153.

33. (1) La société qui détient ses propres actions ou des actions de sa personne morale mère doit, pour exercer — ou permettre que soit exercé — le droit de vote attaché à ces actions :

a) d'une part, les détenir en qualité de mandataire;

b) d'autre part, se conformer à l'article 153.

Actions avec
droit de voteSubsidiary
body
corporate

(2) A corporation shall not permit any of its subsidiary bodies corporate holding shares in the corporation to vote, or permit those shares to be voted, unless the subsidiary body corporate satisfies the requirements of subsection (1).

(2) Si une personne morale, filiale d'une société, détient des actions de cette dernière, la société ne peut lui permettre d'exercer — ou permettre que soit exercé — le droit de vote attaché à ces actions que si elle remplit les conditions prévues au paragraphe (1).

Actions avec
droit de vote :
filiale

20. The portion of subsection 34(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

20. Le passage du paragraphe 34(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

Exception

21. (1) The portion of subsection 35(3) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception

(3) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(2) Subparagraph 35(3)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) the amount required for payment on a redemption or in a liquidation of all shares the holders of which have the right to be paid before the holders of the shares to be purchased or acquired, to the extent that the amount has not been included in its liabilities.

22. (1) Subsection 36(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Rachat des actions

36. (1) Malgré les paragraphes 34(2) ou 35(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, la société peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises à un prix ne dépassant pas le prix de rachat fixé par les statuts ou calculé en conformité avec ces derniers.

(2) The portion of subsection 36(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou de racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(3) Subparagraph 36(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) the amount that would be required to pay the holders of shares that have a right to be paid, on a redemption or in a liquidation, rateably with or before the holders of the shares to be purchased or redeemed, to the extent that the amount has not been included in its liabilities.

21. (1) Le passage du paragraphe 35(3) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou d'acquérir autrement, conformément au paragraphe (1), des actions qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(2) L'alinéa 35(3)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des sommes nécessaires au paiement, en cas de rachat ou de liquidation, des actions payables par préférence, déduction faite de toute partie de ces sommes déjà inscrite au passif.

22. (1) Le paragraphe 36(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Rachat des actions

36. (1) Malgré les paragraphes 34(2) ou 35(3), mais sous réserve du paragraphe (2) et de ses statuts, la société peut acheter ou racheter des actions rachetables qu'elle a émises à un prix ne dépassant pas le prix de rachat fixé par les statuts ou calculé en conformité avec ces derniers.

(2) Le passage du paragraphe 36(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La société ne peut faire aucun paiement en vue d'acheter ou de racheter des actions rachetables qu'elle a émises s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

(3) L'alinéa 36(2)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des sommes nécessaires, en cas de rachat ou de liquidation, à désintéresser les actionnaires qui, par rapport aux détenteurs des actions à acheter ou à racheter, doivent être payés par préférence ou concurremment, déduction faite de toute partie de ces sommes déjà inscrite au passif.

23. Subsection 38(6) of the Act is repealed.

24. Subsection 39(12) of the French version of the Act is replaced by the following:

(12) La société qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les réémettre ou les donner en garantie de l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie ne constitue pas l'annulation de ces titres.

25. Section 40 of the Act is replaced by the following:

40. (1) A corporation shall fulfil its obligations under a contract to buy shares of the corporation, except if the corporation can prove that enforcement of the contract would put it in breach of any of sections 34 to 36.

(2) Until the corporation has fulfilled all its obligations under a contract referred to in subsection (1), the other party retains the status of claimant entitled to be paid as soon as the corporation is lawfully able to do so or, in a liquidation, to be ranked subordinate to the rights of creditors and to the rights of holders of any class of shares whose rights were in priority to the rights given to the holders of the class of shares being purchased, but in priority to the rights of other shareholders.

26. Section 44 of the Act is repealed.

27. Subsections 45(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

45. (1) The shareholders of a corporation are not, as shareholders, liable for any liability, act or default of the corporation except under subsection 38(4), 118(4) or (5), 146(5) or 226(4) or (5).

(2) Subject to subsection 49(8), the articles may provide that the corporation has a lien on a share registered in the name of a shareholder or the shareholder's personal representative for a debt of that shareholder to the corporation, including an amount unpaid in respect of a share issued by a body corporate on the date it was continued under this Act.

23. Le paragraphe 38(6) de la même loi est abrogé.

24. Le paragraphe 39(12) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(12) La société qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie ou convention applicable, les réémettre ou les donner en garantie de l'exécution de ses obligations existantes ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie ne constitue pas l'annulation de ces titres.

25. L'article 40 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

40. (1) La société est tenue d'exécuter les contrats qu'elle a conclus en vue de l'achat de ses actions, sauf si elle peut prouver que ce faisant elle contrevient à l'un des articles 34 à 36.

(2) Jusqu'à l'exécution complète par la société de tout contrat visé au paragraphe (1), le cocontractant a le droit d'être payé dès que la société peut légalement le faire ou, lors d'une liquidation, à être colloqué après les droits des créanciers et les droits des actionnaires détenant des actions de toute catégorie dont les droits ont préséance sur ceux des actionnaires détenant des actions de la catégorie d'actions qui sont acquises, mais avant les autres actionnaires.

26. L'article 44 de la même loi est abrogé.

27. Les paragraphes 45(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

45. (1) Les actionnaires de la société ne sont pas, à ce titre, responsables de ses obligations, actes ou fautes, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 38(4), 146(5), 118(4) ou (5) ou 226(4) ou (5).

(2) Sous réserve du paragraphe 49(8), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de la société les actions inscrites au nom d'un actionnaire débiteur, ou de son représentant personnel, y compris celui qui n'a pas entièrement libéré des actions émises par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.

Acquisition et réémission de titres de créance

Enforcement of contract to buy shares

Status of contracting party

1994, c. 24, s. 10

Shareholder immunity

Lien on shares

Acquisition et réémission de titres de créance

Exécution des contrats

Situation du cocontractant

1994, ch. 24, art. 10

Immunité des actionnaires

Actions grevées d'une charge

1991, c. 47,
s. 720

28. (1) Subsection 46(1) of the Act is replaced by the following:

Sale of
constrained
shares by
corporation

46. (1) A corporation that has constraints on the issue, transfer or ownership of its shares of any class or series may, for any of the purposes referred to in paragraphs (a) to (c), sell, under the conditions and after giving the notice that may be prescribed, as if it were the owner of the shares, any of those constrained shares that are owned, or that the directors determine in the manner that may be prescribed may be owned, contrary to the constraints in order to

(a) assist the corporation or any of its affiliates or associates to qualify under any prescribed law of Canada or a province to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control;

(b) assist the corporation to comply with any prescribed law; or

(c) attain or maintain a level of Canadian ownership specified in its articles.

(2) Subsection 46(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

Devoir des
administra-
teurs

(2) Les administrateurs doivent choisir les actions à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs d'actions de la catégorie ou de la série soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

29. The definition “fiduciary” in subsection 48(2) of the Act is replaced by the following:

“fiduciary”
« représentant »

“fiduciary” means any person acting in a fiduciary capacity and includes a personal representative of a deceased person;

30. (1) Subsection 49(2) of the Act is replaced by the following:

Maximum fee
for certificate
by regulation

(2) A corporation may charge a fee, not exceeding the prescribed amount, for a security certificate issued in respect of a transfer.

28. (1) Le paragraphe 46(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 47,
art. 720

46. (1) La société dont les actions d'une catégorie ou d'une série font l'objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de devenir elle-même et de rendre les sociétés de son groupe, ou celles qui ont un lien avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens auxquelles est subordonné, sous le régime des lois fédérales ou provinciales prescrites, le droit de recevoir certains avantages, notamment des licences, permis, subventions et paiements, afin de se conformer aux lois prescrites ou afin de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées à ses statuts, vendre ces actions comme si elle en avait la propriété et pour atteindre cet objectif lorsque leurs propriétaires les détiennent, ou que les administrateurs estiment, selon les critères réglementaires, que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions. Cette vente se fait selon les conditions prescrites, après préavis réglementaire.

Vente par la
société d'actions
faisant l'objet
de restrictions

(2) Le paragraphe 46(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les administrateurs doivent choisir les actions à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs d'actions de la catégorie ou de la série soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Devoir des
administra-
teurs

29. La définition de « représentant », au paragraphe 48(2) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« représentant » Toute personne agissant à ce titre, notamment le représentant personnel d'une personne décédée.

« représentant »
“fiduciary”

30. (1) Le paragraphe 49(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La société peut prélever un droit — qui ne peut dépasser le montant réglementaire — par certificat de valeur mobilière émis à l'occasion d'un transfert.

Droit exigible

Signatures	(2) Subsections 49(4) and (5) of the Act are replaced by the following: (4) A security certificate shall be signed by at least one of the following persons, or the signature shall be printed or otherwise mechanically reproduced on the certificate: (a) a director or officer of the corporation; (b) a registrar, transfer agent or branch transfer agent of the corporation, or an individual on their behalf; and (c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.	(2) Les paragraphes 49(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : (4) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés par au moins l'une des personnes suivantes : a) un administrateur ou dirigeant de la société; b) un agent d'inscription ou de transfert de la société ou un particulier agissant pour son compte; c) un fiduciaire qui les certifie conformes à l'acte de fiducie. Toute signature requise peut cependant être reproduite mécaniquement, notamment sous forme d'imprimé.	Signatures
1994, c. 24, par. 34(1)(c)(F)	(3) Paragraph 49(7)(b) of the Act is replaced by the following: (b) the words “Incorporated under the <i>Canada Business Corporations Act</i>” or “subject to the <i>Canada Business Corporations Act</i>”;	(3) L’alinéa 49(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit : b) la mention « constituée sous l'autorité de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> » ou « assujettie à la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> »;	1994, ch. 24, al. 34(1)c)(F)
1991, c. 47, s. 721	(4) Subsections 49(8) to (10) of the Act are replaced by the following: (8) No restriction, charge, agreement or endorsement described in the following paragraphs is effective against a transferee of a security, issued by a corporation or by a body corporate before the body corporate was continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, charge, agreement or endorsement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the security certificate: (a) a restriction on transfer other than a constraint under section 174; (b) a charge in favour of the corporation; (c) a unanimous shareholder agreement; or (d) an endorsement under subsection 190(10).	(4) Les paragraphes 49(8) à (10) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : (8) Les certificats de valeurs mobilières émis par la société ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi qui sont assujettis aux restrictions, charges, conventions ou endossements ci-après doivent porter une mention ou un renvoi bien visibles à leur égard pour qu'ils soient opposables à tout cessionnaire de cette valeur mobilière qui n'en a pas eu effectivement connaissance : a) des restrictions en matière de transfert non prévues à l'article 174; b) des charges en faveur de la société; c) une convention unanime des actionnaires; d) un endossement prévu au paragraphe 190(10).	1991, ch. 47, art. 721
Restrictions			Restrictions
Limit on restriction	(9) A distributing corporation, any of the issued shares of which remain outstanding and are held by more than one person, shall not have a restriction on the transfer or ownership of its shares of any class or series except by way of a constraint permitted under section 174.	(9) La société ayant fait appel au public dont des actions en circulation sont détenues par plusieurs personnes ne peut restreindre le transfert ou le droit de propriété de ses actions, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 174.	Limitation

Notation of
constraint

(10) Where the articles of a corporation constrain the issue, transfer or ownership of shares of any class or series in order to assist

(a) the corporation or any of its affiliates or associates to qualify under any prescribed law of Canada or a province to receive licences, permits, grants, payments or other benefits by reason of attaining or maintaining a specified level of Canadian ownership or control, or

(b) the corporation to comply with any prescribed law,

the constraint, or a reference to it, shall be conspicuously noted on every security certificate of the corporation evidencing a share that is subject to the constraint where the security certificate is issued after the day on which the share becomes subject to the constraint under this Act.

31. (1) Paragraphs 51(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) the heir of a deceased security holder, or the personal representative of the heirs, or the personal representative of the estate of a deceased security holder;

(b) a personal representative of a registered security holder who is an infant, an incompetent person or a missing person; or

(2) Subsection 51(5) of the Act is replaced by the following:

(5) If a person who is less than eighteen years of age exercises any rights of ownership in the securities of a corporation, no subsequent repudiation or avoidance is effective against the corporation.

(3) Subsection 51(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Despite subsection (7), if the laws of the jurisdiction governing the transmission of a security of a deceased holder do not require a grant of probate or of letters of administration in respect of the transmission, a personal representative of the deceased holder is entitled, subject to any applicable law relating to the collection of taxes, to become a registered holder or to designate a registered holder, if the personal representative deposits with the corporation or its transfer agent

(10) Dans les cas où les statuts de la société restreignent l'émission, le transfert ou la propriété d'actions d'une catégorie ou d'une série en vue de rendre la société, les sociétés de son groupe ou celles qui ont des liens avec elle, mieux à même de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens auxquelles est subordonné, sous le régime des lois fédérales ou provinciales prescrites, le droit de recevoir certains avantages, notamment des licences, permis, subventions et paiements ou de se conformer aux lois prescrites relativement à ces conditions de participation ou de contrôle canadiens, la restriction doit être indiquée ostensiblement, par description ou référence, sur les certificats de valeurs mobilières émis pour ces actions après que celles-ci ont fait l'objet de ces restrictions en vertu de la présente loi.

31. (1) Les alinéas 51(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) l'héritier ou le représentant personnel de la succession d'un détenteur de valeurs mobilières décédé ou le représentant personnel des héritiers de ce dernier;

b) le représentant personnel d'un détenteur inscrit de valeurs mobilières mineur, incapable ou absent;

(2) Le paragraphe 51(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) En cas d'exercice par un particulier âgé de moins de dix-huit ans de droits attachés à la propriété des valeurs mobilières d'une société, aucun désaveu ultérieur n'a d'effet contre cette société.

(3) Le paragraphe 51(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré le paragraphe (7), le représentant personnel du détenteur décédé de valeurs mobilières dont la transmission est régie par une loi n'exigeant pas de jugement d'homologation du testament ni de nomination d'un administrateur, est fondé, sous réserve de toute loi fiscale applicable, à devenir détenteur inscrit, ou à le désigner, sur remise à la société ou à son agent de transfert des documents suivants :

Mention des
restrictions

Persons less
than eighteen
years of age

Particulier
âgé de moins
de dix-huit
ans

Excepted
transmissions

Transmissions

(a) the security certificate that was owned by the deceased holder; and

(b) reasonable proof of the governing laws, of the deceased holder's interest in the security and of the right of the personal representative or the person designated by the personal representative to become the registered holder.

32. Paragraph 65(1)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:

(d) if a person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, minority, or other incapacity, the person's fiduciary;

33. Section 75 of the French version of the Act is replaced by the following:

75. Le mandataire ou le dépositaire de bonne foi — ayant respecté les normes commerciales raisonnables si, de par sa profession, il négocie les valeurs mobilières d'une société — qui a reçu, vendu, donné en gage ou livré ces valeurs mobilières conformément aux instructions de son mandant ne peut être tenu responsable de détournement ni de violation d'une obligation de représentant, même si le mandant n'avait pas le droit d'aliéner ces valeurs mobilières.

34. Subsection 82(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créances par voie d'un appel public à l'épargne.

35. Section 102 of the Act is replaced by the following:

102. (1) Subject to any unanimous shareholder agreement, the directors shall manage, or supervise the management of, the business and affairs of a corporation.

(2) A corporation shall have one or more directors but a distributing corporation, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, shall have not fewer than three

a) les certificats de valeurs mobilières du détenteur décédé;

b) une preuve raisonnable des lois applicables, des droits du détenteur décédé sur ces valeurs mobilières et du droit du représentant personnel ou de la personne qu'il désigne d'en devenir le détenteur inscrit.

32. L'alinéa 65(1)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) if a person described in paragraph (a) is an individual and is without capacity to act by reason of death, incompetence, minority, or other incapacity, the person's fiduciary;

33. L'article 75 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

75. Le mandataire ou le dépositaire de bonne foi — ayant respecté les normes commerciales raisonnables si, de par sa profession, il négocie les valeurs mobilières d'une société — qui a reçu, vendu, donné en gage ou livré ces valeurs mobilières conformément aux instructions de son mandant ne peut être tenu responsable de détournement ni de violation d'une obligation de représentant, même si le mandant n'avait pas le droit d'aliéner ces valeurs mobilières.

34. Le paragraphe 82(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créances par voie d'un appel public à l'épargne.

35. L'article 102 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

102. (1) Sous réserve de toute convention unanime des actionnaires, les administrateurs gèrent les activités commerciales et les affaires internes de la société ou en surveillent la gestion.

(2) Le conseil d'administration se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; au cas où des valeurs mobilières en circulation de la société ayant fait appel au public sont détenues par plusieurs personnes, il compte au

Cas de non-responsabilité du mandataire ou dépositaire

Cas de non-responsabilité du mandataire ou dépositaire

Champ d'application

Champ d'application

Duty to manage or supervise management

Fonctions des administrateurs

Number of directors

Nombre

directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

36. Subsection 103(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

103. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de conventions unanimes des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités commerciales ou les affaires internes de la société.

37. (1) Subsection 105(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subject to subsection (3.1), at least twenty-five per cent of the directors of a corporation must be resident Canadians. However, if a corporation has less than four directors, at least one director must be a resident Canadian.

(3.1) If a corporation engages in an activity in Canada in a prescribed business sector or if a corporation, by an Act of Parliament or by a regulation made under an Act of Parliament, is required, either individually or in order to engage in an activity in Canada in a particular business sector, to attain or maintain a specified level of Canadian ownership or control, or to restrict, or to comply with a restriction in relation to, the number of voting shares that any one shareholder may hold, own or control, then a majority of the directors of the corporation must be resident Canadians.

(3.2) Nothing in subsection (3.1) shall be construed as reducing any requirement for a specified number or percentage of resident Canadian directors that otherwise applies to a corporation referred to in that subsection.

(3.3) If a corporation referred to in subsection (3.1) has only one or two directors, that director or one of the two directors, as the case may be, must be a resident Canadian.

moins trois administrateurs dont deux ne font partie ni des dirigeants ni des employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.

36. Le paragraphe 103(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

103. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de conventions unanimes des actionnaires, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif portant sur les activités commerciales ou les affaires internes de la société.

37. (1) Le paragraphe 105(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (3.1), le conseil d'administration doit se composer d'au moins vingt-cinq pour cent de résidents canadiens. Toutefois, si la société compte moins de quatre administrateurs, au moins l'un d'entre eux ou l'administrateur unique, selon le cas, doit être résident canadien.

(3.1) Si la société exerce au Canada une activité dans un secteur commercial réglementaire donné ou si elle est tenue sous le régime d'une loi fédérale, individuellement ou en vue d'exercer au Canada une activité dans un secteur commercial donné, soit de remplir des conditions de participation ou de contrôle canadiens soit d'imposer ou de respecter des restrictions sur le nombre d'actions avec droit de vote que tout actionnaire peut détenir ou contrôler ou dont il peut avoir la propriété, le conseil d'administration doit se composer en majorité de résidents canadiens.

(3.2) Le paragraphe (3.1) ne porte toutefois pas atteinte aux exigences relatives au nombre ou pourcentage d'administrateurs résidents canadiens autrement applicables à une société visée à ce paragraphe.

(3.3) Toutefois, si la société visée au paragraphe (3.1) ne compte qu'un ou deux administrateurs, l'un d'entre eux ou l'administrateur unique, selon le cas, doit être résident canadien.

Règlements
administratifs

Residency

Exception —
Canadian
ownership or
control

Clarification

If only one or
two directors

Règlements
administratifs

Résidence

Exception :
conditions de
participation
ou de contrôle
canadiens

Précision

Moins de trois
administrateurs

(2) The portion of subsection 105(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception for holding corporation

(4) Despite subsection (3.1), not more than one third of the directors of a holding corporation referred to in that subsection need be resident Canadians if the holding corporation earns in Canada directly or through its subsidiaries less than five per cent of the gross revenues of the holding corporation and all of its subsidiary bodies corporate together as shown in

38. (1) Subsection 106(1) of the Act is replaced by the following:

Notice of directors

106. (1) At the time of sending articles of incorporation, the incorporators shall send to the Director a notice of directors in the form that the Director fixes, and the Director shall file the notice.

1994, c. 24, s. 11

(2) Subsections 106(7) and (8) of the Act are replaced by the following:

Vacancy among candidates

(7) If a meeting of shareholders fails to elect the number or the minimum number of directors required by the articles by reason of the lack of consent, disqualification, incapacity or death of any candidates, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so elected constitutes a quorum.

Appointment of directors

(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more additional directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders.

Election or appointment as director

(9) An individual who is elected or appointed to hold office as a director is not a director and is deemed not to have been elected or appointed to hold office as a director unless

(a) he or she was present at the meeting when the election or appointment took place and he or she did not refuse to hold office as a director; or

(2) Le passage du paragraphe 105(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(4) Malgré le paragraphe (3.1), il suffit que soient résidents canadiens un tiers des administrateurs d'une société mère visée par ce paragraphe lorsque celle-ci et ses filiales gagnent au Canada moins de cinq pour cent de leurs revenus bruts :

38. (1) Le paragraphe 106(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Liste des administrateurs

106. (1) Les fondateurs doivent envoyer au directeur, en même temps que les statuts constitutifs et en la forme établie par lui, une liste des administrateurs pour enregistrement.

1994, ch. 24, art. 11

(2) Les paragraphes 106(7) et (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Vacances

(7) Les administrateurs, élus lors d'une assemblée qui — compte tenu de l'absence de consentement, de l'incapacité, de l'incapacité ou du décès de certains candidats — ne peut élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts, peuvent exercer tous les pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum au sein du conseil d'administration.

Nominations entre les assemblées annuelles

(8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont le mandat expire au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle.

Consentement à l'élection ou la nomination

(9) L'élection ou la nomination d'un particulier au poste d'administrateur est subordonnée :

a) s'il était présent à l'assemblée qui l'élit ou le nomme administrateur, à ce qu'il ne refuse pas d'occuper ce poste;

b) s'il était absent, soit à son consentement à occuper ce poste, donné par écrit avant

(b) he or she was not present at the meeting when the election or appointment took place and

(i) he or she consented to hold office as a director in writing before the election or appointment or within ten days after it, or

(ii) he or she has acted as a director pursuant to the election or appointment.

39. Paragraphs 107(g) and (h) of the English version of the Act are replaced by the following:

(g) a director may be removed from office only if the number of votes cast in favour of the director's removal is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion; and

(h) the number of directors required by the articles may be decreased only if the votes cast in favour of the motion to decrease the number of directors is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion.

40. Section 109 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Resignation
(or removal)

(4) If all of the directors have resigned or have been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the business and affairs of the corporation is deemed to be a director for the purposes of this Act.

Exception

(5) Subsection (4) does not apply to

(a) an officer who manages the business or affairs of the corporation under the direction or control of a shareholder or other person;

(b) a lawyer, notary, accountant or other professional who participates in the management of the corporation solely for the purpose of providing professional services; or

(c) a trustee in bankruptcy, receiver, receiver-manager or secured creditor who participates in the management of the corporation or exercises control over its property solely

son élection ou sa nomination ou dans les dix jours suivants, soit au fait de remplir les fonctions de ce poste après son élection ou sa nomination.

39. Les alinéas 107g) et h) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(g) a director may be removed from office only if the number of votes cast in favour of the director's removal is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion; and

(h) the number of directors required by the articles may be decreased only if the votes cast in favour of the motion to decrease the number of directors is greater than the product of the number of directors required by the articles and the number of votes cast against the motion.

40. L'article 109 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Démission ou
révocation

(4) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont révoqués sans être remplacés, quiconque gère les activités commerciales et les affaires internes de la société ou en surveille la gestion est réputé être un administrateur pour l'application de la présente loi.

Exceptions

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux personnes suivantes :

a) le dirigeant qui gère les activités commerciales ou les affaires internes de la société sous la direction ou le contrôle d'un actionnaire ou d'une autre personne;

b) l'avocat, le notaire, le comptable ou tout autre professionnel qui participe à la direction de la société uniquement dans le but de fournir des services professionnels;

c) le syndic de faillite, le séquestre, le séquestre-gérant ou le créancier garanti qui participe à la direction de la société ou exerce le contrôle sur ses biens uniquement

for the purpose of the realization of security or the administration of a bankrupt's estate, in the case of a trustee in bankruptcy.

41. Subsections 111(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

111. (1) Despite subsection 114(3), but subject to subsections (3) and (4), a quorum of directors may fill a vacancy among the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors or a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles.

(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles, the directors then in office shall without delay call a special meeting of shareholders to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any shareholder.

(3) If the holders of any class or series of shares of a corporation have an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,

(a) subject to subsection (4), the remaining directors elected by the holders of that class or series of shares may fill the vacancy except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors for that class or series or from a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in the articles for that class or series; or

(b) if there are no remaining directors any holder of shares of that class or series may call a meeting of the holders of shares of that class or series for the purpose of filling the vacancy.

42. Subsection 113(1) of the Act is replaced by the following:

dans le but de réaliser les sûretés ou d'administrer les biens d'un failli, dans le cas d'un syndic de faillite.

41. Les paragraphes 111(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

111. (1) Malgré le paragraphe 114(3), mais sous réserve des paragraphes (3) et (4), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, combler les vacances survenues au sein du conseil, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts.

(2) Les administrateurs en fonction doivent convoquer, dans les meilleurs délais, une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances résultant de l'absence de quorum ou du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonction, tout actionnaire peut convoquer cette assemblée.

(3) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les détenteurs d'une catégorie ou d'une série quelconque d'actions ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées :

a) soit, sous réserve du paragraphe (4), par les administrateurs en fonction élus par les détenteurs de cette catégorie ou série d'actions, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;

b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonction, lors de l'assemblée que les détenteurs de cette catégorie ou série d'actions peuvent convoquer pour combler les vacances.

42. Le paragraphe 113(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Filling
vacancy

Calling
meeting

Class director

Manière de
combler les
vacances

Convocation
d'une
assemblée

Administra-
teurs élus
pour une
catégorie
d'actions

Notice of
change of
director or
director's
address

113. (1) A corporation shall, within fifteen days after

(a) a change is made among its directors, or

(b) it receives a notice of change of address of a director referred to in subsection (1.1),

send to the Director a notice, in the form that the Director fixes, setting out the change, and the Director shall file the notice.

Director's
change of
address

(1.1) A director shall, within fifteen days after changing his or her address, send the corporation a notice of that change.

43. (1) Subsections 114(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Canadian
directors
present at
meetings

(3) Directors, other than directors of a corporation referred to in subsection 105(4), shall not transact business at a meeting of directors unless,

(a) if the corporation is subject to subsection 105(3), at least twenty-five per cent of the directors present are resident Canadians or, if the corporation has less than four directors, at least one of the directors present is a resident Canadian; or

(b) if the corporation is subject to subsection 105(3.1), a majority of directors present are resident Canadians or if the corporation has only two directors, at least one of the directors present is a resident Canadian.

Exception

(4) Despite subsection (3), directors may transact business at a meeting of directors where the number of resident Canadian directors, required under that subsection, is not present if

(a) a resident Canadian director who is unable to be present approves in writing, or by telephonic, electronic or other communication facility, the business transacted at the meeting; and

(b) the required number of resident Canadian directors would have been present had that director been present at the meeting.

(2) Subsection 114(9) of the Act is replaced by the following:

113. (1) Dans les quinze jours suivant soit tout changement dans la composition du conseil d'administration, soit la réception de l'avis de changement d'adresse visé au paragraphe (1.1), la société doit aviser le directeur du changement, en la forme établie par lui, pour enregistrement.

Avis de
changement

(1.1) S'il change d'adresse, l'administrateur en avise la société dans les quinze jours qui suivent.

Avis de
changement
d'adresse

43. (1) Les paragraphes 114(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Les administrateurs des sociétés non visées au paragraphe 105(4) ne peuvent délibérer lors des réunions que si :

Administrateurs
résidents
canadiens

a) dans le cas des sociétés visées au paragraphe 105(3), au moins vingt-cinq pour cent des administrateurs présents sont résidents canadiens ou, lorsque celles-ci comptent moins de quatre administrateurs, au moins l'un des administrateurs présents est résident canadien;

b) dans le cas des sociétés visées au paragraphe 105(3.1), la majorité des administrateurs présents est constituée de résidents canadiens ou, lorsque celles-ci ne comptent que deux administrateurs, au moins l'un des administrateurs présents est résident canadien.

Exception

(4) Par dérogation au paragraphe (3), les administrateurs peuvent délibérer, même en cas d'absence du nombre de résidents canadiens dont la présence est requise par ce paragraphe si :

a) parmi les administrateurs absents, un résident canadien approuve les délibérations par écrit ou par tout autre moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre;

b) la présence de cet administrateur aurait permis de constituer le nombre de résidents canadiens dont la présence est requise.

(2) Le paragraphe 114(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Participation

(9) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, and if all the directors of the corporation consent, participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting. A director participating in such a meeting by such means is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

44. (1) Subsection 115(2) of the Act is repealed.

(2) Paragraphs 115(3)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) fill a vacancy among the directors or in the office of auditor, or appoint additional directors;

(c) issue securities except as authorized by the directors;

(c.1) issue shares of a series under section 27 except as authorized by the directors;

(3) Paragraph 115(3)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) pay a commission referred to in section 41 except as authorized by the directors;

45. Section 117 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

46. (1) Subsection 118(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Evidence

(9) Sous réserve des règlements administratifs et du consentement de tous les administrateurs, tout administrateur peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une réunion par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

44. (1) Le paragraphe 115(2) de la même loi est abrogé.

(2) Les alinéas 115(3)(b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) combler les postes vacants des administrateurs ou du vérificateur ni nommer des administrateurs supplémentaires;

c) émettre des valeurs mobilières qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

c.1) émettre des actions d'une série conformément à l'article 27 qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

(3) L'alinéa 115(3)(f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) verser la commission prévue à l'article 41 qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

45. L'article 117 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Sauf s'il y a demande d'un vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de la réunion précisant que le président a déclaré qu'une résolution a été adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.

Participation

Preuve

46. (1) Le paragraphe 118(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Directors' liability

118. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 25 for a consideration other than money are jointly and severally, or solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

(2) Subsection 118(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing any of the following are jointly and severally, or solidarily, liable to restore to the corporation any amounts so distributed or paid and not otherwise recovered by the corporation:

- (a) a purchase, redemption or other acquisition of shares contrary to section 34, 35 or 36;
- (b) a commission contrary to section 41;
- (c) a payment of a dividend contrary to section 42;
- (d) a payment of an indemnity contrary to section 124; or
- (e) a payment to a shareholder contrary to section 190 or 241.

(3) Subsection 118(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A director liable under subsection (2) is entitled to apply to a court for an order compelling a shareholder or other recipient to pay or deliver to the director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 or 241.

(4) Paragraph 118(5)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) order a shareholder or other recipient to pay or deliver to a director any money or property that was paid or distributed to the shareholder or other recipient contrary to section 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 or 241;

Further directors' liabilities

Recovery

118. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a share under section 25 for a consideration other than money are jointly and severally, or solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money on the date of the resolution.

(2) Le paragraphe 118(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sont solidairement tenus de restituer à la société les sommes en cause non encore recouvrées, les administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption d'une résolution autorisant, selon le cas :

- a) l'acquisition, notamment par achat ou rachat, d'actions en violation des articles 34, 35 ou 36;
- b) le versement d'une commission en violation de l'article 41;
- c) le versement d'un dividende en violation de l'article 42;
- d) le versement d'une indemnité en violation de l'article 124;
- e) le versement de sommes à des actionnaires en violation des articles 190 ou 241.

(3) Le paragraphe 118(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) L'administrateur tenu responsable conformément au paragraphe (2) peut demander au tribunal une ordonnance obligeant les bénéficiaires, notamment les actionnaires, à lui remettre les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 ou 241.

(4) L'alinéa 118(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) ordonner aux bénéficiaires de remettre à l'administrateur les fonds ou biens reçus en violation des articles 34, 35, 36, 41, 42, 124, 190 ou 241;

Directors' liability

Responsabilité supplémentaire des administrateurs

Recours

47. (1) Subsection 119(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Liability of
directors for
wages

119. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months wages payable to each such employee for services performed for the corporation while they are such directors respectively.

(2) Subsection 119(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Subrogation de
l'administrateur

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1), dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

48. Section 120 of the Act is replaced by the following:

Disclosure of
interest

120. (1) A director or an officer of a corporation shall disclose to the corporation, in writing or by requesting to have it entered in the minutes of meetings of directors or of meetings of committees of directors, the nature and extent of any interest that he or she has in a material contract or material transaction, whether made or proposed, with the corporation, if the director or officer

- (a) is a party to the contract or transaction;
- (b) is a director or an officer, or an individual acting in a similar capacity, of a party to the contract or transaction; or
- (c) has a material interest in a party to the contract or transaction.

Time of
disclosure for
director

(2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,

- (a) at the meeting at which a proposed contract or transaction is first considered;
- (b) if the director was not, at the time of the meeting referred to in paragraph (a), interested in a proposed contract or transaction, at the first meeting after he or she becomes so interested;

47. (1) Le paragraphe 119(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Liability of
directors for
wages

119. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not exceeding six months wages payable to each such employee for services performed for the corporation while they are such directors respectively.

(2) Le paragraphe 119(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Subrogation de
l'administrateur

(5) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1), dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

48. L'article 120 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Communication
des intérêts

120. (1) L'administrateur ou le dirigeant doit communiquer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal des réunions la nature et l'étendue de son intérêt dans un contrat ou une opération — en cours ou projeté — d'importance avec elle, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il est partie à ce contrat ou à cette opération;
- b) il est administrateur ou dirigeant — ou un particulier qui agit en cette qualité — d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération;
- c) il possède un intérêt important dans une partie au contrat ou à l'opération.

(2) L'administrateur effectue la communication lors de la première réunion :

Moment de la
communication :
administrateur

- a) au cours de laquelle le projet de contrat ou d'opération est étudié;
- b) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans le projet de contrat ou d'opéra-

(c) if the director becomes interested after a contract or transaction is made, at the first meeting after he or she becomes so interested; or

(d) if an individual who is interested in a contract or transaction later becomes a director, at the first meeting after he or she becomes a director.

Time of disclosure for director or officer

(3) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of an officer who is not a director,

(a) immediately after he or she becomes aware that the contract, transaction, proposed contract or proposed transaction is to be considered or has been considered at a meeting;

(b) if the officer becomes interested after a contract or transaction is made, immediately after he or she becomes so interested; or

(c) if an individual who is interested in a contract later becomes an officer, immediately after he or she becomes an officer.

Time of disclosure for director or officer

(4) If a material contract or material transaction, whether entered into or proposed, is one that, in the ordinary course of the corporation's business, would not require approval by the directors or shareholders, a director or officer shall disclose, in writing to the corporation or request to have it entered in the minutes of meetings of directors or of meetings of committees of directors, the nature and extent of his or her interest immediately after he or she becomes aware of the contract or transaction.

Voting

(5) A director required to make a disclosure under subsection (1) shall not vote on any resolution to approve the contract or transaction unless the contract or transaction unless the contract or transaction

(a) relates primarily to his or her remuneration as a director, officer, employee or agent of the corporation or an affiliate;

(b) is for indemnity or insurance under section 124; or

(c) is with an affiliate.

tion, s'il n'en avait pas lors de la réunion visée à l'alinéa a);

c) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;

d) suivant le moment où il devient administrateur, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

(3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur effectue la communication immédiatement après :

a) avoir appris que le contrat ou l'opération — en cours ou projeté — a été ou sera examiné lors d'une réunion;

b) avoir acquis un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;

c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Moment de la communication : dirigeant

(4) L'administrateur ou le dirigeant doit communiquer par écrit à la société ou demander que soient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance d'un contrat ou d'une opération — en cours ou projeté — d'importance qui, dans le cadre de l'activité commerciale normale de la société, ne requiert l'approbation ni des administrateurs ni des actionnaires.

Moment de la communication : approbation non nécessaire

(5) L'administrateur visé au paragraphe (1) ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération, sauf s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération :

a) portant essentiellement sur sa rémunération en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de la société ou d'une personne morale de son groupe;

b) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 124;

Vote

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the directors declaring that a director or an officer is to be regarded as interested, for any of the following reasons, in a contract or transaction made with a party, is a sufficient declaration of interest in relation to the contract or transaction:

- (a) the director or officer is a director or officer, or acting in a similar capacity, of a party referred to in paragraph (1)(b) or (c);
- (b) the director or officer has a material interest in the party; or
- (c) there has been a material change in the nature of the director's or the officer's interest in the party.

Access to disclosures

(6.1) The shareholders of the corporation may examine the portions of any minutes of meetings of directors or of committees of directors that contain disclosures under this section, and any other documents that contain those disclosures, during the usual business hours of the corporation.

Avoidance standards

(7) A contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) is not invalid, and the director or officer is not accountable to the corporation or its shareholders for any profit realized from the contract or transaction, because of the director's or officer's interest in the contract or transaction or because the director was present or was counted to determine whether a quorum existed at the meeting of directors or committee of directors that considered the contract or transaction, if

- (a) disclosure of the interest was made in accordance with subsections (1) to (6);
- (b) the directors approved the contract or transaction; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved.

c) conclu avec une personne morale du même groupe.

(6) Pour l'application du présent article, constitue une communication suffisante de son intérêt dans un contrat ou une opération l'avis général que donne l'administrateur ou le dirigeant d'une société aux autres administrateurs et portant qu'il est administrateur ou dirigeant — ou qu'il agit en cette qualité — d'une partie visée aux alinéas (1)b) ou c), qu'il y possède un intérêt important ou qu'il y a eu un changement important de son intérêt dans celle-ci et qu'il doit être considéré comme ayant un intérêt dans tout contrat ou opération conclu avec elle.

Avis général d'intérêt

(6.1) Les actionnaires de la société peuvent consulter, pendant les heures normales d'ouverture de celle-ci, toute partie des procès-verbaux des réunions ou de tout autre document dans lesquels les intérêts d'un administrateur ou d'un dirigeant dans un contrat ou une opération sont communiqués en vertu du présent article.

Consultation

(7) Un contrat ou une opération assujetti à l'obligation de communication prévue au paragraphe (1) n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à la société ou à ses actionnaires des bénéfices qu'il en a tirés, au seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération ou que l'administrateur a assisté à la réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'en atteindre le quorum, si les conditions suivantes sont réunies :

Effet de la communication

- a) l'administrateur ou le dirigeant a communiqué son intérêt conformément aux paragraphes (1) à (6);
- b) les administrateurs de la société ont approuvé le contrat ou l'opération;
- c) au moment de son approbation, le contrat ou l'opération était équitable pour la société.

Confirmation by
shareholders

(7.1) Even if the conditions of subsection (7) are not met, a director or officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the corporation or to its shareholders for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1), and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if

(a) the contract or transaction is approved or confirmed by special resolution at a meeting of the shareholders;

(b) disclosure of the interest was made to the shareholders in a manner sufficient to indicate its nature before the contract or transaction was approved or confirmed; and

(c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved or confirmed.

Application to
court

(8) If a director or an officer of a corporation fails to comply with this section, a court may, on application of the corporation or any of its shareholders, set aside the contract or transaction on any terms that it thinks fit, or require the director or officer to account to the corporation for any profit or gain realized on it, or do both those things.

49. Paragraph 121(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) pour les administrateurs, de créer des postes de dirigeants, d'y nommer des personnes pleinement capables, de préciser leurs fonctions et de leur déléguer le pouvoir de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société, sauf les exceptions prévues au paragraphe 115(3);

50. Subsection 123(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A director is not liable under section 118 or 119, and has complied with his or her duties under subsection 122(2), if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exer-

Defence —
reasonable
diligence

(7.1) Toutefois, même si les conditions visées au paragraphe (7) ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre compte à la société ou à ses actionnaires des bénéfices qu'il en a tirés, au seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le contrat ou l'opération a fait l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par résolution spéciale adoptée à une assemblée;

b) l'intérêt a été communiqué aux actionnaires de façon suffisamment claire pour en indiquer la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;

c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour la société.

Confirmation
par les
actionnaires

(8) Le tribunal peut, à la demande de la société — ou d'un de ses actionnaires — dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas au présent article rendre une ordonnance d'annulation du contrat ou de l'opération selon les modalités qu'il estime indiquées et enjoindre à l'administrateur ou au dirigeant de rendre compte à la société de tout bénéfice qu'il en a tiré.

Ordonnance
du tribunal

49. L'alinéa 121a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) pour les administrateurs, de créer des postes de dirigeants, d'y nommer des personnes pleinement capables, de préciser leurs fonctions et de leur déléguer le pouvoir de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société, sauf les exceptions prévues au paragraphe 115(3);

50. Le paragraphe 123(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La responsabilité de l'administrateur n'est pas engagée en vertu des articles 118 ou 119 et celui-ci s'est acquitté des devoirs imposés au paragraphe 122(2), s'il a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont

Défense de
diligence
raisonnable

cised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

Defence —
good faith

(5) A director has complied with his or her duties under subsection 122(1) if the director relied in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

51. Section 124 of the Act is replaced by the following:

Indemnifi-
cation

124. (1) A corporation may indemnify a director or officer of the corporation, a former director or officer of the corporation or another individual who acts or acted at the corporation's request as a director or officer, or an individual acting in a similar capacity, of another entity, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the individual in respect of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding in which the individual is involved because of that association with the corporation or other entity.

Advance of
costs

(2) A corporation may advance moneys to a director, officer or other individual for the costs, charges and expenses of a proceeding referred to in subsection (1). The individual shall repay the moneys if the individual does not fulfil the conditions of subsection (3).

ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

(5) L'administrateur s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 122(1) s'il s'appuie de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

51. L'article 124 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Défense de
diligence
raisonnable

124. (1) La société peut indemniser ses administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres particuliers qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour une autre entité, de tous leurs frais et dépenses, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles ils étaient impliqués à ce titre.

Indemnisa-
tion

(2) La société peut avancer des fonds pour permettre à tout particulier visé au paragraphe (1) d'assumer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et les dépenses y afférentes et celui-ci la rembourse s'il ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3).

Frais
anticipés

Limitation

(3) A corporation may not indemnify an individual under subsection (1) unless the individual

(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation, or, as the case may be, to the best interests of the other entity for which the individual acted as director or officer or in a similar capacity at the corporation's request; and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, the individual had reasonable grounds for believing that the individual's conduct was lawful.

Indemnification in derivative actions

(4) A corporation may with the approval of a court, indemnify an individual referred to in subsection (1), or advance moneys under subsection (2), in respect of an action by or on behalf of the corporation or other entity to procure a judgment in its favour, to which the individual is made a party because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1) against all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with such action, if the individual fulfils the conditions set out in subsection (3).

Right to indemnity

(5) Despite subsection (1), an individual referred to in that subsection is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the defence of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding to which the individual is subject because of the individual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1), if the individual seeking indemnity

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or omitted to do anything that the individual ought to have done; and

(b) fulfils the conditions set out in subsection (3).

Insurance

(6) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of an individual referred to in subsection (1) against any liability incurred by the individual

(3) La société ne peut indemniser un particulier en vertu du paragraphe (1) que si celui-ci :

a) d'une part, a agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la société ou, selon le cas, de l'entité dans laquelle il occupait les fonctions d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de la société;

b) d'autre part, dans le cas de poursuites pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Limites

(4) Avec l'approbation du tribunal, la société peut, à l'égard des actions intentées par elle ou par l'entité, ou pour son compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, avancer à tout particulier visé au paragraphe (1) les fonds visés au paragraphe (2) ou l'indemniser des frais et dépenses entraînés par son implication dans ces actions, s'il remplit les conditions énoncées au paragraphe (3).

Indemnisation lors d'actions indirectes

(5) Malgré le paragraphe (1), les particuliers visés à ce paragraphe ont droit d'être indemnisés par la société de leurs frais et dépenses entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles ils étaient impliqués en raison de leurs fonctions, dans la mesure où :

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de leur part;

b) d'autre part, ils remplissent les conditions énoncées au paragraphe (3).

Droit à indemnisation

(6) La société peut souscrire au profit des particuliers visés au paragraphe (1) une assurance couvrant la responsabilité qu'ils encourrent :

Assurance des administrateurs ou dirigeants

	(a) in the individual's capacity as a director or officer of the corporation; or (b) in the individual's capacity as a director or officer, or similar capacity, of another entity, if the individual acts or acted in that capacity at the corporation's request.	a) soit pour avoir agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant de la société; b) soit pour avoir, sur demande de la société, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant d'une autre entité.	
Application to court	(7) A corporation, an individual or an entity referred to in subsection (1) may apply to a court for an order approving an indemnity under this section and the court may so order and make any further order that it sees fit.	(7) Le tribunal peut, par ordonnance, approuver, à la demande de la société, d'un particulier ou d'une entité visé au paragraphe (1), toute indemnisation prévue au présent article, et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.	Demande au tribunal
Notice to Director	(8) An applicant under subsection (7) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(8) L'auteur de la demande prévue au paragraphe (7) doit en aviser le directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Other notice	(9) On an application under subsection (7) the court may order notice to be given to any interested person and the person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.	(9) Sur demande présentée en vertu du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Autre avis
1994, c. 24, s. 14(F)	52. (1) The definition "distributing corporation" in subsection 126(1) of the Act is repealed.	52. (1) La définition de « société ayant fait appel au public », au paragraphe 126(1) de la même loi, est abrogée.	1994, ch. 24, art. 14(F)
	(2) The definitions "insider" and "officer" in subsection 126(1) of the Act are replaced by the following:	(2) Les définitions de « dirigeant » et « initié », au paragraphe 126(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :	
"insider" « initié »	"insider" means, except in section 131,	« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d'administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une entité ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu'exerce habituellement un particulier occupant un tel poste.	« dirigeant » "officer"
	(a) a director or officer of a distributing corporation; (b) a director or officer of a subsidiary of a distributing corporation; (c) a director or officer of a body corporate that enters into a business combination with a distributing corporation; and (d) a person employed or retained by a distributing corporation;	« initié » Sauf à l'article 131, s'entend de :	« initié » "insider"
"officer" « dirigeant »	"officer" means the chairperson of the board of directors, the president, a vice-president, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general manager, a managing director, of an entity, or any other individual who performs functions for an entity similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices;	a) tout administrateur ou dirigeant d'une société ayant fait appel au public; b) tout administrateur ou dirigeant d'une filiale d'une société ayant fait appel au public; c) tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale qui participe à un regroupement d'entreprises avec une société ayant fait appel au public;	

(3) Subsection 126(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“business combination”
« regroupement d’entreprises »

“business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one body corporate by another, or an amalgamation of two or more bodies corporate, or any similar reorganization between or among two or more bodies corporate;

(4) Paragraph 126(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a director or an officer of a body corporate that beneficially owns, directly or indirectly, shares of a distributing corporation, or that exercises control or direction over shares of the distributing corporation, or that has a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of voting rights attached to all of the outstanding shares of the distributing corporation not including shares held by the body corporate as underwriter while those shares are in the course of a distribution to the public is deemed to be an insider of the distributing corporation;

(5) Subsections 126(3) and (4) of the Act are repealed.

53. Sections 127 to 129 of the Act are repealed.

54. Sections 130 and 131 of the Act are replaced by the following:

Prohibition of short sale

130. (1) An insider shall not knowingly sell, directly or indirectly, a security of a distributing corporation or any of its affiliates if the insider selling the security does not own or has not fully paid for the security to be sold.

Calls and puts

(2) An insider shall not knowingly, directly or indirectly, sell a call or buy a put in respect of a security of the corporation or any of its affiliates.

d) toute personne employée par une société ayant fait appel au public ou dont les services sont retenus par elle.

(3) Le paragraphe 126(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« regroupement d’entreprises » Acquisition de la totalité ou d’une partie substantielle des biens d’une personne morale par une autre, fusion de personnes morales ou réorganisation similaire mettant en cause de telles personnes.

(4) L’alinéa 126(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est réputé être initié d’une société ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant d’une personne morale qui est le véritable propriétaire — directement ou indirectement — d’actions de la société ayant fait appel au public ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur de telles actions, ou qui possède une combinaison de ces éléments, ces actions comportant un pourcentage de votes attachés à l’ensemble des actions de la société ayant fait appel au public en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l’exclusion des actions que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu’elles font l’objet d’un appel public à l’épargne;

(5) Les paragraphes 126(3) et (4) de la même loi sont abrogés.

53. Les articles 127 à 129 de la même loi sont abrogés.

54. Les articles 130 et 131 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

130. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les valeurs mobilières d’une société ayant fait appel au public ou de l’une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu’ils n’ont pas entièrement libérées.

(2) Les initiés ne peuvent sciemment, même indirectement, acheter une option de vente ni vendre une option d’achat portant sur les valeurs mobilières de la société ou de l’une des personnes morales de son groupe.

« regroupement d’entreprises »
“business combination”

Interdiction de la vente à découvert

Options d’achat ou de vente

Exception

(3) Despite subsection (1), an insider may sell a security they do not own if they own another security convertible into the security sold or an option or right to acquire the security sold and, within ten days after the sale, they

- (a) exercise the conversion privilege, option or right and deliver the security so acquired to the purchaser; or
- (b) transfer the convertible security, option or right to the purchaser.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les valeurs mobilières dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion de valeurs mobilières dont ils sont propriétaires ou qu'ils ont l'option ou le droit d'acquérir, si, dans les dix jours suivant la vente :

- a) ou bien ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les valeurs mobilières à l'acheteur;
- b) ou bien ils transfèrent à l'acheteur leurs valeurs mobilières convertibles, leur option ou leur droit.

Exception

Offence

(4) An insider who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding the greater of one million dollars and three times the profit made, or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(4) Tout initié qui contrevient aux paragraphes (1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 1 000 000 \$ ou, s'il est plus élevé, d'un montant égal au triple du gain réalisé et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infraction

Definitions

131. (1) In this section, “insider” means, with respect to a corporation,

- (a) the corporation;
- (b) an affiliate of the corporation;
- (c) a director or an officer of the corporation or of any person described in paragraph (b), (d) or (f);
- (d) a person who beneficially owns, directly or indirectly, shares of the corporation or who exercises control or direction over shares of the corporation, or who has a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of voting rights attached to all of the outstanding shares of the corporation not including shares held by the person as underwriter while those shares are in the course of a distribution to the public;
- (e) a person, other than a person described in paragraph (f), employed or retained by the corporation or by a person described in paragraph (f);
- (f) a person who engages in or proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of the corporation;

131. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une société, désigne l'une des personnes suivantes :

- a) la société;
- b) les personnes morales de son groupe;
- c) les administrateurs ou dirigeants de celle-ci ou d'une personne visée aux alinéas b), d) ou f);
- d) toute personne qui a la propriété effective — directement ou indirectement — d'actions de la société ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur de telles actions, ou qui possède une combinaison de ces éléments, ces actions comportant un pourcentage de votes attachés à l'ensemble des actions de la société en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l'exclusion des actions que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu'elles font l'objet d'un appel public à l'épargne;
- e) toute personne — à l'exclusion de celle visée à l'alinéa f) — employée par la société ou par une personne visée à l'alinéa f) ou dont les services sont retenus par elle;

Définition de « initié »

(g) a person who received, while they were a person described in any of paragraphs (a) to (f), material confidential information concerning the corporation;

(h) a person who receives material confidential information from a person described in this subsection or in subsection (3) or (3.1), including a person described in this paragraph, and who knows or who ought reasonably to have known that the person giving the information is a person described in this subsection or in subsection (3) or (3.1), including a person described in this paragraph; and

(i) a prescribed person.

f) toute personne qui exerce ou se propose d'exercer une activité commerciale ou professionnelle avec la société ou pour son compte;

g) toute personne qui, pendant qu'elle était visée par un des alinéas a) à f), a reçu des renseignements confidentiels importants concernant la société;

h) toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels importants d'une personne visée aux paragraphes (3) ou (3.1) ou au présent paragraphe — notamment au présent alinéa — qu'elle sait ou aurait raisonnablement dû savoir qu'ils étaient donnés par une telle personne;

i) toute autre personne visée par les règlements.

Expanded
definition of
“security”

(2) For the purposes of this section, the following are deemed to be a security of the corporation:

(a) a put, call, option or other right or obligation to purchase or sell a security of the corporation; and

(b) a security of another entity, the market price of which varies materially with the market price of the securities of the corporation.

(2) Pour l'application du présent article, sont réputés des valeurs mobilières de la société :

a) les options — notamment de vente ou d'achat — ou les autres droits ou obligations d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières de la société;

b) les valeurs mobilières d'une autre entité dont le cours varie de façon appréciable en fonction de celui des valeurs mobilières de la société.

Présomption
relative aux
valeurs
mobilières

Deemed
insiders

(3) For the purposes of this section, a person who proposes to make a take-over bid (as defined in the regulations) for securities of a corporation, or to enter into a business combination with a corporation, is an insider of the corporation with respect to material confidential information obtained from the corporation and is an insider of the corporation for the purposes of subsection (6).

(3) Pour l'application du présent article, toute personne qui se propose de faire une offre d'achat visant à la mainmise — au sens des règlements — de valeurs mobilières d'une société ou qui se propose de participer à un regroupement d'entreprises avec celle-ci est à la fois un initié de la société en ce qui a trait aux renseignements confidentiels importants obtenus de celle-ci et pour l'application du paragraphe (6).

Présomption
relative aux
initiés

Deemed
insiders

(3.1) An insider of a person referred to in subsection (3), and an affiliate or associate of such a person, is an insider of the corporation referred to in that subsection. Paragraphs (1)(b) to (i) apply in determining whether a person is such an insider except that references to “corporation” in those paragraphs are to be read as references to “person described in subsection (3)”.

(3.1) Un initié — au sens des alinéas (1)b) à i), la mention de « société » valant mention d'une « personne visée au paragraphe (3) » — d'une personne visée au paragraphe (3), ainsi qu'une personne du même groupe que celle-ci ou avec laquelle elle a des liens, est un initié de la société visée à ce paragraphe.

Présomption
relative aux
initiés

Insider trading — compensation to persons

(4) An insider who purchases or sells a security of the corporation with knowledge of confidential information that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the corporation is liable to compensate the seller of the security or the purchaser of the security, as the case may be, for any damages suffered by the seller or purchaser as a result of the purchase or sale, unless the insider establishes that

- (a) the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed;
- (b) the information was known, or ought reasonably to have been known, by the seller or purchaser; or
- (c) the purchase or sale of the security took place in the prescribed circumstances.

Insider trading — compensation to corporation

(5) The insider is accountable to the corporation for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a purchase or sale described in subsection (4) unless the insider establishes the circumstances described in paragraph (4)(a).

Tipping — compensation to persons

(6) An insider of the corporation who discloses to another person confidential information with respect to the corporation that has not been generally disclosed and that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the corporation is liable to compensate for damages any person who subsequently sells securities of the corporation to, or purchases securities of the corporation from, any person that received the information, unless the insider establishes

- (a) that the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed;
- (b) that the information was known, or ought reasonably to have been known, by the person who alleges to have suffered the damages;

(4) L'initié qui achète ou vend une valeur mobilière de la société tout en ayant connaissance d'un renseignement confidentiel dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la société, est tenu d'indemniser le vendeur ou l'acheteur des valeurs mobilières, selon le cas, qui a subi des dommages par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;
- b) que le vendeur ou l'acheteur des valeurs mobilières, selon le cas, avait connaissance ou aurait dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;
- c) que l'achat ou la vente des valeurs mobilières a eu lieu dans les circonstances prévues par règlement.

(5) Il est également redevable envers la société des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette opération, sauf s'il établit l'élément visé à l'alinéa (4)a).

(6) L'initié qui communique à quiconque un renseignement confidentiel portant sur la société dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la société, est tenu d'indemniser les personnes qui achètent des valeurs mobilières de la société de, ou vendent de telles valeurs mobilières à, toute personne qui a reçu le renseignement, des dommages subis par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;
- b) que les personnes qui prétendent avoir subi les dommages avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;

Responsabilité : opération effectuée par l'initié

Avantages et profits

Responsabilité : divulgation par l'initié

	(c) that the disclosure of the information was necessary in the course of the business of the insider, except if the insider is a person described in subsection (3) or (3.1); or (d) if the insider is a person described in subsection (3) or (3.1), that the disclosure of the information was necessary to effect the take-over bid or the business combination, as the case may be.	c) que la communication du renseignement était nécessaire dans le cadre des activités commerciales de l'initié, sauf s'il s'agit d'un initié visé aux paragraphes (3) ou (3.1); d) s'il s'agit d'un initié visé aux paragraphes (3) ou (3.1), que la communication du renseignement était nécessaire pour effectuer une offre d'achat visant à la mainmise ou un regroupement d'entreprises.	
Tipping — compensation to corporation	(7) The insider is accountable to the corporation for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a disclosure of the information as described in subsection (6) unless the insider establishes the circumstances described in paragraph (6)(a), (c) or (d).	(7) Il est également redevable envers la société des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette communication, sauf s'il établit un des éléments visés aux alinéas (6)a), c) ou d).	Avantages et profits
Measure of damages	(8) The court may assess damages under subsection (4) or (6) in accordance with any measure of damages that it considers relevant in the circumstances. However, in assessing damages in a situation involving a security of a distributing corporation, the court must consider the following: (a) if the plaintiff is a purchaser, the price paid by the plaintiff for the security less the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information; and (b) if the plaintiff is a seller, the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information, less the price that the plaintiff received for the security.	(8) Le tribunal peut évaluer les dommages visés aux paragraphes (4) ou (6) selon tout critère qu'il juge indiqué dans les circonstances. Toutefois, dans le cas où il s'agit d'une valeur mobilière d'une société ayant fait appel au public, il tient compte de ce qui suit : a) si le demandeur en est l'acheteur, le prix payé pour la valeur mobilière moins le cours moyen de celle-ci durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement; b) si le demandeur en est le vendeur, le cours moyen de la valeur mobilière durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement, moins le prix reçu pour cette valeur mobilière.	Évaluation des dommages
Liability	(9) If more than one insider is liable under subsection (4) or (6) with respect to the same transaction or series of transactions, their liability is joint and several, or solidary.	(9) S'il y a plusieurs initiés responsables en vertu des paragraphes (4) ou (6) à l'égard d'une seule opération ou d'une série d'opérations, la responsabilité est solidaire.	Responsabilité solidaire
Limitation	(10) An action to enforce a right created by subsections (4) to (7) may be commenced only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action.	(10) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant des paragraphes (4) à (7) se prescrit par deux ans à compter de la découverte des faits qui y donnent lieu.	Prescription

55. Subsection 132(2) of the Act is replaced by the following:

55. Le paragraphe 132(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Meeting
outside
Canada

(2) Despite subsection (1), a meeting of shareholders of a corporation may be held at a place outside Canada if the place is specified in the articles or all the shareholders entitled to vote at the meeting agree that the meeting is to be held at that place.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent se tenir à l'étranger au lieu que prévoient les statuts ou en tout lieu dont conviennent tous les actionnaires habiles à y voter.

Assemblée à
l'étranger

Exception

(3) A shareholder who attends a meeting of shareholders held outside Canada is deemed to have agreed to it being held outside Canada except when the shareholder attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.

(3) L'assistance aux assemblées tenues à l'étranger présume le consentement sauf si l'actionnaire y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement tenue.

Consentement
présumé

Participation
in meeting by
electronic
means

(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person entitled to attend a meeting of shareholders may participate in the meeting, in accordance with the regulations, if any, by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the corporation makes available such a communication facility. A person participating in a meeting by such means is deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.

(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne habile à assister à une assemblée d'actionnaires peut, conformément aux éventuels règlements, y participer par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux et mis à leur disposition par la société. Elle est alors réputée, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée.

Participation
aux assemblées
par moyen de
communication
électronique

Meeting held
by electronic
means

(5) If the directors or the shareholders of a corporation call a meeting of shareholders pursuant to this Act, those directors or shareholders, as the case may be, may determine that the meeting shall be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the by-laws so provide.

(5) Les administrateurs ou les actionnaires qui convoquent une assemblée des actionnaires conformément à la présente loi peuvent prévoir que celle-ci sera tenue, conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux, pourvu que les règlements administratifs permettent une telle assemblée.

Tenue
d'assemblées
par moyen de
communication
électronique

56. Section 133 of the Act is replaced by the following:

56. L'article 133 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Calling annual
meetings

133. (1) The directors of a corporation shall call an annual meeting of shareholders

133. (1) Les administrateurs doivent convoquer une assemblée annuelle :

Convocation de
l'assemblée
annuelle

(a) not later than eighteen months after the corporation comes into existence; and

a) dans les dix-huit mois suivant la création de la société;

(b) subsequently, not later than fifteen months after holding the last preceding annual meeting but no later than six months after the end of the corporation's preceding financial year.

b) par la suite, dans les quinze mois suivant l'assemblée annuelle précédente mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.

Calling
special
meetings

(2) The directors of a corporation may at any time call a special meeting of shareholders.

(2) Les administrateurs peuvent à tout moment convoquer une assemblée extraordinaire.

Convocation
d'une assemblée
extraordinaire

Order to delay
calling of
annual
meeting

(3) Despite subsection (1), the corporation may apply to the court for an order extending the time for calling an annual meeting.

(3) Malgré le paragraphe (1), la société peut demander au tribunal d'ordonner la prorogation des délais prévus pour convoquer l'assemblée annuelle.

Prorogation
de délais

57. (1) Subsections 134(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

57. (1) Les paragraphes 134(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Fixing record
date

134. (1) The directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for the purpose of determining shareholders

134. (1) Les administrateurs peuvent choisir d'avance, dans le délai réglementaire, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les actionnaires habiles :

Date de
référence

- (a) entitled to receive payment of a dividend;
- (b) entitled to participate in a liquidation distribution;
- (c) entitled to receive notice of a meeting of shareholders;
- (d) entitled to vote at a meeting of shareholders; or
- (e) for any other purpose.

- a) soit à recevoir les dividendes;
- b) soit à participer au partage consécutif à la liquidation;
- c) soit à recevoir avis d'une assemblée;
- d) soit à voter lors d'une assemblée;
- e) soit à toute autre fin.

(2) The portion of subsection 134(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 134(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

No record
date fixed

(2) If no record date is fixed,

(2) À défaut de fixation, constitue la date de référence pour déterminer les actionnaires :

Absence de
fixation de
date de
référence

(3) The portion of subsection 134(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Le passage du paragraphe 134(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

When record
date fixed

(3) If a record date is fixed, unless notice of the record date is waived in writing by every holder of a share of the class or series affected whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice of the record date must be given within the prescribed period

(3) La date de référence étant fixée, avis doit en être donné, dans le délai réglementaire, sauf si chacun des détenteurs d'actions de la catégorie ou série en cause dont le nom figure au registre des valeurs mobilières, à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date par les administrateurs, a renoncé par écrit à cet avis :

Cas où la date
de référence
est choisie

58. Subsections 135(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

58. Les paragraphes 135(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Notice of meeting

135. (1) Notice of the time and place of a meeting of shareholders shall be sent within the prescribed period to

- (a) each shareholder entitled to vote at the meeting;
- (b) each director; and
- (c) the auditor of the corporation.

Exception — not a distributing corporation

(1.1) In the case of a corporation that is not a distributing corporation, the notice may be sent within a shorter period if so specified in the articles or by-laws.

Exception — shareholders not registered

(2) A notice of a meeting is not required to be sent to shareholders who were not registered on the records of the corporation or its transfer agent on the record date determined under paragraph 134(1)(c) or subsection 134(2), but failure to receive a notice does not deprive a shareholder of the right to vote at the meeting.

59. (1) Subsection 137(1) of the Act is replaced by the following:

Proposals

137. (1) Subject to subsections (1.1) and (1.2), a registered holder or beneficial owner of shares that are entitled to be voted at an annual meeting of shareholders may

- (a) submit to the corporation notice of any matter that the person proposes to raise at the meeting (a “proposal”); and
- (b) discuss at the meeting any matter in respect of which the person would have been entitled to submit a proposal.

Persons eligible to make proposals

(1.1) To be eligible to submit a proposal, a person

- (a) must be, for at least the prescribed period, the registered holder or the beneficial owner of at least the prescribed number of outstanding shares of the corporation; or
- (b) must have the support of persons who, in the aggregate, and including or not including the person that submits the proposal, have been, for at least the prescribed period, the registered holders, or the beneficial owners of, at least the prescribed number of outstanding shares of the corporation.

135. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée doit être envoyé dans le délai réglementaire :

- a) à chaque actionnaire habile à y voter;
- b) à chaque administrateur;
- c) au vérificateur.

Avis de l'assemblée

(1.1) Toutefois, dans le cas d'une société autre qu'une société ayant fait appel au public, l'avis peut être envoyé dans un délai plus court prévu par les statuts ou les règlements administratifs.

Exception

(2) Il n'est pas nécessaire d'envoyer l'avis aux actionnaires non inscrits sur les registres de la société ou de son agent de transfert à la date de référence déterminée en vertu de l'alinéa 134(1)c) ou du paragraphe 134(2), le défaut d'avis ne privant pas l'actionnaire de son droit de vote.

Exception

59. (1) Le paragraphe 137(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

137. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires d'actions avec droit de vote peuvent lors d'une assemblée annuelle :

- a) donner avis à la société des questions qu'ils se proposent de soulever, cet avis étant ci-après appelé « proposition »;
- b) discuter, au cours de cette assemblée, des questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de leur part.

Propositions

(1.1) Pour soumettre une proposition, toute personne doit :

- a) soit avoir été, pendant au moins la durée réglementaire, le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire d'au moins le nombre réglementaire des actions de la société en circulation;
- b) soit avoir eu l'appui de personnes qui, pendant au moins la durée réglementaire, collectivement et avec ou sans elle, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires d'au moins le nombre réglementaire des actions de la société en circulation.

Soumission des propositions

Information to be provided

(1.2) A proposal submitted under paragraph (1)(a) must be accompanied by the following information:

(a) the name and address of the person and of the person's supporters, if applicable; and

(b) the number of shares held or owned by the person and the person's supporters, if applicable, and the date the shares were acquired.

(1.2) La proposition soumise en vertu de l'alinéa (1)a) est accompagnée des renseignements suivants :

a) les nom et adresse de son auteur et des personnes qui l'appuient, s'il y a lieu;

b) le nombre d'actions dont celui-ci, ou les personnes qui l'appuient, s'il y a lieu, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires ainsi que leur date d'acquisition.

Renseignements à fournir

Information not part of proposal

(1.3) The information provided under subsection (1.2) does not form part of the proposal or of the supporting statement referred to in subsection (3) and is not included for the purposes of the prescribed maximum word limit set out in subsection (3).

(1.3) Les renseignements prévus au paragraphe (1.2) ne font pas partie de la proposition ni de l'exposé visé au paragraphe (3) et n'entrent pas dans le calcul du nombre maximal de mots prévus par règlement et exigé à ce paragraphe.

Renseignements non comptés

Proof may be required

(1.4) If requested by the corporation within the prescribed period, a person who submits a proposal must provide proof, within the prescribed period, that the person meets the requirements of subsection (1.1).

(1.4) Sur demande de la société dans le délai réglementaire, l'auteur de la proposition est tenu d'établir, dans le délai réglementaire, qu'il remplit les conditions prévues au paragraphe (1.1).

Charge de la preuve

(2) Subsection 137(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 137(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Supporting statement

(3) If so requested by the person who submits a proposal, the corporation shall include in the management proxy circular or attach to it a statement in support of the proposal by the person and the name and address of the person. The statement and the proposal must together not exceed the prescribed maximum number of words.

(3) La société doit, à la demande de l'auteur de la proposition, joindre ou annexer à la circulaire de la direction sollicitant des procurations un exposé établi par celui-ci à l'appui de sa proposition, ainsi que ses nom et adresse. L'exposé et la proposition, combinés, comportent le nombre maximal de mots prévu par règlement.

Déclaration à l'appui de la proposition

(3) Subsection 137(5) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 137(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exemptions

(5) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if

(a) the proposal is not submitted to the corporation at least the prescribed number of days before the anniversary date of the notice of meeting that was sent to shareholders in connection with the previous annual meeting of shareholders;

(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the corporation or its directors, officers or security holders;

(5) La société n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) la proposition ne lui a pas été soumise avant le délai réglementaire précédant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de l'avis de convocation de la dernière assemblée annuelle envoyé aux actionnaires;

b) il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre la société ou ses administrateurs, ses dirigeants ou les détenteurs de ses valeurs

Exemptions

(b.1) it clearly appears that the proposal does not relate in a significant way to the business or affairs of the corporation;

(c) not more than the prescribed period before the receipt of a proposal, a person failed to present, in person or by proxy, at a meeting of shareholders, a proposal that at the person's request, had been included in a management proxy circular relating to the meeting;

(d) substantially the same proposal was submitted to shareholders in a management proxy circular or a dissident's proxy circular relating to a meeting of shareholders held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or

(e) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

Corporation
may refuse to
include
proposal

(5.1) If a person who submits a proposal fails to continue to hold or own the number of shares referred to in subsection (1.1) up to and including the day of the meeting, the corporation is not required to set out in the management proxy circular, or attach to it, any proposal submitted by that person for any meeting held within the prescribed period following the date of the meeting.

(4) Subsections 137(7) and (8) of the Act are replaced by the following:

Notice of
refusal

(7) If a corporation refuses to include a proposal in a management proxy circular, the corporation shall, within the prescribed period after the day on which it receives the proposal or the day on which it receives the proof of ownership under subsection (1.4), as the case may be, notify in writing the person submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the management proxy circular and of the reasons for the refusal.

mobilières, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;

b.1) il apparaît nettement que la proposition n'est pas liée de façon importante aux activités commerciales ou aux affaires internes de la société;

c) au cours du délai réglementaire précédant la réception de sa proposition, la personne ou son fondé de pouvoir avait omis de présenter, à une assemblée, une proposition que, à sa demande, la société avait fait figurer dans une circulaire de la direction sollicitant des procurations à l'occasion de cette assemblée;

d) une proposition à peu près identique figurant dans une circulaire de la direction ou d'un dissident sollicitant des procurations, a été présentée aux actionnaires à une assemblée tenue dans le délai réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par les règlements;

e) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.

(5.1) Dans le cas où l'auteur de la proposition ne demeure pas le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire des actions visées au paragraphe (1.1) jusqu'à la tenue de l'assemblée, la société peut refuser de faire figurer dans la circulaire de la direction toute autre proposition soumise par celui-ci dans le délai réglementaire suivant la tenue de l'assemblée.

Refus de
prendre en
compte la
proposition

(4) Les paragraphes 137(7) et (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(7) La société qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à la circulaire de la direction sollicitant des procurations doit, dans le délai réglementaire suivant la réception par la société de la preuve exigée en vertu du paragraphe (1.4) ou de la réception de la proposition, selon le cas, en donner par écrit un avis motivé à la personne qui l'a soumise.

Avis de refus

Person may
apply to court

(8) On the application of a person submitting a proposal who claims to be aggrieved by a corporation's refusal under subsection (7), a court may restrain the holding of the meeting to which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

(8) Sur demande de l'auteur de la proposition qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus de la société exprimé conformément au paragraphe (7), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée et notamment empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

Demande de
l'auteur de la
proposition

60. Subsections 138(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

60. Les paragraphes 138(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

List of
shareholders
entitled to
receive notice

138. (1) A corporation shall prepare an alphabetical list of its shareholders entitled to receive notice of a meeting, showing the number of shares held by each shareholder,

138. (1) La société dresse une liste alphabétique des actionnaires habiles à recevoir avis d'une assemblée, en y mentionnant le nombre d'actions détenues par chacun :

Liste des
actionnaires :
avis d'une
assemblée

(a) if a record date is fixed under paragraph 134(1)(c), not later than ten days after that date; or

a) dans les dix jours suivant la date de référence, si elle est fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c);

(b) if no record date is fixed, on the record date established under paragraph 134(2)(a).

b) à défaut d'une telle fixation, à la date de référence établie en vertu de l'alinéa 134(2)a).

Voting list —
if record date
fixed

(2) If a record date for voting is fixed under paragraph 134(1)(d), the corporation shall prepare, no later than ten days after the record date, an alphabetical list of shareholders entitled to vote as of the record date at a meeting of shareholders that shows the number of shares held by each shareholder.

(2) Si la date de référence a été fixée en vertu de l'alinéa 134(1)d), la société dresse, au plus tard dix jours après cette date, une liste alphabétique des actionnaires habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

Liste des
actionnaires
habiles à
voter : date
de référence

Voting list —
if no record
date fixed

(3) If a record date for voting is not fixed under paragraph 134(1)(d), the corporation shall prepare, no later than ten days after a record date is fixed under paragraph 134(1)(c) or no later than the record date established under paragraph 134(2)(a), as the case may be, an alphabetical list of shareholders who are entitled to vote as of the record date that shows the number of shares held by each shareholder.

(3) Si la date de référence n'a pas été fixée en vertu de l'alinéa 134(1)d), la société dresse, au plus tard dix jours après la date de référence fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c) ou au plus tard à la date de référence prévue à l'alinéa 134(2)a), selon le cas, une liste alphabétique des actionnaires habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

Liste des
actionnaires
habiles à
voter :
aucune date
de référence

Entitlement to
vote

(3.1) A shareholder whose name appears on a list prepared under subsection (2) or (3) is entitled to vote the shares shown opposite their name at the meeting to which the list relates.

(3.1) Les actionnaires dont le nom apparaît sur la liste dressée en vertu des paragraphes (2) ou (3) sont habiles à exercer les droits de vote attachés aux actions figurant en regard de leur nom.

Habileté à
voter

61. Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

61. L'article 141 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Electronic
voting

(3) Despite subsection (1), unless the by-laws otherwise provide, any vote referred to in subsection (1) may be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility, if the corporation makes available such a communication facility.

(3) Malgré le paragraphe (1) et sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote mentionné à ce paragraphe peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication téléphonique, électronique ou autre offert par la société.

Vote par
moyen de
communication
électronique

Voting while
participating
electronically

(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person participating in a meeting of shareholders under subsection 132(4) or (5) and entitled to vote at that meeting may vote, in accordance with the regulations, if any, by means of the telephonic, electronic or other communication facility that the corporation has made available for that purpose.

(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, toute personne participant à une assemblée des actionnaires mentionnée aux paragraphes 132(4) ou (5) et habile à voter à cette assemblée, peut voter, conformément aux éventuels règlements, par le moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à sa disposition par la société à cette fin.

Vote en cas de
participation
par moyen de
communication
électronique

62. Section 142 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

62. L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Evidence

(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

(3) Sauf s'il y a demande d'un vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de l'assemblée précisant que le président a déclaré qu'une résolution a été adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.

Preuve

63. Paragraph 143(3)(a) of the Act is replaced by the following:

63. L'alinéa 143(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) a record date has been fixed under paragraph 134(1)(c) and notice of it has been given under subsection 134(3);

a) l'avis d'une date de référence fixée en vertu de l'alinéa 134(1)c) a été donné conformément au paragraphe 134(3);

64. Subsection 144(1) of the Act is replaced by the following:

64. Le paragraphe 144(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Meeting
called by
court

144. (1) A court, on the application of a director, a shareholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders or the Director, may order a meeting of a corporation to be called, held and conducted in the manner that the court directs, if

144. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi est pratiquement impossible, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur, d'un actionnaire habile à voter ou du directeur, prévoir, par ordonnance, la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.

Convocation
de l'assemblée
par le tribunal

(a) it is impracticable to call the meeting within the time or in the manner in which those meetings are to be called;

(b) it is impracticable to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or

(c) the court thinks that the meeting should be called, held and conducted within the time or in the manner it directs for any other reason.

65. Paragraph 145(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités commerciales et des affaires internes de la société;

1994, c. 24,
s. 15(F)

66. Section 146 of the Act is replaced by the following:

145.1 A written agreement between two or more shareholders may provide that in exercising voting rights the shares held by them shall be voted as provided in the agreement.

Pooling
agreement

Unanimous
shareholder
agreement

146. (1) An otherwise lawful written agreement among all the shareholders of a corporation, or among all the shareholders and one or more persons who are not shareholders, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation is valid.

Declaration
by single
shareholder

(2) If a person who is the beneficial owner of all the issued shares of a corporation makes a written declaration that restricts in whole or in part the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation, the declaration is deemed to be a unanimous shareholder agreement.

Constructive
party

(3) A purchaser or transferee of shares subject to a unanimous shareholder agreement is deemed to be a party to the agreement.

When no
notice given

(4) If notice is not given to a purchaser or transferee of the existence of a unanimous shareholder agreement, in the manner referred to in subsection 49(8) or otherwise, the purchaser or transferee may, no later than 30 days after they become aware of the existence of the unanimous shareholder agreement, rescind the transaction by which they acquired the shares.

65. L'alinéa 145(2)c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités commerciales et des affaires internes de la société;

66. L'article 146 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

145.1 Des actionnaires peuvent conclure entre eux une convention écrite régissant l'exercice de leur droit de vote.

1994, ch. 24,
art. 15(F)

Convention
de vote

146. (1) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les actionnaires d'une société soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion.

Convention
unanime des
actionnaires

(2) Est réputée être une convention unanime des actionnaires la déclaration écrite de l'unique et véritable propriétaire de la totalité des actions émises de la société, qui restreint, en tout ou en partie, les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion.

Déclaration de
l'actionnaire
unique

(3) L'acquéreur ou le cessionnaire des actions assujetties à une convention unanime des actionnaires est réputé être partie à celle-ci.

Présomption

(4) Si l'acquéreur ou le cessionnaire n'est pas avisé de l'existence de la convention unanime des actionnaires par une mention ou un renvoi visés au paragraphe 49(8) ou autrement, il peut, dans les trente jours après avoir pris connaissance de son existence, annuler l'opération par laquelle il est devenu acquéreur ou cessionnaire.

Avis non
donné

Rights of
shareholder

(5) To the extent that a unanimous shareholder agreement restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the corporation, parties to the unanimous shareholder agreement who are given that power to manage or supervise the management of the business and affairs of the corporation have all the rights, powers, duties and liabilities of a director of the corporation, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 119, to the same extent.

Discretion of
shareholders

(6) Nothing in this section prevents shareholders from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous shareholder agreement.

67. (1) The definition “registrant” in section 147 of the Act is repealed.

(2) The definition “solicit” or “solicitation” in section 147 of the Act is replaced by the following:

“solicit” or
“solicitation”
« sollicitation »

“solicit” or “solicitation”

(a) includes

- (i) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy,
- (ii) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,
- (iii) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and
- (iv) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 149; but

(b) does not include

- (i) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(5) Dans la mesure où la convention unanime des actionnaires restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la société ou d'en surveiller la gestion, les droits, pouvoirs, obligations et responsabilités d'un administrateur — notamment les moyens de défense dont il peut se prévaloir — qui découlent d'une règle de droit sont dévolus aux parties à la convention auxquelles est conféré ce pouvoir; et les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 119 dans la même mesure.

Droits des
parties à la
convention

(6) Il est entendu que le présent article n'empêche pas les actionnaires de lier à l'avance leur discrétion lorsqu'ils exercent les pouvoirs des administrateurs aux termes d'une convention unanime des actionnaires.

Précision

67. (1) La définition de « courtier attiré », à l'article 147 de la même loi, est abrogée.

(2) La définition de « sollicitation », à l'article 147 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« sollicitation »

« sollicitation »
“solicit” or
“solicitation”

a) Sont assimilés à la sollicitation :

- (i) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procuration,
- (ii) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration,
- (iii) l'envoi d'un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l'obtention, du refus ou de la révocation d'une procuration,
- (iv) l'envoi d'un formulaire de procuration aux actionnaires conformément à l'article 149;

b) sont exclus de la présente définition :

- (ii) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,
- (iii) the sending by an intermediary of the documents referred to in section 153,
- (iv) a solicitation by a person in respect of shares of which the person is the beneficial owner,
- (v) a public announcement, as prescribed, by a shareholder of how the shareholder intends to vote and the reasons for that decision,
- (vi) a communication for the purposes of obtaining the number of shares required for a shareholder proposal under subsection 137(1.1), or
- (vii) a communication, other than a solicitation by or on behalf of the management of the corporation, that is made to shareholders, in any circumstances that may be prescribed;

(3) Section 147 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“intermediary”
« intermédiaire »

“intermediary” means a person who holds a security on behalf of another person who is not the registered holder of the security, and includes

- (a) a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction;
- (b) a securities depository;
- (c) a financial institution;
- (d) in respect of a clearing agency, a securities dealer, trust company, bank or other person, including another clearing agency, on whose behalf the clearing agency or its nominees hold securities of an issuer;
- (e) a trustee or administrator of a self-administered retirement savings plan, re-

- (i) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte,
- (ii) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration,
- (iii) l’envoi par un intermédiaire des documents visés à l’article 153,
- (iv) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire,
- (v) l’annonce publique — au sens des règlements — par l’actionnaire de ses intentions de vote, motifs à l’appui,
- (vi) toute communication en vue d’obtenir le nombre d’actions requis pour la présentation d’une proposition par un actionnaire en conformité avec le paragraphe 137(1.1),
- (vii) toute communication, autre qu’une sollicitation effectuée par la direction ou pour son compte, faite aux actionnaires dans les circonstances réglementaires.

(3) L’article 147 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« intermédiaire » Personne détenant des valeurs mobilières pour le compte d’une autre qui n’est pas le détenteur inscrit de celles-ci, notamment :

- a) un courtier ou un négociant en valeurs mobilières tenu d’être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières en vertu de toute loi applicable;
- b) le dépositaire de valeurs mobilières;
- c) une institution financière;
- d) en ce qui concerne une agence de compensation et de dépôt, un négociant en valeurs mobilières, une société de fiducie, une banque ou toute autre personne — notamment une autre agence de compensation ou de dépôt — au nom duquel ou de laquelle l’agence ou la

« intermédiaire »
“intermediary”

tirement income fund, education savings plan or other similar self-administered savings or investment plan registered under the *Income Tax Act*;

(f) a nominee of a person referred to in any of paragraphs (a) to (e); and

(g) a person who carries out functions similar to those carried out by individuals or entities referred to in any of paragraphs (a) to (e) and that holds a security registered in its name, or in the name of its nominee, on behalf of another person who is not the registered holder of the security.

personne qu'elle désigne détient les titres d'un émetteur;

e) un fiduciaire ou tout administrateur d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds de revenu de retraite ou d'un régime d'épargne-études autogérés, ou autre régime d'épargne ou de placement autogéré comparable, enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

f) une personne désignée par une personne visée à l'un des alinéas a) à e);

g) toute personne qui exerce des fonctions comparables à celles exercées par des personnes visées à l'un des alinéas a) à e) et qui détient une valeur mobilière nominative, à son nom ou à celui de la personne visée à l'alinéa f), pour le compte d'une autre personne qui n'est pas le détenteur inscrit de cette valeur mobilière.

68. Subsection 149(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) The management of the corporation is not required to send a form of proxy under subsection (1) if it

(a) is not a distributing corporation; and

(b) has fifty or fewer shareholders entitled to vote at a meeting, two or more joint holders being counted as one shareholder.

68. Le paragraphe 149(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La direction d'une société — autre qu'une société ayant fait appel au public — comptant au plus cinquante actionnaires habiles à voter lors d'une assemblée, les codétenteurs d'une action étant comptés comme un seul actionnaire, n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration prévu au paragraphe (1).

69. Section 150 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Exception — solicitation to fifteen or fewer shareholders

(1.1) Despite subsection (1), a person may solicit proxies, other than by or on behalf of the management of the corporation, without sending a dissident's proxy circular, if the total number of shareholders whose proxies are solicited is fifteen or fewer, two or more joint holders being counted as one shareholder.

69. L'article 150 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Exception : sollicitation restreinte

(1.1) Malgré le paragraphe (1), il n'est pas nécessaire d'envoyer de circulaires pour effectuer une sollicitation, sauf si celle-ci est effectuée par la direction ou pour son compte, lorsque le nombre total des actionnaires dont les procurations sont sollicitées ne dépasse pas quinze, les codétenteurs d'une action étant comptés comme un seul actionnaire.

Exception — solicitation by public broadcast

(1.2) Despite subsection (1), a person may solicit proxies, other than by or on behalf of the management of the corporation, without sending a dissident's proxy circular if the solicitation is, in the prescribed circumstances, conveyed by public broadcast, speech or publication.

Exemption : sollicitation par diffusion publique

(1.2) Malgré le paragraphe (1), il n'est pas nécessaire d'envoyer de circulaires pour effectuer une sollicitation, sauf si celle-ci est effectuée par la direction ou pour son compte, lorsque la sollicitation est, dans les circonstances prévues par règlement, transmise par diffusion publique, discours ou publication.

70. Subsections 151(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Exemption

151. (1) On the application of an interested person, the Director may exempt the person, on any terms that the Director thinks fit, from any of the requirements of section 149 or subsection 150(1), which exemption may have retrospective effect.

Publication

(2) The Director shall set out in a publication generally available to the public the particulars of exemptions granted under this section together with the reasons for the exemptions.

71. The portion of subsection 152(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Show of hands

(3) Despite subsections (1) and (2), if the chairperson of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot is conducted, the total number of votes attached to shares represented at the meeting by proxy required to be voted against what to the knowledge of the chairperson will be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast by shareholders personally or through proxy at the meeting on the ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,

72. Section 153 of the Act is replaced by the following:

Duty of intermediary

153. (1) Shares of a corporation that are registered in the name of an intermediary or their nominee and not beneficially owned by the intermediary must not be voted unless the intermediary, without delay after receipt of the notice of the meeting, financial statements, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents other than the form of proxy sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting, sends a copy of the document to the beneficial owner and, except when the intermediary has received written voting instructions from the beneficial owner, a written request for such instructions.

70. Les paragraphes 151(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Dispense

151. (1) Le directeur peut, selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser toute personne qui en fait la demande et qui a un intérêt des conditions imposées par l'article 149 ou le paragraphe 150(1). La dispense peut avoir un effet rétroactif.

Publicité

(2) Le directeur doit publier dans une publication accessible au grand public les motifs ainsi que les détails des dispenses accordées en vertu du présent article.

71. Le passage du paragraphe 152(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Vote à main levée

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, l'ensemble des voix attachées aux actions représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la solution qui, à son avis, sera adoptée par l'assemblée quant à une question ou un groupe de questions, sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées par des actionnaires, présents ou représentés par des fondés de pouvoir, au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

72. L'article 153 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Devoir de l'intermédiaire

153. (1) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire, dès leur réception, d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, des états financiers, des circulaires sollicitant des procurations émanant de la direction ou d'un dissident et de tous documents — à l'exception du formulaire de procuration — envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires pour l'assemblée. Il doit également envoyer une demande écrite d'instructions sur le vote, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire de telles instructions par écrit.

Restriction on voting	(2) An intermediary, or a proxyholder appointed by an intermediary, may not vote shares that the intermediary does not beneficially own and that are registered in the name of the intermediary or in the name of a nominee of the intermediary unless the intermediary or proxyholder, as the case may be, receives written voting instructions from the beneficial owner.	(2) L'intermédiaire qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom ou à celui d'une personne désignée par lui — ou le fondé de pouvoir nommé par lui — ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, s'il n'a pas reçu du véritable propriétaire des instructions écrites relatives au vote.	Restrictions relatives au vote
Copies	(3) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall provide, at the request of an intermediary, without delay, to the intermediary at the person's expense the necessary number of copies of the documents referred to in subsection (1), other than copies of the document requesting voting instructions.	(3) La personne qui fait une sollicitation ou pour le compte de laquelle elle est faite doit fournir sans délai à ses propres frais à l'intermédiaire, dès que celui-ci en fait la demande, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés au paragraphe (1), sauf ceux qui réclament des instructions sur le vote.	Exemplaires
Instructions to intermediary	(4) An intermediary shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.	(4) Les droits de vote dont sont assorties les actions visées au paragraphe (1) doivent être exercés par l'intermédiaire ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites reçues du véritable propriétaire.	Instructions à l'intermédiaire
Beneficial owner as proxyholder	(5) If a beneficial owner so requests and provides an intermediary with appropriate documentation, the intermediary must appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.	(5) Sur demande du véritable propriétaire et après en avoir reçu les documents appropriés, l'intermédiaire choisit comme fondé de pouvoir celui-ci ou la personne qu'il désigne.	Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir
Validity	(6) The failure of an intermediary to comply with this section does not render void any meeting of shareholders or any action taken at the meeting.	(6) L'inobservation du présent article par l'intermédiaire n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.	Validité
Limitation	(7) Nothing in this section gives an intermediary the right to vote shares that the intermediary is otherwise prohibited from voting.	(7) Le présent article ne confère nullement à l'intermédiaire les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.	Limitation
Offence	(8) An intermediary who knowingly fails to comply with this section is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.	(8) L'intermédiaire qui contrevient sciemment au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.	Infraction
Officers, etc., of bodies corporate	(9) If an intermediary that is a body corporate commits an offence under subsection (8), any director or officer of the body corporate who knowingly authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine	(9) En cas de perpétration par un intermédiaire qui est une personne morale d'une infraction visée au paragraphe (8), ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont sciemment donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent, sur	Personnes morales et leurs dirigeants, etc.

not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

73. The heading before section 155 of the French version of the Act is replaced by the following:

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS
D'ORDRE FINANCIER

74. Section 156 of the Act is replaced by the following:

156. The Director may, on application of a corporation, authorize the corporation to omit from its financial statements any item prescribed, or to dispense with the publication of any particular financial statement prescribed, and the Director may, if the Director reasonably believes that disclosure of the information contained in the statements would be detrimental to the corporation, permit the omission on any reasonable conditions that the Director thinks fit.

75. Subsection 157(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Shareholders of a corporation and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the corporation and may make extracts free of charge.

76. Subsection 158(1) of the Act is replaced by the following:

158. (1) The directors of a corporation shall approve the financial statements referred to in section 155 and the approval shall be evidenced by the manual signature of one or more directors or a facsimile of the signatures reproduced in the statements.

77. Section 160 of the Act is replaced by the following:

160. (1) A distributing corporation, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, shall send a copy of the documents referred to in section 155 to the Director

déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

73. L'intertitre précédant l'article 155 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS
D'ORDRE FINANCIER

74. L'article 156 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

156. Le directeur peut, sur demande de la société, autoriser celle-ci, aux conditions raisonnables qu'il estime pertinentes, à ne pas présenter dans ses états financiers certains postes prescrits ou la dispenser de présenter certains états financiers prescrits, s'il a de bonnes raisons de croire que la divulgation des renseignements en cause serait préjudiciable à la société.

75. Le paragraphe 157(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les actionnaires ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en tirer copie pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

76. Le paragraphe 158(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

158. (1) Les administrateurs doivent approuver les états financiers visés à l'article 155; l'approbation est attestée par la signature — ou sa reproduction mécanique, notamment sous forme d'imprimé — d'au moins l'un d'entre eux.

77. L'article 160 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

160. (1) La société ayant fait appel au public dont des valeurs mobilières en circulation sont détenues par plusieurs personnes doit envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 155 :

Exemption

Dispense

Examination

Examen

Approval of
financial
statements

Approbation
des états
financiers

1994, c. 24,
s. 17

1994, ch. 24,
art. 17

Copies to
Director

Copies au
directeur

(a) not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders, or without delay after a resolution referred to in paragraph 142(1)(b) is signed; and

(b) in any event within fifteen months after the last preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the meeting should have been signed, but no later than six months after the end of the corporation's preceding financial year.

Subsidiary
corporation
exemption

(2) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if

(a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the subsidiary; and

(b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in compliance with this section.

Offence

(3) A corporation that fails to comply with this section is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

78. (1) Section 161 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Business
partners

(2.1) For the purposes of subsection (2), a person's business partner includes a shareholder of that person.

(2) Subsection 161(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Dispense

(5) Le tribunal, s'il est convaincu de ne pas causer un préjudice injustifié aux actionnaires, peut, à la demande de tout intéressé, dispenser, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'il estime indiquées.

79. Subsection 163(1) of the Act is replaced by the following:

Dispensing
with auditor

163. (1) The shareholders of a corporation that is not a distributing corporation may resolve not to appoint an auditor.

a) vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle ou sans délai après la signature de la résolution qui en tient lieu en vertu de l'alinéa 142(1)b);

b) en tout état de cause, dans les quinze mois suivant l'assemblée annuelle précédente ou la date à laquelle aurait dû être signée la résolution en tenant lieu, mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.

(2) Les filiales ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :

a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de la société mère présentés sous forme consolidée ou cumulée;

b) d'autre part, les états financiers de la société mère, présentés sous forme consolidée ou cumulée, figurent dans les documents envoyés au directeur en conformité avec le présent article.

Dispense

(3) Toute société qui contrevient au présent article commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.

Infraction

78. (1) L'article 161 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Pour l'application du paragraphe (2), est assimilé à un associé d'une personne l'actionnaire de celle-ci.

Associé

(2) Le paragraphe 161(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Le tribunal, s'il est convaincu de ne pas causer un préjudice injustifié aux actionnaires, peut, à la demande de tout intéressé, dispenser, même rétroactivement, le vérificateur de l'application du présent article, aux conditions qu'il estime indiquées.

Dispense

79. Le paragraphe 163(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

163. (1) Les actionnaires d'une société, autre qu'une société ayant fait appel au public, peuvent décider, par voie de résolution, de ne pas nommer un vérificateur.

Dispense

80. Subsection 168(6) of the Act is replaced by the following:

Other
statements

(5.1) In the case of a proposed replacement of an auditor, whether through removal or at the end of the auditor's term, the following rules apply with respect to other statements:

(a) the corporation shall make a statement on the reasons for the proposed replacement; and

(b) the proposed replacement auditor may make a statement in which he or she comments on the reasons referred to in paragraph (a).

Circulating
statement

(6) The corporation shall send a copy of the statements referred to in subsections (5) and (5.1) without delay to every shareholder entitled to receive notice of a meeting referred to in subsection (1) and to the Director, unless the statement is included in or attached to a management proxy circular required by section 150.

81. Section 170 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

No civil
liability

(3) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil proceeding arising from having made the communication.

82. Subsection 171(2) of the Act is replaced by the following:

Exemption

(2) The Director may, on the application of a corporation, authorize the corporation to dispense with an audit committee, and the Director may, if satisfied that the shareholders will not be prejudiced, permit the corporation to dispense with an audit committee on any reasonable conditions that the Director thinks fit.

83. (1) Paragraph 173(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) change the province in which its registered office is situated;

(2) Paragraph 173(1)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

80. Le paragraphe 168(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Autres
déclarations

(5.1) Dans le cas où la société se propose de remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs.

(6) La société doit sans délai envoyer, à tout actionnaire qui doit être avisé des assemblées mentionnées au paragraphe (1) et au directeur, copie des déclarations visées aux paragraphes (5) et (5.1), sauf si elles sont incorporées ou jointes à la circulaire que la direction envoie conformément à l'article 150.

Diffusion des
motifs

81. L'article 170 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Nul n'encourt de responsabilité civile pour avoir fait, de bonne foi, une déclaration orale ou écrite au titre des paragraphes (1) ou (2).

Non-responsa-
bilité

82. Le paragraphe 171(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur, s'il est convaincu de ne causer aucun préjudice aux actionnaires, peut, à la demande de la société, la libérer, aux conditions qu'il estime raisonnables, de l'obligation d'avoir un comité de vérification.

Dispense

83. (1) L'alinéa 173(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de transférer le siège social dans une autre province;

(2) L'alinéa 173(1)(c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction quant à ses activités commerciales;

84. (1) The portion of subsection 174(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Constraints on shares

174. (1) Subject to sections 176 and 177, a distributing corporation, any of the issued shares of which remain outstanding and are held by more than one person, may by special resolution amend its articles in accordance with the regulations to constrain

1991, c. 47, s. 722(2)

(2) Paragraph 174(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the issue, transfer or ownership of shares of any class or series in order to assist the corporation to comply with any prescribed law.

85. Subsection 177(1) of the Act is replaced by the following:

Delivery of articles

177. (1) Subject to any revocation under subsection 173(2) or 174(5), after an amendment has been adopted under section 173, 174 or 176 articles of amendment in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

86. (1) Subsection 180(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Restated articles

180. (1) The directors may at any time, and shall when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

(2) Subsection 180(2) of the Act is replaced by the following:

Delivery of articles

(2) Restated articles of incorporation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

87. Subsections 183(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Right to vote

(3) Each share of an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation agreement whether or not it otherwise carries the right to vote.

c) d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction quant à ses activités commerciales;

84. (1) Le passage du paragraphe 174(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Restrictions concernant les actions

174. (1) Sous réserve des articles 176 et 177, la société ayant fait appel au public dont des actions en circulation sont détenues par plusieurs personnes, peut, en modifiant ses statuts par résolution spéciale, imposer, conformément aux règlements, des restrictions :

1991, ch. 47, par. 722(2)

(2) L'alinéa 174(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions de n'importe quelle catégorie ou série en vue de rendre la société mieux à même de se conformer aux lois prescrites.

85. Le paragraphe 177(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Remise des statuts

177. (1) Sous réserve de l'annulation conformément aux paragraphes 173(2) ou 174(5), après une modification adoptée en vertu des articles 173, 174 ou 176, les clauses modificatrices des statuts sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

86. (1) Le paragraphe 180(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Restated articles

180. (1) The directors may at any time, and shall when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

(2) Le paragraphe 180(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Envoi des statuts

(2) Les statuts mis à jour sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.

87. Les paragraphes 183(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Validité de la fusion

(3) Chaque action des sociétés fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, comporte un droit de vote quant à la convention de fusion.

Class vote

(4) The holders of shares of a class or series of shares of each amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or series in respect of an amalgamation agreement if the amalgamation agreement contains a provision that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle such holders to vote as a class or series under section 176.

(4) Les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série de chaque société fusionnante sont habiles à voter séparément au sujet de la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans une proposition de modification des statuts, leur aurait conféré ce droit en vertu de l'article 176.

Vote par catégorie

1994, c. 24, s. 20

88. (1) Subparagraph 184(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating holding corporation, and

88. (1) Le sous-alinéa 184(1)b(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la société mère,

1994, ch. 24, art. 20

(2) Subparagraph 184(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating subsidiary corporation whose shares are not cancelled, and

(2) Le sous-alinéa 184(2)b(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la filiale dont les actions ne sont pas annulées,

89. Subsection 185(1) of the Act is replaced by the following:

185. (1) Subject to subsection 183(6), after an amalgamation has been adopted under section 183 or approved under section 184, articles of amalgamation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.

89. Le paragraphe 185(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

185. (1) Sous réserve du paragraphe 183(6), les statuts de la société issue de la fusion, en la forme établie par le directeur, doivent, après l'approbation de la fusion en vertu des articles 183 ou 184, être envoyés au directeur avec tous les documents exigés aux articles 19 et 106.

Sending of articles

Remise des statuts

1994, c. 24, s. 21

90. Subsection 186.1(4) of the Act is replaced by the following:

(4) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (3) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.

90. Le paragraphe 186.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application de l'article 262, l'avis prévu au paragraphe (3) est réputé être des statuts en la forme établie par le directeur.

Notice deemed to be articles

Assimilation

91. (1) Subsection 187(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Articles of continuance in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 106.

91. (1) Le paragraphe 187(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les clauses de prorogation doivent être envoyées au directeur, en la forme établie par lui, avec les documents exigés aux articles 19 et 106.

Articles of continuance

Clauses

(2) Subsection 187(11) of the French version of the Act is replaced by the following:

Autorisation
des mentions
relatives à la
valeur
nominale ou
au pair

(11) Au cas où le directeur, saisi par une personne morale, décide qu'il est pratiquement impossible de supprimer la référence aux actions à valeur nominale ou au pair d'une catégorie ou d'une série que celle-ci était autorisée à émettre avant sa prorogation en vertu de la présente loi, il peut, par dérogation au paragraphe 24(1), l'autoriser à maintenir, dans ses statuts, la désignation de ces actions, même non encore émises, comme actions à valeur nominale ou au pair.

1994, c. 24,
s. 22; 1998,
c. 1, s. 381

92. (1) Subsections 188(1) to (2.1) of the Act are replaced by the following:

Continuance —
other
jurisdictions

188. (1) Subject to subsection (10), a corporation may apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction if the corporation

(a) is authorized by the shareholders in accordance with this section to make the application; and

(b) establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in the other jurisdiction will not adversely affect creditors or shareholders of the corporation.

Continuance —
other federal
Acts

(2) A corporation that is authorized by the shareholders in accordance with this section may apply to the appropriate Minister for its continuance under the *Bank Act*, the *Canada Cooperatives Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act*.

(2) Subsection 188(8) of the Act is replaced by the following:

Notice
deemed to be
articles

(8) For the purposes of section 262, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.

(2) Le paragraphe 187(11) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Autorisation
des mentions
relatives à la
valeur
nominale ou
au pair

(11) Au cas où le directeur, saisi par une personne morale, décide qu'il est pratiquement impossible de supprimer la référence aux actions à valeur nominale ou au pair d'une catégorie ou d'une série que celle-ci était autorisée à émettre avant sa prorogation en vertu de la présente loi, il peut, par dérogation au paragraphe 24(1), l'autoriser à maintenir, dans ses statuts, la désignation de ces actions, même non encore émises, comme actions à valeur nominale ou au pair.

92. (1) Les paragraphes 188(1) à (2.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 24,
art. 22; 1998,
ch. 1, art. 381

188. (1) Sous réserve du paragraphe (10), la société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article et qui convainc le directeur que ni ses créanciers ni ses actionnaires n'en subiront de préjudice peut demander au fonctionnaire ou à l'administration compétents relevant d'une autre autorité législative de la proroger sous le régime de celle-ci.

Prorogation
(exportation)

(2) La société qui y est autorisée par ses actionnaires conformément au présent article peut demander au ministre compétent de la proroger sous le régime de la *Loi sur les banques*, de la *Loi canadienne sur les coopératives*, de la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Prorogation
sous le
régime de
lois fédérales

(2) Le paragraphe 188(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Pour l'application de l'article 262, l'avis visé au paragraphe (7) est réputé être des statuts en la forme établie par le directeur.

L'avis est
réputé être
des statuts

93. (1) The portion of subsection 189(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Borrowing
powers

189. (1) Unless the articles or by-laws of or a unanimous shareholder agreement relating to a corporation otherwise provide, the directors of a corporation may, without authorization of the shareholders,

(2) Paragraphs 189(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the corporation;

(c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an obligation of any person; and

94. (1) Paragraph 190(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 173, afin d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction à ses activités commerciales;

(2) Subsection 190(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d), by adding the word "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):

(f) carry out a going-private transaction or a squeeze-out transaction.

(3) Section 190 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) The right to dissent described in subsection (2) applies even if there is only one class of shares.

95. Subsection 191(4) of the Act is replaced by the following:

Articles of
reorganization

(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

93. (1) Le passage du paragraphe 189(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Pouvoir
d'emprunt

189. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des actionnaires, le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des actionnaires :

(2) Les alinéas 189(1)(b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) émettre, réémettre, vendre ou donner en garantie les titres de créance de la société;

c) garantir, au nom de la société, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne;

94. (1) L'alinéa 190(1)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de modifier ses statuts, conformément à l'article 173, afin d'ajouter, de modifier ou de supprimer toute restriction à ses activités commerciales;

(2) Le paragraphe 190(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

f) d'effectuer une opération de fermeture ou d'éviction.

(3) L'article 190 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le droit à la dissidence prévu au paragraphe (2) peut être invoqué même si la société n'a qu'une seule catégorie d'actions.

95. Le paragraphe 191(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Précision

(4) Après le prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (1), les clauses réglementant la réorganisation sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés aux articles 19 et 113.

Réorganisation

96. (1) Paragraph 192(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) an exchange of securities of a corporation for property, money or other securities of the corporation or property, money or securities of another body corporate;

(f.1) a going-private transaction or a squeeze-out transaction in relation to a corporation;

(2) Subsection 192(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Lorsqu'il est pratiquement impossible pour la société qui n'est pas insolvable d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalente à un arrangement, elle peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.

(3) Subsection 192(6) of the Act is replaced by the following:

(6) After an order referred to in paragraph (4)(e) has been made, articles of arrangement in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sections 19 and 113, if applicable.

97. The heading before section 193 and sections 193 to 205 of the Act are replaced by the following:

**GOING-PRIVATE TRANSACTIONS AND
SQUEEZE-OUT TRANSACTIONS**

193. A corporation may carry out a going-private transaction. However, if there are any applicable provincial securities laws, a corporation may not carry out a going-private transaction unless the corporation complies with those laws.

194. A corporation may not carry out a squeeze-out transaction unless, in addition to any approval by holders of shares required by or under this Act or the articles of the corporation, the transaction is approved by ordinary resolution of the holders of each class of shares that are affected by the transaction, voting separately, whether or not the shares otherwise carry the right to vote. However, the

96. (1) L'alinéa 192(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) l'échange de valeurs mobilières d'une société contre des biens, du numéraire ou d'autres valeurs mobilières soit de la société, soit d'une autre personne morale;

f.1) une opération de fermeture ou d'éviction au sein d'une société;

(2) Le paragraphe 192(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il est pratiquement impossible pour la société qui n'est pas insolvable d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la présente loi, une modification de structure équivalente à un arrangement, elle peut demander au tribunal d'approuver, par ordonnance, l'arrangement qu'elle propose.

(3) Le paragraphe 192(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Après le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (4)e), les clauses de l'arrangement sont envoyées au directeur en la forme établie par lui, accompagnés, le cas échéant, des documents exigés par les articles 19 et 113.

97. L'intertitre précédant l'article 193 et les articles 193 à 205 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

**OPÉRATIONS DE FERMETURE ET
D'ÉVICTION**

193. La société peut effectuer une opération de fermeture si elle se conforme à l'éventuelle législation provinciale applicable en matière de valeurs mobilières.

194. Une opération d'éviction ne peut être effectuée que si, en plus de toute approbation exigée des détenteurs d'actions de la société par la présente loi et les statuts, l'opération est approuvée par les détenteurs d'actions de chaque catégorie visée par celle-ci par résolution ordinaire votée séparément, même si les actions de cette catégorie ne confèrent aucun droit de vote, à l'exception des détenteurs suivants :

Demande
d'approbation
au tribunal

Articles of
arrangement

Going-private
transactions

Squeeze-out
transactions

Demande
d'approbation
au tribunal

Clauses de
l'arrangement

Opérations de
fermeture

Opérations
d'éviction

following do not have the right to vote on the resolution:

- (a) affiliates of the corporation; and
- (b) holders of shares that would, following the squeeze-out transaction, be entitled to consideration of greater value or to superior rights or privileges than those available to other holders of shares of the same class.

98. The Act is amended by adding the following before section 206:

PART XVII

COMPULSORY AND COMPELLED ACQUISITIONS

99. (1) The portion of subsection 206(1) of the Act before the definition “dissenting offeree” is replaced by the following:

Definitions

206. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

(2) The definition “take-over bid” in subsection 206(1) of the Act is replaced by the following:

“take-over bid”
« offre d’achat
visant à la
mainmise »

“take-over bid” means an offer made by an offeror to shareholders of a distributing corporation at approximately the same time to acquire all of the shares of a class of issued shares, and includes an offer made by a distributing corporation to repurchase all of the shares of a class of its shares.

(3) Subsection 206(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“offer”
« sollicitation »

“offer” includes an invitation to make an offer.

“offeree”
« pollicité »

“offeree” means a person to whom a take-over bid is made.

“offeree corporation”
« société
pollicitée »

“offeree corporation” means a distributing corporation whose shares are the object of a take-over bid.

“offeror”
« pollicitant »

“offeror” means a person, other than an agent, who makes a take-over bid, and includes two or more persons who, directly or indirectly,

- (a) make take-over bids jointly or in concert; or

a) les personnes morales du même groupe que la société;

b) ceux qui, à la suite de l’opération, auraient droit à une contrepartie ou à des droits ou privilèges supérieurs à ceux que pourraient recevoir les détenteurs des autres actions de la même catégorie.

98. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 206, de ce qui suit :

PARTIE XVII

ACQUISITIONS FORCÉES

99. (1) Le passage du paragraphe 206(1) de la même loi précédant la définition de « offre d’achat visant à la mainmise » est remplacé par ce qui suit :

Définitions

206. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

(2) La définition de « offre d’achat visant à la mainmise », au paragraphe 206(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« offre d’achat visant à la mainmise » L’offre qu’un pollicitant adresse à peu près au même moment à des actionnaires d’une société ayant fait appel au public pour acquérir toutes les actions d’une catégorie d’actions émises. Y est assimilée la pollicitation d’une telle société visant le rachat de toutes les actions d’une catégorie de ses actions.

« offre d’achat
visant à la
mainmise »
“take-over bid”

(3) Le paragraphe 206(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« action » Action conférant ou non un droit de vote, y compris la valeur mobilière immédiatement convertible en une telle action et l’option ou le droit, susceptible d’exercice immédiat, d’acquérir une telle action ou valeur mobilière.

« action »
“share”

« pollicitant » Toute personne, à l’exception du mandataire, qui fait une offre d’achat visant à la mainmise et, en outre, les personnes qui, même indirectement, conjointement ou de concert :

« pollicitant »
“offeror”

- a) ou bien font une telle offre;

“share”
« action »

(b) intend to exercise jointly or in concert voting rights attached to shares for which a take-over bid is made.

“share” means a share, with or without voting rights, and includes

(a) a security currently convertible into such a share; and

(b) currently exercisable options and rights to acquire such a share or such a convertible security.

(4) Paragraph 206(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the offerees holding not less than ninety per cent of the shares to which the bid relates accepted the take-over bid;

(5) Paragraph 206(3)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) a dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (5)(b)(ii) is deemed to have elected to transfer the shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid; and

(6) Subsections 206(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

(5) A dissenting offeree to whom an offeror's notice is sent under subsection (3) shall, within twenty days after receiving the notice,

(a) send the share certificates of the class of shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation; and

(b) elect

(i) to transfer the shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within those twenty days.

(5.1) A dissenting offeree who does not notify the offeror in accordance with subparagraph (5)(b)(ii) is deemed to have elected to transfer the shares to the offeror on the same terms on which the offeror acquired the shares

b) ou bien ont l'intention d'exercer les droits de vote attachés aux actions faisant l'objet de l'offre.

« pollicitation » Est assimilée à la pollicitation l'invitation à faire une offre.

« pollicité » Toute personne à laquelle est faite l'offre d'achat visant à la mainmise.

« société pollicitée » Société ayant fait appel au public dont les actions font l'objet d'une offre d'achat visant à la mainmise.

(4) L'alinéa 206(3)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) que les pollicités détenant au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions en cause ont accepté l'offre;

(5) L'alinéa 206(3)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qu'à défaut de donner avis conformément à l'alinéa (5)b), ils sont réputés avoir choisi de lui céder leurs actions aux conditions faites aux pollicités acceptants;

(6) Les paragraphes 206(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Les pollicités dissidents doivent, dans les vingt jours suivant la réception de l'avis mentionné au paragraphe (3) :

a) envoyer à la société pollicitée les certificats des actions visées par l'offre;

b) soit céder au pollicitant leurs actions aux conditions offertes aux pollicités acceptants, soit exiger, en donnant avis au pollicitant dans ce délai, le paiement de la juste valeur de leurs actions en conformité avec les paragraphes (9) à (18).

(5.1) À défaut par les pollicités dissidents de donner avis conformément à l'alinéa (5)b), ils sont réputés avoir choisi de céder au pollicitant leurs actions aux conditions faites aux pollicités acceptants.

« pollicitation »
“offer”

« pollicité »
“offeree”

« société
pollicitée »
“offeree
corporation”

Certificat
d'action

Choix réputé

Share
certificate

Deemed
election

from the offerees who accepted the take-over bid.

Payment

(6) Within twenty days after the offeror sends an offeror's notice under subsection (3), the offeror shall pay or transfer to the offeree corporation the amount of money or other consideration that the offeror would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (5)(b)(i).

(7) Section 206 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

When corporation is offeror

(7.1) A corporation that is an offeror making a take-over bid to repurchase all of the shares of a class of its shares is deemed to hold in trust for the dissenting shareholders the money and other consideration that it would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (5)(b)(i), and the corporation shall, within twenty days after a notice is sent under subsection (3), deposit the money in a separate account in a bank or other body corporate any of whose deposits are insured by the Canada Deposit Insurance Corporation or guaranteed by the Quebec Deposit Insurance Board, and shall place the other consideration in the custody of a bank or such other body corporate.

(8) Subsections 206(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

Duty of offeree corporation

(8) Within thirty days after the offeror sends a notice under subsection (3), the offeree corporation shall

(a) if the payment or transfer required by subsection (6) is made, issue to the offeror a share certificate in respect of the shares that were held by dissenting offerees;

(b) give to each dissenting offeree who elects to accept the take-over bid terms under subparagraph (5)(b)(i) and who sends share certificates as required by paragraph (5)(a) the money or other consideration to which the offeree is entitled, disregarding fractional shares, which may be paid for in money; and

(6) Dans les vingt jours suivant l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), le pollicitant doit remettre à la société pollicitée les fonds ou toute autre contrepartie qu'il aurait eu à remettre aux pollicités dissidents s'ils avaient accepté de lui céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b).

(7) L'article 206 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

Païement

(7.1) Dans le cas où le pollicitant est une société qui vise à racheter toutes les actions d'une catégorie quelconque, celui-ci est réputé détenir en fiducie, pour le compte des pollicités dissidents, les fonds ou toute autre contrepartie qu'il aurait eu à leur remettre s'ils avaient accepté de lui céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b). Il doit, dans les vingt jours suivant l'envoi de l'avis visé au paragraphe (3), déposer les fonds dans un compte distinct ouvert auprès d'une banque ou d'une autre personne morale bénéficiant de l'assurance de la Société d'assurance-dépôts du Canada ou de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et confier toute autre contrepartie à la garde de l'une de ces institutions.

Contrepartie

(8) Les paragraphes 206(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) Dans les trente jours suivant l'envoi de l'avis mentionné au paragraphe (3), la société pollicitée doit :

Obligation de la société pollicitée

a) délivrer au pollicitant les certificats des actions que détenaient les pollicités dissidents s'il s'est conformé au paragraphe (6);

b) remettre aux pollicités dissidents qui acceptent de céder leurs actions conformément à l'alinéa (5)b) et qui envoient leurs certificats d'actions conformément à l'alinéa (5)a), les fonds ou toute autre contrepartie auxquels ils ont droit, sans tenir compte des fractions d'actions dont le règlement peut toujours se faire en numéraire;

(c) if the payment or transfer required by subsection (6) is made and the money or other consideration is deposited as required by subsection (7) or (7.1), send to each dissenting shareholder who has not sent share certificates as required by paragraph (5)(a) a notice stating that

(i) the dissenting shareholder's shares have been cancelled,

(ii) the offeree corporation or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other consideration to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

(iii) the offeree corporation will, subject to subsections (9) to (18), send that money or other consideration to that shareholder without delay after receiving the shares.

Application to court

(9) If a dissenting offeree has elected to demand payment of the fair value of the shares under subparagraph (5)(b)(ii), the offeror may, within twenty days after it has paid the money or transferred the other consideration under subsection (6), apply to a court to fix the fair value of the shares of that dissenting offeree.

(9) Subsection 206(13) of the French version of the Act is replaced by the following:

Absence de cautionnement pour frais

(13) Dans le cadre d'une demande visée aux paragraphes (9) ou (10), les pollicités dissidents ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais.

(10) Paragraph 206(14)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) all dissenting offerees referred to in subparagraph (5)(b)(ii) whose shares have not been acquired by the offeror shall be joined as parties and are bound by the decision of the court; and

(11) Paragraph 206(18)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) fix the amount of money or other consideration that is required to be held in trust under subsection (7) or (7.1);

c) si la contrepartie exigée par le paragraphe (6) est remise et, selon qu'elle est en numéraire ou en nature, déposée ou confiée conformément aux paragraphes (7) ou (7.1), envoyer aux pollicités dissidents qui ne se sont pas conformés à l'alinéa (5)a) un avis les informant que :

(i) leurs actions ont été annulées,

(ii) la société pollicitée ou toute autre personne désignée détient pour eux en fiducie les fonds ou toute autre contrepartie auxquels ils ont droit,

(iii) la société pollicitée leur enverra, sous réserve des paragraphes (9) à (18), les fonds ou la contrepartie dès réception de leurs actions.

(9) Le pollicitant peut, dans les vingt jours suivant la remise prévue au paragraphe (6), demander au tribunal de fixer la juste valeur des actions des pollicités dissidents qui souhaitent obtenir paiement de leurs actions conformément à l'alinéa (5)b).

Demande au tribunal

(9) Le paragraphe 206(13) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(13) Dans le cadre d'une demande visée aux paragraphes (9) ou (10), les pollicités dissidents ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais.

Absence de cautionnement pour frais

(10) L'alinéa 206(14)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) tous les pollicités dissidents qui veulent obtenir paiement et dont les actions n'ont pas été acquises par le pollicitant, sont mis en cause et liés par la décision du tribunal;

(11) L'alinéa 206(18)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) fixer le montant en numéraire ou toute autre contrepartie, à détenir en fiducie conformément aux paragraphes (7) ou (7.1);

100. The Act is amended by adding the following after section 206:

Obligation to
acquire shares

206.1 (1) If a shareholder holding shares of a distributing corporation does not receive an offeror's notice under subsection 206(3), the shareholder may

(a) within ninety days after the date of termination of the take-over bid, or

(b) if the shareholder did not receive an offer pursuant to the take-over bid, within ninety days after the later of

(i) the date of termination of the take-over bid, and

(ii) the date on which the shareholder learned of the take-over bid,

require the offeror to acquire those shares.

Conditions

(2) If a shareholder requires the offeror to acquire shares under subsection (1), the offeror shall acquire the shares on the same terms under which the offeror acquired or will acquire the shares of the offerees who accepted the take-over bid.

1992, c. 27,
par. 90(1)(h)

101. (1) Subsection 208(1) of the Act is replaced by the following:

Application
of Part

208. (1) This Part, other than sections 209 and 212, does not apply to a corporation that is an insolvent person or a bankrupt as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

1992, c. 27,
par. 90(1)(h)

(2) Subsection 208(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Staying
proceedings

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if the corporation is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in subsection 2(1) of that Act.

102. Subsections 209(2) to (4) of the Act 40 are replaced by the following:

Articles of
revival

(2) Articles of revival in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

100. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 206, de ce qui suit :

206.1 (1) L'actionnaire qui détient des actions d'une société ayant fait appel au public et qui n'a pas reçu du pollicitant l'avis visé au paragraphe 206(3) peut exiger de ce dernier l'acquisition de ces actions :

a) soit dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date d'expiration de l'offre d'achat visant à la mainmise;

b) soit, s'il n'a pas reçu une telle offre, dans le délai visé à l'alinéa a) ou dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où il a pris connaissance de l'offre si ce délai est plus long.

Acquisition
forcée à la
demande d'un
actionnaire

(2) Le pollicitant est alors tenu d'acquérir les actions aux mêmes conditions que celles faites aux pollicités acceptants.

Conditions

101. (1) Le paragraphe 208(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 27,
al. 90(1)(h)

208. (1) La présente partie, sauf les articles 209 et 212, ne s'applique pas aux sociétés qui sont des personnes insolvables ou des faillies au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Application
de la présente
partie

(2) Le paragraphe 208(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 27,
al. 90(1)(h)

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a corporation shall be stayed if the corporation is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in subsection 2(1) of that Act.

Staying
proceedings

102. Les paragraphes 209(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les clauses de reconstitution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

Clauses de
reconstitution

Certificate of revival

(3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 262, if

(a) the body corporate has fulfilled all conditions precedent that the Director considers reasonable; and

(b) there is no valid reason for refusing to issue the certificate.

(3) Sur réception des clauses de reconstitution, le directeur doit délivrer un certificat de reconstitution conformément à l'article 262 si :

a) la personne morale a rempli les conditions préalables à la délivrance qu'il estime raisonnables;

b) il n'y a aucun motif valable d'en refuser la délivrance.

Certificat de reconstitution

Date of revival

(3.1) A body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival.

(3.1) La personne morale est reconstituée en société régie par la présente loi à la date figurant sur le certificat.

Reconstitution

Rights preserved

(4) Subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the corporation after its dissolution, the revived corporation is, in the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved,

(a) restored to its previous position in law, including the restoration of any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution and before its revival; and

(b) liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved whether they arise before its dissolution or after its dissolution and before its revival.

(4) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout changement aux affaires internes de la société survenu après sa dissolution, la société reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute :

a) la même situation juridique, notamment ses droits et privilèges, indépendamment de leur date d'acquisition;

b) la responsabilité des obligations qui seraient les siennes si elle n'avait pas été dissoute, indépendamment de la date où elles ont été contractées.

Maintien des droits et obligations

Legal actions

(5) Any legal action respecting the affairs of a revived corporation taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.

(5) Est valide toute action en justice concernant les affaires internes de la société reconstituée intentée entre le moment de sa dissolution et celui de sa reconstitution.

Action en justice

Definition of "interested person"

(6) In this section, "interested person" includes

(a) a shareholder, a director, an officer, an employee and a creditor of the dissolved corporation;

(b) a person who has a contractual relationship with the dissolved corporation;

(c) a person who, although at the time of dissolution of the corporation was not a person described in paragraph (a), would be such a person if a certificate of revival is issued under this section; and

(d) a trustee in bankruptcy for the dissolved corporation.

(6) Pour l'application du présent article, « intéressé » s'entend notamment :

a) des actionnaires, administrateurs, dirigeants, employés et créanciers de la société dissoute;

b) de toute personne ayant un lien contractuel avec elle;

c) de toute personne qui, bien que non visée par l'alinéa a) à la date de la dissolution, le deviendrait si la société était reconstituée;

d) du syndic de faillite de la société dissoute.

Définition

103. (1) Paragraph 210(3)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) d'autre part, la société ait effectué une répartition de biens et un règlement de dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(2) Subsection 210(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

104. (1) Subsection 211(4) of the Act is replaced by the following:

(4) A statement of intent to dissolve in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(2) Paragraph 211(7)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) without delay take reasonable steps to give notice of it in each province in Canada where the corporation was carrying on business at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director;

(3) Subsection 211(10) of the Act is replaced by the following:

(10) At any time after issue of a certificate of intent to dissolve and before issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in the form that the Director fixes, if such revocation is approved in the same manner as the resolution under subsection (3).

(4) Subsection 211(14) of the Act is replaced by the following:

(14) Articles of dissolution in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

105. (1) Subsection 212(1) of the Act is replaced by the following:

212. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may

(a) dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution under this section if the corporation

103. (1) L'alinéa 210(3)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, la société ait effectué une répartition de biens et un règlement de dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

(2) Le paragraphe 210(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

104. (1) Le paragraphe 211(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Une déclaration d'intention de dissolution est envoyée au directeur en la forme établie par lui.

(2) L'alinéa 211(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) prendre sans délai toute disposition utile pour en donner avis dans chaque province où la société exerçait ses activités commerciales au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution;

(3) Le paragraphe 211(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(10) Le certificat d'intention de dissolution peut, après sa délivrance et avant celle du certificat de dissolution, être révoqué par résolution adoptée conformément au paragraphe (3) et sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à dissolution en la forme établie par lui.

(4) Le paragraphe 211(14) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(14) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

105. (1) Le paragraphe 212(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

212. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le directeur peut :

a) soit dissoudre, par la délivrance du certificat de dissolution prévu au présent article, toute société qui, selon le cas :

Articles of dissolution

Statement of intent to dissolve

Revocation

Articles of dissolution

1994, c. 24, s. 25

Dissolution by Director

Clauses de dissolution

Déclaration d'intention

Révocation

Clauses de dissolution

1994, ch. 24, art. 25

Dissolution par le directeur

(i) has not commenced business within three years after the date shown in its certificate of incorporation,

(ii) has not carried on its business for three consecutive years,

(iii) is in default for a period of one year in sending to the Director any fee, notice or document required by this Act, or

(iv) does not have any directors or is in the situation described in subsection 109(4); or

(b) apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 217 applies.

1994, c. 24,
s. 25

(2) Paragraph 212(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) published notice of that decision in a publication generally available to the public.

(3) Subsection 212(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 246, the Director may, after the expiration of the period referred to in subsection (2), issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes.

Certificate of
dissolution

Exception —
non-payment of
incorporation
fee

(3.1) Despite anything in this section, the Director may dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution if the required fee for the issuance of a certificate of incorporation has not been paid.

106. Subsection 213(4) of the Act is replaced by the following:

(4) On receipt of an order under this section, section 212 or 214, the Director shall

(a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution in the form that the Director fixes; or

(b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the court, issue a certificate of intent to dissolve in the form that the Director fixes and publish notice of the order in a publication generally available to the public.

Certificate

(i) n'a pas commencé ses opérations dans les trois ans suivant la date figurant sur son certificat de constitution,

(ii) n'a pas exercé ses activités commerciales pendant trois ans consécutifs,

(iii) omet, pendant un délai d'un an, d'envoyer au directeur les droits, avis ou documents exigés par la présente loi,

(iv) est sans administrateur ou se trouve dans la situation visée au paragraphe 109(4);

b) soit demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 217 s'applique.

(2) L'alinéa 212(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'avoir publié un avis de son intention dans une publication accessible au grand public.

(3) Le paragraphe 212(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 246, le directeur peut, à l'expiration du délai visé au paragraphe (2), délivrer le certificat de dissolution en la forme établie par lui.

1994, ch. 24,
art. 25

Certificat de
dissolution

Non-paiement des
droits de
constitution

(3.1) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une société par la délivrance du certificat de dissolution lorsque les droits requis pour la délivrance d'un certificat de constitution n'ont pas été payés.

106. Le paragraphe 213(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Sur réception de l'ordonnance visée au présent article ou aux articles 212 ou 214, le directeur délivre, en la forme établie par lui, un certificat :

a) de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet;

b) d'intention de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous surveillance judiciaire; il en fait publier un avis dans une publication accessible au grand public.

Certificat

107. (1) The portion of paragraph 214(1)(a) of the French version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

a) il constate qu'elle abuse des droits de tout détenteur de valeurs mobilières, créancier, administrateur ou dirigeant, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

(2) Subparagraph 214(1)(a)(ii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes,

108. Paragraph 217(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an order appointing a liquidator, with or without security, fixing the liquidator's remuneration and replacing a liquidator;

109. The portion of paragraph 221(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) without delay publish notice by insertion once a week for two consecutive weeks in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and take reasonable steps to give notice of the appointment in each province where the corporation carries on business, requiring any person

110. Subsection 222(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A liquidator is not liable if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the corporation represented to the liquidator by an officer of the corporation or in a written report of the auditor of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

107. (1) Le passage de l'alinéa 214(1)a) de la version française de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) il constate qu'elle abuse des droits de tout détenteur de valeurs mobilières, créancier, administrateur ou dirigeant, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

(2) Le sous-alinéa 214(1)a)(ii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes,

108. L'alinéa 217b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de nommer un liquidateur, avec ou sans cautionnement, de fixer sa rémunération et de le remplacer;

109. Le passage de l'alinéa 221b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) insérer sans délai, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège social de la société, tout en prenant des mesures raisonnables pour en faire une certaine publicité dans chaque province où la société exerce ses activités commerciales, un avis obligeant :

110. Le paragraphe 222(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) N'est pas engagée la responsabilité du liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s'appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la société qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

Due diligence

Défense de diligence raisonnable

111. Subsection 223(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

Publication

(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under section 217, to each shareholder and to any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court.

112. Subsection 226(1) of the Act is replaced by the following:

Definition of "shareholder"

226. (1) In this section, "shareholder" includes the heirs and personal representatives of a shareholder.

113. (1) Subsections 229(1) and (2) of the French version of the Act are replaced by the following:

Enquête

229. (1) Tout détenteur de valeurs mobilières ou le directeur peut demander au tribunal du ressort du siège social de la société, *ex parte* ou après avoir donné l'avis que celui-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la société et sur toute société du même groupe.

Motifs

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1), s'il lui paraît établi, selon le cas :

a) que la société ou des sociétés de son groupe exercent ou ont exercé leurs activités commerciales avec une intention de fraude;

b) que la société ou toute autre société de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

c) que la constitution ou la dissolution soit de la société soit des sociétés de son groupe répond à un but frauduleux ou illégal;

111. Le paragraphe 223(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Publication

(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under section 217, to each shareholder and to any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, or as otherwise directed by the court.

112. Le paragraphe 226(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de « actionnaire »

226. (1) Au présent article, « actionnaire » s'entend notamment des héritiers et des représentants personnels de l'actionnaire.

113. (1) Les paragraphes 229(1) et (2) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Enquête

229. (1) Tout détenteur de valeurs mobilières ou le directeur peut demander au tribunal du ressort du siège social de la société, *ex parte* ou après avoir donné l'avis que celui-ci peut exiger, d'ordonner la tenue d'une enquête sur la société et sur toute société du même groupe.

Motifs

(2) Le tribunal peut ordonner la tenue de l'enquête demandée conformément au paragraphe (1), s'il lui paraît établi, selon le cas :

a) que la société ou des sociétés de son groupe exercent ou ont exercé leurs activités commerciales avec une intention de fraude;

b) que la société ou toute autre société de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

c) que la constitution ou la dissolution soit de la société soit des sociétés de son groupe répond à un but frauduleux ou illégal;

d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la société soit de sociétés du même groupe, ou dans la conduite de leurs activités commerciales ou de leurs affaires internes.

(2) Subsection 229(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

Pas de cautionnement pour frais

(4) La personne qui intente une action en vertu du présent article n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.

114. (1) The portion of subsection 235(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Renseignements concernant la propriété et le contrôle des valeurs mobilières

235. (1) S'il est convaincu, pour l'application des parties XI, XIII ou XVII ou de tout règlement d'application de l'article 174, de la nécessité d'enquêter sur la propriété ou le contrôle de valeurs mobilières d'une société ou de sociétés de son groupe, le directeur peut demander à toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle détient ou a détenu un droit sur ces valeurs, ou agit ou a agi pour le compte de telle personne de lui fournir, ou à la personne qu'il désigne :

(2) The portion of subsection 235(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Publication

(3) The Director shall publish in a publication generally available to the public the particulars of information obtained by the Director under this section, if the particulars

115. The Act is amended by adding the following after section 237:

PART XIX.1

APPORTIONING AWARD OF DAMAGES

Interpretation and Application

Definitions

237.1 The definitions in this section apply in this Part.

“financial interest”
« intérêt financier »

“financial interest”, with respect to a corporation, includes

(a) a security;

d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la constitution soit de la société soit de sociétés du même groupe, ou dans la conduite de leurs activités commerciales ou de leurs affaires internes.

(2) Le paragraphe 229(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Pas de cautionnement pour frais

(4) La personne qui intente une action en vertu du présent article n'est pas tenue de fournir de cautionnement pour les frais.

114. (1) Le passage du paragraphe 235(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Renseignements concernant la propriété et le contrôle des valeurs mobilières

235. (1) S'il est convaincu, pour l'application des parties XI, XIII ou XVII ou de tout règlement d'application de l'article 174, de la nécessité d'enquêter sur la propriété ou le contrôle de valeurs mobilières d'une société ou de sociétés de son groupe, le directeur peut demander à toute personne dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle détient ou a détenu un droit sur ces valeurs, ou agit ou a agi pour le compte de telle personne de lui fournir, ou à la personne qu'il désigne :

(2) Le passage du paragraphe 235(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Publication

(3) Le directeur doit publier dans une publication accessible au grand public les renseignements qu'il a obtenus en vertu du présent article lorsque les conditions suivantes sont réunies :

115. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 237, de ce qui suit :

PARTIE XIX.1

RÉPARTITION DE L'INDEMNITÉ

Définitions et champ d'application

Définitions

237.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« intérêt financier » Relativement à une société, s'entend notamment :

« intérêt financier »
“financial interest”

a) de valeurs mobilières;

(b) a title to or an interest in capital, assets, property, profits, earnings or royalties;

(c) an option or other interest in, or a subscription to, a security;

(d) an agreement under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets;

(e) an agreement providing that money received will be repaid or treated as a subscription for shares, units or interests at the option of any person or the corporation;

(f) a profit-sharing agreement or certificate;

(g) a lease, claim or royalty in oil, natural gas or mining, or an interest in the lease, claim or royalty;

(h) an income or annuity contract that is not issued by an insurance company governed by an Act of Parliament or a law of a province;

(i) an investment contract; and

(j) anything that is prescribed to be a financial interest.

“financial loss”
« perte financière »

“financial loss” means a financial loss arising out of an error, omission or misstatement in financial information concerning a corporation that is required under this Act or the regulations.

“third party”
Version anglaise seulement

“third party” includes any subsequent party that is joined in proceedings before a court.

Application of Part

237.2 (1) This Part applies to the apportionment of damages awarded to a plaintiff for financial loss after a court has found more than one defendant or third party responsible for the financial loss.

Non-application of Part

(2) This Part does not apply to an award of damages to any of the following plaintiffs:

(a) Her Majesty in right of Canada or of a province;

b) de titres sur un capital, un actif, des biens, des profits, des gains ou des redevances, ou d'intérêts dans ceux-ci;

c) d'une option sur une valeur mobilière, d'une souscription d'une valeur mobilière ou d'un autre intérêt dans une valeur mobilière;

d) d'une convention en vertu de laquelle l'intérêt de l'acheteur est évalué, aux fins de conversion ou de rachat, en fonction de la valeur d'un intérêt proportionnel dans un portefeuille déterminé d'éléments d'actif;

e) d'une convention qui prévoit que l'argent reçu sera remboursé ou considéré comme une souscription d'actions, de parts ou d'intérêts au choix de toute personne ou de la société;

f) d'une convention ou d'un certificat de participation aux bénéfices;

g) d'un bail, d'une concession ou de redevances portant sur du minerai, du pétrole ou du gaz naturel ou d'un intérêt dans ceux-ci;

h) d'un contrat assurant le paiement d'un revenu ou d'une rente n'ayant pas été établi par une société d'assurances régie par une loi fédérale ou provinciale;

i) d'un contrat d'investissement;

j) de tout ce qui peut être prévu comme tel par règlement.

« perte financière » Perte financière découlant d'une omission, inexactitude ou erreur dans des renseignements financiers exigés relativement à une société en vertu de la présente loi ou de ses règlements.

« perte financière »
“financial loss”

237.2 (1) La présente partie régit la répartition d'une indemnité accordée à un demandeur pour une perte financière après qu'un tribunal a déclaré plus d'un défendeur ou mis en cause responsable de celle-ci.

Champ d'application

(2) La présente partie ne s'applique pas dans le cas où l'indemnité est accordée aux demandeurs suivants :

Non-application

(b) an agent of Her Majesty in right of Canada or of a province or a federal or provincial Crown corporation or government agency, unless a substantial part of its activities involves trading, including making investments in, securities or other financial instruments;

(c) a charitable organization, private foundation or public foundation within the meaning of subsection 149.1(1) of the *Income Tax Act*; or

(d) an unsecured creditor in respect of goods or services that the creditor provided to a corporation.

a) Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;

b) un de ses mandataires ou une société d'État ou un organisme gouvernemental, fédéral ou provincial, sauf si une partie importante de leurs activités a trait au commerce des valeurs mobilières ou autres instruments financiers, notamment les placements portant sur ceux-ci;

c) une fondation privée ou publique ou une oeuvre de bienfaisance au sens du paragraphe 149.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

d) un créancier non garanti dans le cadre de la fourniture de biens ou de services à une société.

Apportionment of Damages

Degree of responsibility

237.3 (1) Subject to this section and sections 237.4 to 237.6, every defendant or third party who has been found responsible for a financial loss is liable to the plaintiff only for the portion of the damages that corresponds to their degree of responsibility for the loss.

Uncollectable amounts

(2) If any part of the damages awarded against a responsible defendant or third party is uncollectable, the court may, on the application of the plaintiff, reallocate that amount to the other responsible defendants or third parties, if the application is made within one year after the date that the judgment was made enforceable.

Reallocation

(3) The amount that may be reallocated to each of the other responsible defendants or third parties under subsection (2) is calculated by multiplying the uncollectable amount by the percentage that corresponds to the degree of responsibility of that defendant or third party for the total financial loss.

Maximum amount

(4) The maximum amount determined under subsection (3), in respect of any responsible defendant or third party, may not be more than fifty per cent of the amount originally awarded against that responsible defendant or third party.

Répartition de l'indemnité

Degré de responsabilité

237.3 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 237.4 à 237.6, les défendeurs ou mis en cause déclarés responsables d'une perte financière ne sont tenus d'indemniser le demandeur qu'à concurrence de la somme correspondant à leur degré de responsabilité.

Nouvelle répartition

(2) S'il s'avère impossible de recouvrer une partie de l'indemnité due par un défendeur ou mis en cause responsable, le tribunal peut, sur requête faite par le demandeur dans l'année suivant la date où le jugement devient exécutoire, répartir celle-ci entre les autres défendeurs ou mis en cause responsables.

Calcul

(3) La somme additionnelle pouvant être attribuée à chacun des autres défendeurs ou mis en cause responsables en vertu du paragraphe (2) est égale au produit du pourcentage correspondant au degré de responsabilité de chacun par le montant de l'indemnité non recouvrable.

Plafond

(4) La somme calculée en vertu du paragraphe (3) ne peut, relativement à tout défendeur ou mis en cause responsable, être supérieure à cinquante pour cent de la somme initiale pour laquelle il a été tenu responsable.

Exception —
fraud

237.4 (1) The plaintiff may recover the whole amount of the damages awarded by the court from any defendant or third party who has been held responsible for a financial loss if it was established that the defendant or third party acted fraudulently or dishonestly.

237.4 (1) La totalité du montant de l'indemnité accordée par le tribunal peut être recouvrée auprès de tout défendeur ou mis en cause déclaré responsable s'il est établi que celui-ci s'est livré à des actes frauduleux ou malhonnêtes relativement à la perte financière en cause.

Fraude

Contribution

(2) The defendant or third party referred to in subsection (1) is entitled to claim contribution from any other defendant or third party who is held responsible for the loss.

(2) Le défendeur ou mis en cause visé au paragraphe (1) peut réclamer à chacun des autres défendeurs ou mis en cause déclarés responsables sa part de l'indemnité.

Réclamation

Joint and Several, or Solidary, Liability

Responsabilité solidaire

Individual or
personal body
corporate

237.5 (1) Defendants and third parties referred to in subsection 237.2(1) are jointly and severally, or solidarily, liable for the damages awarded to a plaintiff who is an individual or a personal body corporate and who

237.5 (1) Les défendeurs et mis en cause visés au paragraphe 237.2(1) sont solidairement responsables de l'indemnité accordée au demandeur dans les cas où ce dernier est un particulier ou une personne morale privée qui :

Particulier ou
personne
morale privée

(a) had a financial interest in a corporation on the day that an error, omission or misstatement in financial information concerning the corporation occurred, or acquired a financial interest in the period between the day that the error, omission or misstatement occurred and the day, as determined by the court, that it was generally disclosed; and

a) d'une part, avait un intérêt financier dans la société à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur dans les renseignements financiers concernant la société, ou a acquis un tel intérêt financier entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée;

(b) has established that the value of the plaintiff's total financial interest in the corporation was not more than the prescribed amount at the close of business on the day that the error, omission or misstatement occurred or at the close of business on any day that the plaintiff acquired a financial interest in the period referred to in paragraph (a).

b) d'autre part, a établi que la valeur du total de ses intérêts financiers dans la société était, à l'heure de fermeture des bureaux à la date applicable, inférieure ou égale à la somme réglementaire.

Definition of
"personal body
corporate"

(2) In subsection (1), "personal body corporate" means a body corporate that is not actively engaged in any financial, commercial or industrial business and that is controlled by an individual or a group of individuals, each member of which is connected by blood relationship, adoption or marriage or by cohabiting with another member in a conjugal relationship.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « personne morale privée » s'entend d'une personne morale qui ne se livre activement à aucune activité financière, commerciale ni industrielle et qui est contrôlée par un particulier ou un groupe de particuliers dont chacun est uni à un des autres par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, ou vit avec un de ceux-ci dans une relation conjugale.

Définition de
« personne
morale privée »

Exception	(3) Subsection (1) does not apply when the plaintiff brings the action as a member of a partnership or other association or as a trustee in bankruptcy, liquidator or receiver of a body corporate.	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où le demandeur agit à titre d'associé d'une société de personnes ou autre association ou à titre de syndic de faillite, de liquidateur ou de séquestre d'une personne morale.	Exceptions
Equitable grounds	237.6 (1) If the value of the plaintiff's total financial interest referred to in subsection 237.5(1) is greater than the prescribed amount, a court may nevertheless determine that the defendants and third parties are jointly and severally, or solidarily, liable if the court considers that it is just and reasonable to do so.	237.6 (1) Si la valeur du total des intérêts financiers visés au paragraphe 237.5(1) est supérieure à la somme réglementaire, le tribunal peut néanmoins déclarer les défendeurs et mis en cause solidairement responsables s'il est convaincu qu'il est juste et raisonnable de procéder ainsi.	Tribunal
Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court shall take into account in deciding whether to hold the defendants and third parties jointly and severally, or solidarily, liable.	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal tient compte dans sa décision.	Facteurs
Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	Loi sur les textes réglementaires
Value of security	237.7 (1) When, in order to establish the value of the total financial interest referred to in subsection 237.5(1), it is necessary to determine the value of a security that is traded on an organized market, the value of the security is, on the day specified in subsection (3), (a) the closing price of that class of security; (b) if no closing price is given, the average of the highest and lowest prices of that class of security; or (c) if the security was not traded, the average of the bid and ask prices of that class of security.	237.7 (1) Lorsqu'il est nécessaire, en vue d'établir la valeur visée au paragraphe 237.5(1), de déterminer la valeur d'une valeur mobilière négociée sur un marché organisé, celle-ci correspond, à la date applicable visée au paragraphe (3) : a) soit au cours de clôture de la catégorie de la valeur mobilière; b) soit, à défaut d'un tel cours, à la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas; c) soit, dans les cas où il n'y a pas eu de négociation, à la moyenne du cours acheteur et du cours vendeur de la catégorie de la valeur mobilière.	Valeur mobilière
Court may adjust value	(2) The court may adjust the value of a security that has been determined under subsection (1) when the court considers it reasonable to do so.	(2) Le tribunal peut, lorsqu'il l'estime raisonnable, rajuster la valeur déterminée en vertu du paragraphe (1).	Circonstances exceptionnelles
Valuation day	(3) The value of the security is to be determined as of the day that the error, omission or misstatement occurred. If the security was acquired in the period between that day and the day, as determined by the court, that the error, omission or misstatement was generally disclosed, the value is to be determined as of the day that it was acquired.	(3) La valeur de la valeur mobilière visée au paragraphe (1) est déterminée à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur; dans le cas d'une valeur mobilière acquise entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée, elle est déterminée à la date de l'acquisition.	Date

Definition of
“organized
market”

(4) In this section, “organized market” means a recognized exchange for a class of securities or a market that regularly publishes the price of that class of securities in a publication that is generally available to the public.

(4) Pour l’application du présent article, « marché organisé » s’entend d’une bourse reconnue à laquelle est cotée la catégorie de valeurs mobilières ou d’un marché qui publie régulièrement le cours de cette catégorie dans une publication accessible au grand public.

Définition de
« marché
organisé »

Court
determines
value

237.8 (1) The court shall determine the value of all or any part of a financial interest that is subject to resale restrictions or for which there is no organized market.

237.8 (1) Le tribunal détermine la valeur de tout ou partie d’un intérêt financier qui est assujéti à des restrictions concernant la revente ou pour lequel il n’existe aucun marché organisé.

Discrétion du
tribunal

Factors

(2) The Governor in Council may establish factors that the court may take into account in determining value under subsection (1).

(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal peut tenir compte pour déterminer la valeur visée au paragraphe (1).

Facteurs

Statutory
Instruments
Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the *Canada Gazette*.

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s’applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la *Gazette du Canada*.

Loi sur les
textes
réglementaires

Application to
determine
value

237.9 The plaintiff may, by application made at any time before or during the course of the proceedings, request the court to determine the value of the plaintiff’s financial interest for the purpose of subsection 237.5(1).

237.9 Pour l’application du paragraphe 237.5(1), le demandeur peut par requête, avant d’engager des procédures ou à tout moment au cours de celles-ci, demander au tribunal d’évaluer la valeur de ses intérêts financiers.

Requête

116. Paragraph 239(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the complainant has given notice to the directors of the corporation or its subsidiary of the complainant’s intention to apply to the court under subsection (1) not less than fourteen days before bringing the application, or as otherwise ordered by the court, if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring, diligently prosecute or defend or discontinue the action;

116. L’alinéa 239(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, dans les quatorze jours avant la présentation ou dans le délai que le tribunal estime indiqué, aux administrateurs de la société ou de sa filiale au cas où ils n’ont pas intenté l’action, n’y ont pas mis fin ou n’ont pas agi avec diligence au cours des procédures;

117. (1) The portion of subsection 241(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

117. (1) Le passage du paragraphe 241(2) de la version française de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Motifs

(2) Le tribunal saisi d’une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la société ou l’une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou, se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

(2) Le tribunal saisi d’une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la société ou l’une des personnes morales de son groupe qui, à son avis, abuse des droits des détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou, se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

Motifs

(2) Paragraph 241(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) soit par la façon dont elle conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes;

118. Subsection 242(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais des demandes, actions ou interventions visées à la présente partie.

Absence de cautionnement

1999, c. 31, s. 65

Appeal from Director's decision

119. Section 246 of the Act is replaced by the following:

246. A person who feels aggrieved by a decision of the Director referred to in any of paragraphs (a) to (g) may apply to a court for an order, including an order requiring the Director to change the decision

(a) to refuse to file in the form submitted any articles or other document required by this Act to be filed;

(b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change or revoke a name under section 12;

(c) to grant, or to refuse to grant, an exemption that may be granted under this Act and the regulations;

(d) to refuse under subsection 187(11) to permit a continued reference to shares having a nominal or par value;

(e) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 188 or a certificate attesting that as of a certain date the corporation exists under subsection 263.1(2);

(f) to issue, or to refuse to issue, a certificate of revival under section 209, or the decision with respect to the terms for revival imposed by the Director;

(f.1) to correct, or to refuse to correct, articles, a notice, a certificate or other document under section 265;

(f.2) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and related certificate under section 265.1; or

(2) L'alinéa 241(2)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit par la façon dont elle conduit ses activités commerciales ou ses affaires internes;

118. Le paragraphe 242(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour les frais des demandes, actions ou interventions visées à la présente partie.

Absence de cautionnement

1999, ch. 31, art. 65

Appel

119. L'article 246 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

246. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre les mesures qu'il estime pertinentes et, notamment, enjoindre au directeur de modifier sa décision, sur demande de toute personne qui estime avoir subi un préjudice en raison de la décision du directeur :

a) de refuser de procéder, en la forme qui lui est soumise, à l'enregistrement des statuts ou documents comme l'exige la présente loi;

b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination sociale de la société ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 12;

c) d'accorder ou de refuser d'accorder une dispense qui peut être consentie en vertu de la présente loi et de ses règlements;

d) de refuser, en vertu du paragraphe 187(11), d'autoriser le maintien, dans les statuts, des références aux actions à valeur nominale ou au pair;

e) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime en vertu de l'article 188 ou le certificat attestant l'existence d'une société à une date précise en application du paragraphe 263.1(2);

f) de délivrer ou de refuser de délivrer le certificat de reconstitution de la société conformément à l'article 209, ou la décision concernant les modalités pour sa reconstitution;

(g) to dissolve a corporation under section 212.

The Court may make any order it thinks fit.

120. Section 249 of the Act is replaced by the following:

249. (1) An appeal lies to the court of appeal of a province from any final order made by a court of that province under this Act.

(2) An appeal lies to the court of appeal of a province from any order other than a final order made by a court of that province, only with leave of the court of appeal in accordance with the rules applicable to that court.

121. The Act is amended by adding the following after section 252:

PART XX.1

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR
OTHER FORM

252.1 The definitions in this section apply in this Part.

“electronic document” means, except in section 252.6, any form of representation of information or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.

“information system” means a system used to generate, send, receive, store, or otherwise process an electronic document.

252.2 This Part does not apply to a notice, document or other information sent to or issued by the Director pursuant to this Act or to any prescribed notice, document or other information.

f.1) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, avis, certificats ou autres documents en vertu de l’article 265;

f.2) d’annuler ou de refuser d’annuler les statuts et les certificats connexes en vertu de l’article 265.1;

g) de dissoudre la société en vertu de l’article 212.

120. L’article 249 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

249. (1) Toute ordonnance définitive d’un tribunal rendue en vertu de la présente loi est susceptible d’appel, devant la cour d’appel de la province.

(2) Toute autre ordonnance d’un tribunal n’est susceptible d’appel que sur permission de la cour d’appel de la province conformément aux règles applicables à celle-ci.

121. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 252, de ce qui suit :

PARTIE XX.1

DOCUMENTS SOUS FORME
ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

252.1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

« document électronique » Sauf à l’article 252.6, s’entend de toute forme de représentation d’informations ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électroniques, optiques ou autres moyens semblables et qui peut être lue ou perçue par une personne ou par tout moyen.

« système d’information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire ou traiter de toute autre manière des documents électroniques.

252.2 La présente partie ne s’applique pas aux avis, documents ou autre information que le directeur envoie ou reçoit en vertu de la présente loi ni à ceux visés par règlement.

Appeal of
final order

Appeal with
leave

Definitions

“electronic
document”
« document
électronique »

“information
system”
« système
d’information »

Application

Appel

Permission
d’en appeler

Définitions

« document
électronique »
“electronic
document”

« système
d’information »
“information
system”

Application

Use not
mandatory

252.3 (1) Nothing in this Act or the regulations requires a person to create or provide an electronic document.

252.3 (1) La présente loi et ses règlements d'application n'obligent personne à créer ou transmettre un document électronique.

Utilisation
non obligatoire

Consent and
other
requirements

(2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with a notice, document or other information is not satisfied by the provision of an electronic document unless

(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la fourniture d'un avis, d'un document ou autre information, la transmission d'un document électronique ne satisfait à l'obligation que si :

Consentement
et autres
exigences

(a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an information system for the receipt of the electronic document; and

a) le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d'information pour sa réception;

(b) the electronic document is provided to the designated information system, unless otherwise prescribed.

b) le document électronique est transmis au système d'information ainsi désigné, sauf disposition réglementaire contraire.

Revocation of
consent

(3) An addressee may revoke the consent referred to in paragraph (2)(a) in the manner prescribed.

(3) Le destinataire peut, selon les modalités réglementaires, révoquer son consentement.

Révocation du
consentement

Creation and
provision of
information

252.4 A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created or provided, is satisfied by the creation or provision of an electronic document if

252.4 Dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la création ou la fourniture d'un avis, d'un document ou autre information, la création ou la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation si les conditions suivantes sont réunies :

Création et
fourniture
d'information

(a) the by-laws or the articles of the corporation do not provide otherwise; and

a) les statuts ou les règlements administratifs de la société ne s'y opposent pas;

(b) the regulations, if any, have been complied with.

b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires sont observées.

Creation of
information in
writing

252.5 (1) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created in writing is satisfied by the creation of an electronic document if, in addition to the conditions in section 252.4,

252.5 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu'un avis, un document ou autre information soit créé par écrit, la création d'un document électronique satisfait à l'obligation si, en sus des conditions visées à l'article 252.4, les conditions suivantes sont réunies :

Création
d'information
écrite

(a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and

a) l'information qui y est contenue est accessible pour consultation ultérieure;

(b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.

b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires visant l'application du présent paragraphe sont observées.

Provision of
information in
writing

(2) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be provided in writing is satisfied by the provision of an electronic document if,

(2) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu'un avis, un document ou autre information soit fourni par écrit, la transmission d'un docu-

Fourniture
d'information sous
forme écrite

in addition to the conditions set out in section 252.4,

- (a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee, so as to be usable for subsequent reference; and
- (b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.

Copies

(3) A requirement under this Act or the regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of the electronic document.

Registered mail

(4) A requirement under this Act or the regulations to provide a document by registered mail is not satisfied by the sending of an electronic document unless prescribed.

Statutory declarations and affidavits

252.6 (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if

- (a) the person who makes the statutory declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature;
- (b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and
- (c) the requirements of sections 252.3 to 252.5 are complied with.

Definitions

(2) For the purposes of this section, “electronic document” and “secure electronic signature” have the same meaning as in subsection 31(1) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*.

Clarification

(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an “electronic document” in sections 252.3 to 252.5 are to be read as references to an “electronic document” as defined in subsection 31(1) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*.

ment électronique satisfait à l’obligation si, en sus des conditions visées à l’article 252.4, les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et lui est accessible pour consultation ultérieure;
- b) s’il y a lieu, les exigences réglementaires visant l’application du présent paragraphe sont observées.

(3) Dans le cas où une disposition de la présente loi exige la fourniture d’un ou de plusieurs exemplaires d’un document à un seul destinataire dans le même envoi, la transmission d’un document électronique satisfait à l’obligation.

Exemplaires

(4) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la transmission d’un document par courrier recommandé, l’obligation ne peut être satisfaite par la transmission d’un document électronique que si les règlements le prévoient.

Courrier recommandé

252.6 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une déclaration solennelle ou sous serment, celle-ci peut être créée ou fournie dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies :

- a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée;
- b) la personne autorisée devant qui elle a été faite appose à celle-ci sa signature électronique sécurisée;
- c) les conditions visées aux articles 252.3 à 252.5 ont été observées.

Déclaration solennelle ou sous serment

(2) Pour l’application du présent article, « document électronique » et « signature électronique sécurisée » s’entendent au sens du paragraphe 31(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Dispositions applicables

(3) Pour l’application de l’alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 252.3 à 252.5 valent mention d’un document électronique au sens du paragraphe 31(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Précision

Signatures

252.7 A requirement under this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed, except with respect to a statutory declaration or an affidavit, is satisfied if, in relation to an electronic document, the prescribed requirements pertaining to this section, if any, are met and if the signature results from the application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven:

- (a) the signature resulting from the use by a person of the technology or process is unique to the person;
- (b) the technology or process is used by a person to incorporate, attach or associate the person's signature to the electronic document; and
- (c) the technology or process can be used to identify the person using the technology or process.

122. Subsection 253(4) of the Act is replaced by the following:

(4) If a corporation sends a notice or document to a shareholder in accordance with subsection (1) and the notice or document is returned on two consecutive occasions because the shareholder cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the shareholder until the shareholder informs the corporation in writing of the shareholder's new address.

123. Subsection 257(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Les mentions du registre des valeurs mobilières et les certificats de valeurs mobilières émis par la société établissent, à défaut de preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les valeurs mobilières sont inscrites sont propriétaires des valeurs mentionnées dans le registre ou sur les certificats.

124. Sections 258.1 and 258.2 of the Act are replaced by the following:

258.1 The Director may establish the requirements for the content and fix the form, including electronic or other forms, of notices and documents sent to or issued by the Director pursuant to this Act, including

252.7 Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une signature, autre que celle exigée pour une déclaration visée à l'article 252.6, la signature qui résulte de l'utilisation d'une technologie ou d'un procédé satisfait à l'obligation en ce qui concerne un document électronique si les exigences réglementaires visant l'application du présent article sont observées, s'il y a lieu, et que la technologie ou le procédé permet d'établir ce qui suit :

- a) la signature est propre à l'utilisateur;
- b) la technologie ou le procédé est utilisé par une personne pour l'incorporation, l'adjonction ou l'association de la signature de cette personne au document électronique;
- c) la technologie ou le procédé permet d'identifier l'utilisateur.

122. Le paragraphe 253(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La société n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est informée par écrit de la nouvelle adresse de l'actionnaire introuvable.

123. Le paragraphe 257(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les mentions du registre des valeurs mobilières et les certificats de valeurs mobilières émis par la société établissent, à défaut de preuve contraire, que les personnes au nom desquelles les valeurs mobilières sont inscrites sont propriétaires des valeurs mentionnées dans le registre ou sur les certificats.

124. Les articles 258.1 et 258.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

258.1 Le directeur peut établir le mode de présentation, que ce soit sous forme électronique ou autre, et la teneur des avis et documents qu'il envoie ou reçoit en vertu de la présente loi, notamment :

Signatures

Undelivered notices

Retours

Certificat de valeurs mobilières

Certificat de valeurs mobilières

1994, c. 24, s. 26

1994, ch. 24, art. 26

Content and form of notices and documents

Mode de présentation des avis et documents

- (a) the notices and documents that may be transmitted in electronic or other form;
- (b) the persons or classes of persons who may transmit the notices and documents;
- (c) their signature in electronic or other form, or their execution, adoption or authorization in a manner that is to have the same effect for the purposes of this Act as their signature;
- (d) the time and circumstances when electronic notices and documents are to be considered to be sent or received, and the place where they are considered to have been sent or received; and
- (e) any matter necessary for the purposes of the application of this section.

- a) les avis et documents qui peuvent être transmis sous forme électronique ou autre;
- b) les personnes ou catégories de personnes qui peuvent en effectuer la transmission;
- c) les modalités de signature sous forme électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature;
- d) les délais et les circonstances dans lesquels les avis et documents électroniques sont présumés avoir été envoyés ou reçus, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été envoyé ou reçu;
- e) tout ce qui est utile à l'application du présent article.

Exemption

258.2 In the prescribed circumstances, the Director may, on any conditions that the Director considers appropriate, exempt from the application of any provision of this Act requiring notices or documents to be sent to the Director any notices or documents or classes of notices or documents containing information similar to that contained in notices or documents required to be made public pursuant to any other Act of Parliament or to any Act of the legislature of a province as the Director specifies.

258.2 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, dans les circonstances réglementaires, le directeur peut, selon les modalités qu'il estime utiles, prévoir qu'il n'est pas nécessaire de lui envoyer tels avis ou documents ou catégories d'avis ou de documents si les renseignements y figurant sont semblables à ceux qui figurent dans des documents devant être rendus publics aux termes d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.

Dispense

1994, c. 24,
s. 27

125. Section 261 of the Act is replaced by the following:

125. L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24,
art. 27

Regulations

261. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
- (a.1) defining anything that, by this Act, is to be defined by regulation;
- (b) requiring the payment of a fee in respect of the filing, examination or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount of the fee or the manner of determining the fee;
- (c) respecting the payment of fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of

261. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- a.1) définir tout ce qui, aux termes de la présente loi, doit être défini par règlement;
- b) établir des droits à imposer pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur aux termes de la présente loi ou les modalités de détermination;
- c) prévoir les modalités de paiement des droits, y compris de temps, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits

Règlements

fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;

(c.1) prescribing, for the purposes of subsection 137(1.1), a manner of determining the number of shares required for a person to be eligible to submit a proposal, including the time and manner of determining a value or percentage of the outstanding shares of the corporation;

(d) prescribing, for the purposes of paragraph 137(5)(d), the minimum amount of support required in relation to the number of times the shareholder has submitted substantially the same proposal within the prescribed period;

(e) prescribing rules with respect to exemptions permitted by this Act;

(f) prescribing that, for the purpose of paragraph 155(1)(a), the standards as they exist from time to time, of an accounting body named in the regulations shall be followed;

(g) prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part XX.1, including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to have been provided or received and the place where it is considered to have been provided or received;

(h) prescribing the manner of, and conditions for, participating in a meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting; and

(i) prescribing, for the purposes of subsection 141(3), the manner of, and conditions for, voting at a meeting of shareholders by means of a telephonic, electronic or other communication facility.

peuvent être remboursés en tout ou en partie;

c.1) prévoir, pour l'application du paragraphe 137(1.1), le mode de détermination du nombre d'actions requis pour soumettre une proposition, y compris les modalités — de temps ou autres — d'évaluation des actions ou de détermination du pourcentage nécessaire par rapport à l'ensemble des actions de la société;

d) prévoir, pour l'application de l'alinéa 137(5)d), l'appui nécessaire à la proposition d'un actionnaire en fonction du nombre de propositions à peu près identiques déjà présentées par celui-ci dans le délai réglementaire;

e) établir les règles relatives aux exemptions ou dispenses prévues par la présente loi;

f) prescrire, pour l'application de l'alinéa 155(1)a), de suivre les normes en cours de l'organisme comptable désigné dans le règlement;

g) prévoir tout ce qui est utile à l'application de la partie XX.1, y compris les délais et les circonstances dans lesquels le document électronique est présumé avoir été transmis ou reçu, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été transmis ou reçu;

h) prévoir la façon de participer aux assemblées ou réunions par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer entre eux, ainsi que les exigences à respecter dans le cadre de cette participation;

i) prévoir, pour l'application du paragraphe 141(3), la façon de voter par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — lors d'une assemblée, ainsi que les exigences à respecter dans le cadre du vote.

Incorporation
by reference

(2) The regulations may incorporate any material by reference regardless of its source and either as it exists on a particular date or as amended from time to time.

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document — quelle que soit sa provenance —, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

Incorporation
par renvoi

Incorporated material is not a regulation

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act* because it is incorporated by reference.

(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

Nature du document incorporé

126. The Act is amended by adding the following after section 261:

126. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 261, de ce qui suit :

Fee to be paid before service performed

261.1 The fee in respect of the filing, examination, or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take, shall be paid to the Director on the filing, examination, or copying or before the Director takes the action in respect of which the fee is payable.

261.1 Les droits pour le dépôt, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur doivent lui être versés au moment du dépôt, de l'examen ou de la reproduction ou avant qu'il ne prenne la mesure pour laquelle le droit est exigible.

Paiement des droits antérieur à la fourniture du service

1994, c. 24, s. 28(1)

127. (1) The portion of paragraph 262(2)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

127. (1) Le passage de l'alinéa 262(2)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, par. 28(1)

(b) on receiving the articles or statement in the form that the Director fixes, any other required documents and the required fees, the Director shall

b) le directeur doit, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme établie par lui, de tout autre document requis et des droits y afférents :

1994, c. 24, s. 28(1)

(2) Subparagraphs 262(2)(b)(iv) and (v) of the Act are replaced by the following:

(2) Les sous-alinéas 262(2)b)(iv) et (v) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 24, par. 28(1)

(iv) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate, to the corporation or its agent, and

(iv) envoyer à la société ou à son mandataire le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de celui-ci;

(v) publish a notice of the issuance of the certificate in a publication generally available to the public.

(v) publier dans une publication accessible au grand public un avis de la délivrance de ce certificat.

1994, c. 24, s. 29

128. Section 262.1 of the Act is renumbered as subsection 262.1(1) and is amended by adding the following:

128. L'article 262.1 de la même loi devient le paragraphe 262.1 (1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 29

Authority to sign notices

(2) The notices referred to in subsections 19(2) and (4) and subsections 106(1) and 113(1), and the annual return referred to in section 263, may be signed by any individual who has the relevant knowledge of the corporation and who is authorized to do so by the directors, or, in the case of the notice referred to in subsection 106(1), the incorporators.

(2) Les avis visés aux paragraphes 19(2) ou (4), la liste prévue au paragraphe 106(1), l'avis prévu au paragraphe 113(1) ainsi que le rapport annuel visé à l'article 263 peuvent être signés par tout particulier ayant une connaissance suffisante de la société, sur autorisation des administrateurs ou, dans le cas de la liste visée au paragraphe 106(1), des fondateurs.

Particuliers autorisés à signer certains documents

Execution of documents

(3) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of like form, each of which is executed

(3) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs particuliers pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de même forme, dont chacun est signé par un

Présomption relative à la signature des documents

or signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for the purposes of this Act.

129. Section 263 of the Act is replaced by the following:

Annual return

263. Every corporation shall, on the prescribed date, send to the Director an annual return in the form that the Director fixes and the Director shall file it.

Certificate

263.1 (1) The Director may provide any person with a certificate stating that a corporation

(a) has sent to the Director a document required to be sent under this Act;

(b) has paid all required fees; or

(c) exists as of a certain date.

Director may refuse to issue certificate of existence

(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate described in paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the corporation is in default of sending a document required to be sent under this Act or is in default of paying a required fee.

130. Sections 265 and 266 of the Act are replaced by the following:

Corrections at request of Director

265. (1) If there is an error in articles, a notice, a certificate or other document, the directors or shareholders of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act, and take such other steps as the Director may reasonably require so that the Director may correct the document.

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the correction would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation.

Corrections at the request of the corporation

(3) The Director may, at the request of the corporation or of any other interested person, accept a correction to any of the documents referred to in subsection (1) if

(a) the correction is approved by the directors of the corporation, unless the error is obvious or was made by the Director; and

ou plusieurs de ces particuliers. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.

129. L'article 263 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

263. La société doit, à la date prescrite, envoyer au directeur un rapport annuel en la forme établie par lui et celui-ci doit le déposer.

Rapport annuel

263.1 (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant la remise par la société des documents dont l'envoi est requis par la présente loi, le paiement des droits requis ou l'existence de la société à une date précise.

Certificat

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat attestant l'existence de la société notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est requis par la présente loi ou de payer des droits requis.

Refus de délivrance

130. Les articles 265 et 266 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

265. (1) En cas d'erreur dans les statuts, les avis ou les certificats ou autres documents, le directeur peut, afin de les rectifier, demander aux administrateurs ou actionnaires de la société de prendre toute mesure raisonnable, notamment d'adopter des résolutions et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi.

Rectifications à la demande du directeur

(2) Il ne peut cependant procéder à la demande que s'il est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société.

Rectifications ne portent pas préjudice

(3) À la demande de la société ou de toute autre personne intéressée en vue de faire rectifier les erreurs contenues dans des documents visés au paragraphe (1), le directeur peut permettre que les documents rectifiés lui soient envoyés si :

Rectifications à la demande de la société ou autre

(b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation and that the correction reflects the original intention of the corporation or the incorporators, as the case may be.

a) les rectifications sont approuvées par les administrateurs de la société, sauf dans le cas d'erreurs manifestes ou faites par le directeur lui-même;

b) le directeur est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société et qu'elles reflètent l'intention visée à l'origine.

Application to court

(4) If, in the view of the Director, of the corporation or of any interested person who wishes a correction, a correction to any of the documents referred to in subsection (1) would prejudice any of the shareholders or creditors of a corporation, the Director, the corporation or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the document be corrected and for an order determining the rights of the shareholders or creditors.

(4) Si les rectifications, de l'avis du directeur, de la société ou de toute personne intéressée qui les désire, risquent de porter préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance afin de rectifier le document.

Intervention du tribunal

Notice to Director

(5) An applicant under subsection (4) shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

(5) Avis de la demande de la société ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au directeur

Director may require surrender of document

(6) The Director may demand the surrender of the original document, and may issue a corrected certificate or file the corrected articles, notice or other document.

(6) Le directeur peut exiger la restitution du document à rectifier, délivrer un certificat rectifié et enregistrer tout autre document rectifié.

Restitution

Date of corrected document

(7) A corrected document shall bear the date of the document it replaces unless

(a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document shall bear the corrected date; or

(b) the court decides otherwise.

(7) Le document rectifié porte la date de celui qu'il remplace, la date rectifiée — dans le cas où la rectification porte sur la date du document — ou celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu.

Date du document

Notice

(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director shall without delay give notice of the correction in a publication generally available to the public.

(8) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication accessible au grand public.

Avis

Cancellation of articles by Director

265.1 (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and related certificate of a corporation.

265.1 (1) Le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts d'une société et les certificats y afférents.

Annulation à la demande du directeur

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation.

(2) Il ne peut cependant les annuler que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société.

Annulation conditionnelle

Request to
Director to
cancel articles

(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a corporation or of any other interested person, cancel the articles and related certificate of the corporation if

(a) the cancellation is approved by the directors of the corporation; and

(b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the shareholders or creditors of the corporation and that the cancellation reflects the original intention of the corporation or the incorporators, as the case may be.

Application to
court

(4) If, in the view of the Director, of the corporation or of any interested person who wishes a cancellation, a cancellation of articles and a related certificate would prejudice any of the shareholders or creditors of a corporation, the Director, the corporation or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the articles and certificate be cancelled and for an order determining the rights of the shareholders or creditors.

Notice to
Director

(5) An applicant under subsection (4) shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

Return of
certificate

(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.

Inspection

266. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent to the Director under subsection 230(2), and to make copies of or extracts from it.

Copies

(2) The Director shall furnish any person with a copy, extract, certified copy or certified extract of a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent under subsection 230(2).

131. Subsection 267(3) of the Act is replaced by the following:

(3) À la demande de la société ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts et les certificats y afférents si :

a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de la société;

b) le directeur est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société et qu'elle reflète l'intention d'origine.

Annulation à
la demande
de la société
ou autre

(4) Si l'annulation des statuts ou des certificats y afférents, de l'avis du directeur, de la société ou de toute personne intéressée qui la désire, risque de porter préjudice aux actionnaires ou créanciers de la société, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance d'annulation.

Intervention
du tribunal

(5) Avis de la demande de la société ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au
directeur

(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.

Restitution

266. (1) Sur paiement des droits requis, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou ses règlements d'application, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2), et d'en prendre des copies ou extraits.

Consultation

(2) Le directeur doit fournir, à toute personne, une copie ou un extrait — certifiés conformes ou non — des documents dont l'envoi est requis par la présente loi ou les règlements, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 230(2).

Copies

131. Le paragraphe 267(3) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

Retention of records

(3) The Director is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 262, after the expiration of the prescribed period.

(3) Le directeur n'est tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés qui sont enregistrés en vertu de l'article 262, que dans le délai réglementaire.

Production

1994, c. 24, s. 31

132. Subsection 267.1 of the Act is replaced by the following:

132. L'article 267.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 31

Form of publication

267.1 Information or notices required by this Act to be summarized in a publication generally available to the public or published by the Director may be made available to the public or published by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.

267.1 Les renseignements et avis que le directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de résumer dans une publication accessible au grand public ou de publier peuvent être résumés ou publiés à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.

Traitement de l'information

1991, c. 45, s. 556, c. 46, s. 597, c. 47, s. 724(2); 1992, c. 1, s. 160(F)

133. (1) Subsection 268(6) of the Act is replaced by the following:

133. (1) Le paragraphe 268(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 45, art. 556, ch. 46, art. 597, ch. 47, par. 724(2); 1992, ch. 1, art. 160(F)

Discretionary continuance

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed except for the following:

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prescrire aux personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale — mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970 — de demander, dans le délai réglementaire, un certificat de prorogation conformément à l'article 187, à l'exception :

Prorogation discrétionnaire

- (a) a bank;
- (b) a company or society to which the *Insurance Companies Act* applies; and
- (c) a company to which the *Trust and Loan Companies Act* applies.

- a) des banques;
- b) des sociétés ou sociétés de secours régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances*;
- c) des sociétés régies par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

1994, c. 24, s. 32

(2) Subsection 268(7) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 268(7) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, art. 32

Discretionary continuance — *Canada Corporations Act*

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in paragraph (6)(b) or (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in paragraph (6)(b) or (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

Discretionary continuance — *Canada Corporations Act*

1996, c. 10,
s. 213

(3) Subsection 268(11) of the English version of the Act is replaced by the following:

Exception for
railway
companies

(11) A body corporate that is incorporated by or under a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, may apply for a certificate of continuance under section 187.

Replacement
of « apparte-
nance » with
« droit de
propriété »

134. The French version of the Act is amended by replacing the word « appartenance » with the words « droit de propriété », with the modifications that the circumstances require, in the following provisions:

- (a) paragraph 6(1)(d);
- (b) paragraph 173(1)(n);
- (c) paragraph 174(1)(c);
- (d) subsections 174(2), (3) and (4);
- (e) subsection 174(6);
- (f) paragraph 176(1)(h);
- (g) subsection 176(3); and
- (h) paragraph 190(1)(a).

Technical
amendments

135. The English version of the Act is amended as set out in the schedule.

Review of
*Canada
Business
Corporations
Act*

136. A committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament that is designated or established for the purpose shall, within five years after the coming into force of this section, and within every ten years thereafter, undertake a review of the provisions and operations of the *Canada Business Corporations Act*, and shall, within a reasonable period thereafter, cause to be laid before each House of Parliament a report thereon.

(3) Le paragraphe 268(11) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10,
art. 213

(11) A body corporate that is incorporated by or under a Special Act, as defined in section 87 of the *Canada Transportation Act*, may apply for a certificate of continuance under section 187.

Exception for
railway
companies

134. Dans la version française de la même loi, notamment dans les passages ci-après, « appartenance » est remplacé par « droit de propriété », avec les adaptations nécessaires :

Remplace-
ment de
« apparte-
nance » par
« droit de
propriété »

- a) l'alinéa 6(1)d);
- b) l'alinéa 173(1)n);
- c) l'alinéa 174(1)c);
- d) les paragraphes 174(2), (3) et (4);
- e) le paragraphe 174(6);
- f) l'alinéa 176(1)h);
- g) le paragraphe 176(3);
- h) l'alinéa 190(1)a).

135. La version anglaise de la même loi est modifiée conformément à l'annexe.

Modifications
matérielles

136. Dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article — et ce ensuite tous les dix ans — le comité soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin procède à un examen des dispositions et de l'application de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Il dispose ensuite d'un délai raisonnable pour faire déposer son rapport devant chaque chambre du Parlement.

Examen de la
*Loi canadienne
sur les sociétés
par actions*

1998, c. 1

CANADA COOPERATIVES ACT

LOI CANADIENNE SUR LES COOPÉRATIVES

1998, ch. 1

137. (1) The definitions “distributing cooperative”, “member loan”, “person” and “security” in subsection 2(1) of the *Canada Cooperatives Act* are replaced by the following:

“distributing
cooperative”
« coopérative
ayant fait
appel au
public »

“distributing cooperative” means, subject to subsections 4(4) and (5), a distributing cooperative as defined in the regulations.

137. (1) Les définitions de « coopérative ayant fait appel au public », « personne », « prêt de membre » et « valeur mobilière », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur les coopératives*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« coopérative ayant fait appel au public »
Sous réserve des paragraphes 4(4) et (5), s'entend au sens des règlements.

« coopérative
ayant fait
appel au
public »
“distributing
cooperative”

“member loan”
« prêt de membre »

“member loan” means a loan required by the cooperative from its members as a condition of membership or to continue membership in the cooperative, and, for the purpose of Parts 8, 16, 17, 18.1 and 19 and subsection 163(2), a member loan is deemed to be a membership share issued at par value.

“person”
« personne »

“person” means an individual or an entity, and includes a personal representative.

“security”
« valeur mobilière »

“security” includes an investment share, a debt obligation of a cooperative and a certificate evidencing such a share or debt obligation and, for the purposes of section 173 and Parts 18.1 and 19, includes a membership share.

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“personal representative”
« représentant personnel »

“personal representative” means a person who stands in place of and represents another person including, but not limited to, a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator, a mandatar or an attorney.

(3) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:

Minors

(3) For the purposes of this Act, the word “minor” has the same meaning as in the applicable provincial law and, in the absence of any such law, has the same meaning as the word “child” in the United Nations Convention on the Rights of the Child, adopted in the United Nations General Assembly on November 20, 1989.

138. Subsections 4(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

Exemptions —
on application
by cooperative

(4) On the application of a cooperative, the Director may determine that the cooperative is not or was not a distributing cooperative if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

Exemptions —
classes of
cooperatives

(5) The Director may determine that a class of cooperatives are not or were not distributing cooperatives if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

« personne » Particulier ou entité, notamment son représentant personnel.

« prêt de membre » Prêt que la coopérative demande à ses membres comme condition de leur adhésion ou du renouvellement de celle-ci. Pour l’application des parties 8, 16, 17, 18.1 et 19 et du paragraphe 163(2), le prêt de membre est assimilé à une part de membre émise à sa valeur nominale.

« valeur mobilière » S’entend notamment d’une part de placement, d’un titre de créance de la coopérative et, pour l’application de l’article 173 et des parties 18.1 et 19, d’une part de membre, y compris le certificat en attestant l’existence.

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« représentant personnel » Personne agissant en lieu et place d’une autre, notamment un fiduciaire, un exécuter testamentaire, un administrateur du bien d’autrui, un liquidateur de succession, un tuteur, un curateur, un séquestre ou un mandataire.

**(3) Le paragraphe 2(3) de la même loi est 25
remplacé par ce qui suit :**

(3) Pour l’application de la présente loi, « mineur » s’entend au sens des règles du droit provincial applicables. En l’absence de telles règles, ce terme s’entend au sens donné au mot « enfant » dans la Convention internationale des droits de l’enfant, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

138. Les paragraphes 4(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Le directeur peut, à la demande de la coopérative, décider que celle-ci n’est ou n’était pas une coopérative ayant fait appel au public, s’il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l’intérêt public.

(5) Le directeur peut déterminer les catégories de coopératives qui ne sont ou n’étaient pas des coopératives ayant fait appel au public, s’il est convaincu que cette décision ne porte pas atteinte à l’intérêt public.

« personne »
“person”

« prêt de membre »
“member loan”

« valeur mobilière »
“security”

« représentant personnel »
“personal representative”

Minorité

Exemption

Exemption
par catégorie

Incorporators

139. Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:

8. (1) An application for incorporation of a cooperative may be made by a minimum of three persons, or by one or more cooperative entities, who intend to be members of the cooperative.

140. Subsection 12(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a notice that is required to be given under subsection 30(2) or 81(1) indicates that the cooperative, if it came into existence, would be in compliance with the Act.

141. (1) Subparagraphs 15(2)(a)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

- (i) the designation of the classes or regional groups of members, if any, who may be represented by delegates,
- (ii) the procedure for altering classes or regional groups of members, if applicable, and

(2) Paragraph 15(2)(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) the division of members into classes or regional groups and, if so,
 - (i) the qualifications for membership in each class or regional group,
 - (ii) the conditions precedent to membership in each class or regional group,
 - (iii) the method, time and manner of withdrawing from a class or regional group or transferring membership from one class or regional group to another and any applicable conditions on a transfer, and
 - (iv) the conditions on which membership in a class or regional group ends;

142. Paragraph 16(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) contained undertakings by every member and the successors, assigns and personal

139. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) La demande de constitution d’une coopérative peut être présentée par au moins trois personnes — ou par une ou plusieurs entités coopératives — qui entendent en devenir membres.

140. Le paragraphe 12(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) l’avis ou la liste exigés respectivement aux paragraphes 30(2) et 81(1) n’indiquent pas que la coopérative, une fois constituée, serait en contravention avec la présente loi.

141. (1) Les sous-alinéas 15(2)a)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (i) la désignation des catégories de membres ou groupes régionaux de ceux-ci, devant être représentés par des délégués,
- (ii) la procédure de modification des catégories de membres ou groupes régionaux de ceux-ci, s’il y a lieu,

(2) L’alinéa 15(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) la division de membres en catégories ou groupes régionaux et, dans ce cas :
 - (i) les qualités requises des membres de chaque catégorie ou groupe,
 - (ii) les conditions préalables à l’adhésion à chaque catégorie ou groupe,
 - (iii) la méthode, le moment et la manière applicables au retrait d’une catégorie ou d’un groupe ou au transfert de l’adhésion d’une catégorie ou d’un groupe à un autre, ainsi que les conditions applicables au transfert,
 - (iv) les conditions de retrait ou d’exclusion d’une catégorie ou d’un groupe;

142. L’alinéa 16b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) comportaient un engagement de la part de chaque membre et de ses successeurs,

Fondateurs

representatives of every member to observe all the provisions of the articles and by-laws.

143. Paragraph 19(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) make an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the cooperative and the person who entered into or purported to enter into the contract by or on behalf of the cooperative; and

144. Subsections 20(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) The name of a cooperative may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets the prescribed criteria. The cooperative may use and be legally designated by any such form.

145. (1) Subsection 28(1) of the Act is amended by adding the word “or” at the end of paragraph (e) and by replacing paragraphs (f) and (g) with the following:

(f) a sale, lease or exchange of all or substantially all of the property of the cooperative was not authorized.

(2) Subsection 28(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the cooperative.

146. Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Despite subsection (1), but subject to the *Income Tax Act*, the *Excise Tax Act*, the *Customs Act* and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a cooperative may keep all or any of its records mentioned in paragraphs (1)(a), (b), (c), (f) and (g) and (2)(a) and (b) at a place outside Canada, if

ayants droit ou ayants cause et les représentants personnels de chaque membre d'en observer toutes les dispositions.

143. L'alinéa 19(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une ordonnance au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité découlant du contrat attribuables à la coopérative et à la personne qui a conclu ou est censée avoir conclu le contrat pour elle;

144. Les paragraphes 20(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) La coopérative peut, dans ses statuts, adopter une dénomination sociale anglaise, française, dans ces deux langues ou dans une forme combinée de ces deux langues pourvu que la forme combinée soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre de celles-ci.

145. (1) Les alinéas 28(1)f) et g) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) une vente, une location ou un échange de la totalité ou de la quasi-totalité des biens de la coopérative n'a pas été autorisé.

(2) Le paragraphe 28(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has, or ought to have, knowledge of a situation described in that subsection by virtue of their relationship to the cooperative.

146. Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), mais sous réserve de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur les douanes* et de toute autre loi relevant du ministre du Revenu national, la coopérative peut conserver à l'étranger la totalité ou une partie de ses livres dont la tenue est exigée par les alinéas (1)a), b), c), f) et g) et (2)a) et b) si les conditions suivantes sont réunies :

Alternate form

Choix de la dénomination sociale

Exception

Exception

When records or registers kept outside Canada

Livres conservés à l'étranger

(a) the records are available for inspection, by means of a computer terminal or other technology, during regular office hours at the registered office or another office in Canada designated by the directors; and

(b) the cooperative provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).

147. Subsection 32(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Members, creditors and shareholders of the cooperative, their personal representatives and the Director may examine the records referred to in paragraphs 31(1)(a), (b), (c) (f) and (g) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from the records, free of charge, or have copies of them made after payment of a reasonable fee.

Inspection and copying of records by members, creditors and shareholders

148. Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

33. (1) Members, shareholders and creditors of a cooperative and their personal representatives and, where the cooperative is a distributing cooperative, any other person, may request that the cooperative provide them with a list of members or shareholders, no later than ten days after the cooperative receives the affidavit referred to in subsection (2) and after payment of a reasonable fee.

Lists

149. Subsection 48(3) of Act is replaced by the following:

(3) Unless the by-laws provide otherwise, a member or shareholder may participate in a meeting of the cooperative, in accordance with the regulations, if any, by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the cooperative makes available such a communication facility.

Participation in meeting by electronic means

(3.1) If the directors of a cooperative, or any other person, call a meeting of the cooperative pursuant to this Act, those directors or that person, as the case may be, may determine that

Meeting held by electronic means

a) les livres sont accessibles pour consultation, au moyen d'un terminal d'ordinateur ou d'un autre moyen technologique, durant les heures normales d'ouverture au siège social de la coopérative ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;

b) la coopérative fournit l'aide technique nécessaire à une telle consultation.

147. Le paragraphe 32(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les membres, les créanciers, les détenteurs de parts de placement, leurs représentants personnels, ainsi que le directeur peuvent consulter les livres visés aux alinéas 31(1)a), b), c), f) et g) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de la coopérative et en faire gratuitement des extraits, ou en obtenir des copies après paiement d'un droit raisonnable.

Consultation et copies

148. Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Les membres, les détenteurs de parts de placement, les créanciers et leurs représentants personnels peuvent demander à la coopérative de leur remettre, après paiement d'un droit raisonnable, dans les dix jours suivant la réception, par la coopérative, de l'affidavit visé au paragraphe (2), une liste des membres ou des détenteurs de parts de placement. Cette faculté doit être accordée à toute autre personne dans le cas d'une coopérative ayant fait appel au public.

Lists

149. Le paragraphe 48(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, tout membre ou détenteur de parts de placement peut, conformément aux éventuels règlements, participer à une assemblée de la coopérative par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux et mis à leur disposition par la coopérative.

Participation aux assemblées par moyen de communication électronique

(3.1) Les administrateurs ou toute autre personne qui convoquent une assemblée de la coopérative conformément à la présente loi peuvent prévoir que celle-ci sera tenue,

Tenue d'assemblées par moyen de communication électronique

the meeting shall be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting, if the by-laws so provide.

150. Subsection 50(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Despite subsection (1), the cooperative may apply to the court for an order extending the time for calling an annual meeting.

Order to delay
calling of
annual
meeting

151. (1) Subsection 51(1) of the Act is replaced by the following:

51. (1) The directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for the determination of the members or shareholders who are entitled to receive payment of a dividend or for any other purpose except the right to receive notice of, or to vote at, a meeting.

Record date

(2) Subsections 51(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) For the purpose of determining the shareholders who are entitled to receive notice of a meeting of the shareholders, the directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for that determination.

Record date —
notice of
shareholders'
meetings

(4) For the purposes of determining the shareholders who are entitled to vote at a meeting of shareholders, the directors may, within the prescribed period, fix in advance a date as the record date for that determination.

Record date —
voting at
shareholders'
meetings

(3) The portion of subsection 51(6) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(6) If a record date with respect to shareholders is fixed under this section, unless notice of the date is waived by each shareholder whose name is set out in the securities register at the close of business on the day the directors fix the record date, notice of the record date must be given within the prescribed period

If record date
fixed

conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux, pourvu que les règlements administratifs permettent une telle assemblée.

150. Le paragraphe 50(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré le paragraphe (1), la coopérative peut demander au tribunal d'ordonner la prorogation des délais prévus pour convoquer l'assemblée annuelle.

Prorogation
de délais

151. (1) Le paragraphe 51(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

51. (1) Le conseil d'administration peut fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour déterminer les membres et détenteurs de parts de placement habiles à recevoir des dividendes ou à toute autre fin, sauf en ce qui touche le droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter.

Date de
référence

(2) Les paragraphes 51(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à recevoir avis d'une assemblée.

Date de
référence : avis
d'assemblée des
détenteurs de
parts de
placement

(4) Les administrateurs peuvent fixer d'avance, dans le délai réglementaire, la date de référence pour déterminer les détenteurs de parts de placement habiles à voter lors de cette assemblée.

Date de
référence :
vote des
détenteurs de
parts de
placement

(3) Le passage du paragraphe 51(6) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(6) Une fois la date de référence à l'égard de détenteurs de parts de placement fixée en vertu du présent article — sauf renonciation de chacun des détenteurs de parts de placement dont le nom figure au registre des valeurs mobilières à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de fixation de la date de

Avis relatif à
la date de
référence

référence par les administrateurs — avis doit en être donné, dans le délai réglementaire :

152. Subsection 52(1) of the Act is replaced by the following:

Notice of meetings

52. (1) Notice of the time and place of a meeting of a cooperative must be sent within the prescribed period

- (a) to each person who is entitled to vote at the meeting;
- (b) to each director; and
- (c) to the auditor of the cooperative, if any.

Exception

(1.1) In the case of a cooperative that is not a distributing cooperative, the notice may be sent within a shorter period if so specified in the articles or the by-laws.

153. (1) Subsections 58(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Proposals by members or directors to amend articles

(2) Any member or director may, in accordance with section 290, make a proposal to amend the articles.

Proposals by other persons to amend articles

(2.1) Any other person may, in accordance with section 290, make a proposal to amend the articles if the person

- (a) has been, for at least the prescribed period, the registered holder or the beneficial owner of at least the prescribed number of outstanding investment shares of the cooperative; or
- (b) has the support of persons who, in the aggregate, and including or not including the person that submits the proposal, have been, for at least the prescribed period, the registered holders, or the beneficial owners of, at least the prescribed number of outstanding investment shares of the cooperative.

Information to be provided

(2.2) A proposal submitted by a person described in paragraph (2.1)(a) must be accompanied by the following information:

- (a) the name and address of the person and of the person's supporters, if applicable; and
- (b) the number of investment shares held or owned by the person and by the person's

152. Le paragraphe 52(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis de l'assemblée

52. (1) Avis des date, heure et lieu de l'assemblée de la coopérative doit, dans le délai réglementaire, être envoyé :

- a) à chaque personne habile à y voter;
- b) à chaque administrateur;
- c) au vérificateur de la coopérative, s'il y en a un.

Exception

(1.1) Toutefois, dans le cas d'une coopérative autre qu'une coopérative ayant fait appel au public, l'avis peut être envoyé dans un délai plus court prévu par les statuts ou les règlements administratifs.

153. (1) Les paragraphes 58(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Modifications des statuts

(2) Tout membre ou administrateur peut, conformément à l'article 290, présenter une proposition de modification des statuts.

Soumission des propositions

(2.1) Toute autre personne peut, conformément à l'article 290, soumettre une proposition de modification des statuts si elle remplit les conditions suivantes :

- a) soit avoir été, pendant au moins la durée réglementaire, le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire d'au moins le nombre réglementaire des parts de placement de la coopérative en circulation;
- b) soit avoir eu l'appui de personnes qui, pendant au moins la durée réglementaire, collectivement et avec ou sans elle, sont les détenteurs inscrits ou les véritables propriétaires d'au moins le nombre réglementaire des parts de placement de la coopérative en circulation.

Renseignements à fournir

(2.2) La proposition soumise en vertu de l'alinéa (2.1)a) est accompagnée des renseignements suivants :

- a) les nom et adresse de son auteur et des personnes qui l'appuient, s'il y a lieu;
- b) le nombre de parts de placement dont celui-ci ou les personnes qui l'appuient, s'il y a lieu, sont les détenteurs inscrits ou les

	supporters, if applicable, and the date the investment shares were acquired.	véritables propriétaires ainsi que leur date d'acquisition.	
Information not part of proposal	(2.3) The information provided under subsection (2.2) does not form part of the proposal or of the supporting statement referred to in subsection (3) and is not included for the purposes of the prescribed maximum word limit set out in subsection (3).	(2.3) Les renseignements prévus au paragraphe (2.2) ne font pas partie de la proposition ni de l'exposé visé au paragraphe (3) et n'entrent pas dans le calcul du nombre maximal de mots prévus par règlement et exigé à ce paragraphe.	Renseignements non comptés
Proof may be required	(2.4) If requested by the cooperative within the prescribed period, a person who submits a proposal must provide proof, within the prescribed period, that the person meets the requirements of subsection (2.1).	(2.4) Sur demande de la coopérative dans le délai réglementaire, l'auteur de la proposition est tenu d'établir, dans le délai réglementaire, qu'il remplit les conditions prévues au paragraphe (2.1).	Charge de la preuve
Proposal and statement to accompany notice of meeting	(3) A proposal submitted for consideration at a meeting must be attached to the notice of the meeting, together with, if requested by the person making the proposal, a statement in support of the proposal and the name and address of person making the proposal. The statement and the proposal must together not exceed the prescribed maximum number of words.	(3) La proposition soumise à la délibération d'une assemblée doit être jointe à l'avis d'assemblée et, à la demande de son auteur, être accompagnée d'un exposé à l'appui, avec ses nom et adresse. L'exposé et la proposition, combinés, comportent un nombre maximal de mots prévu par règlement.	Pièces jointes
	(2) Paragraph 58(4)(a) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 58(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(a) the proposal is not submitted to the cooperative at least the prescribed number of days before the anniversary date of the notice of meeting that was sent to members and shareholders in connection with the previous annual meeting;	a) la proposition ne lui a pas été soumise avant le délai réglementaire précédant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de l'avis de convocation de la dernière assemblée annuelle envoyé aux membres et aux détenteurs de parts de placement;	
	(3) Paragraph 58(4)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:	(3) L'alinéa 58(4)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the cooperative or its directors, officers, members or security holders;	(b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the cooperative or its directors, officers, members or security holders;	
	(4) Paragraphs 58(4)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:	(4) Les alinéas 58(4)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
	(c) not more than the prescribed period before the receipt of a proposal, a person failed to present, at a meeting, a proposal that, at the person's request, had been attached by the cooperative to the notice of the meeting;	c) au cours du délai réglementaire précédant la réception de sa proposition, la personne avait omis de présenter, à l'assemblée, une proposition que, à sa requête, la coopérative avait fait figurer dans un avis de cette assemblée;	

(d) substantially the same proposal was attached to a notice of meeting relating to a meeting of the cooperative held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and the proposal did not receive the prescribed minimum amount of support at the meeting; or

(5) Section 58 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Cooperative may refuse to include proposal

(4.1) If

(a) a person described in subsection (2.1) makes a proposal and fails to continue to hold or own the number of investment shares referred to in that subsection up to and including the day of the meeting, or

(b) a member makes a proposal and, prior to the meeting, withdraws from membership in accordance with section 39,

the cooperative is not required to include in the notice of a meeting, or attach to it, any proposal submitted by that person for any meeting held within the prescribed period following the date of the meeting.

154. Subsections 60(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Refusal to include proposal

60. (1) If a cooperative refuses to include a proposal in a notice of a meeting referred to in section 52, the cooperative must, within the prescribed period after the day on which it receives the proposal or the day on which it receives the proof of ownership under subsection 58(2.4), as the case may be, notify in writing the person submitting the proposal of its intention to omit the proposal from the notice and of the reasons for the refusal.

Restraining order by court

(2) On the application of a person submitting a proposal who claims to be aggrieved by a cooperative's refusal under subsection (1), a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order it thinks fit.

d) une proposition à peu près identique figurant dans un avis d'assemblée de la coopérative a été présentée à une assemblée tenue dans le délai réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par les règlements;

(5) L'article 58 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Refus de prendre en compte la proposition

(4.1) Dans le cas où l'auteur de la proposition ne demeure pas le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire des parts de placement de la coopérative visées au paragraphe (2.1) jusqu'à la tenue de l'assemblée ou se retire de la coopérative selon les règles énoncées à l'article 39 avant la tenue de celle-ci, la coopérative peut refuser de joindre à l'avis d'assemblée toute autre proposition soumise par celui-ci dans le délai réglementaire suivant la tenue de l'assemblée.

154. Les paragraphes 60(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Refus d'inclure une proposition

60. (1) La coopérative qui a l'intention de refuser de joindre une proposition à l'avis d'assemblée prévu à l'article 52 doit, dans le délai réglementaire suivant la réception par la coopérative de la preuve exigée en vertu du paragraphe 58(2.4) ou de la réception de la proposition, selon le cas, en donner par écrit un avis motivé à la personne qui l'a soumise.

Ordonnance empêchant la tenue de l'assemblée

(2) Sur demande de l'auteur de la proposition qui prétend avoir subi un préjudice suite au refus mentionné au paragraphe (1), le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée et notamment, empêcher la tenue de l'assemblée à laquelle la proposition devait être présentée.

155. Section 65 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Electronic
voting

(3) Despite subsection (1), unless the by-laws provide otherwise, any vote referred to in subsection (1) may be held, in accordance with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility, if the cooperative makes available such a communication facility.

Voting while
participating
electronically

(4) Unless the by-laws otherwise provide, a member or shareholder participating in a meeting of the cooperative under subsection 48(3) or (3.1) and entitled to vote at that meeting may vote, in accordance with the regulations, if any, by means of the telephonic, electronic or other communication facility that the cooperative has made available for that purpose.

156. Section 67 of the Act is replaced by the following:

Evidence

67. Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

157. Section 70 of the Act is repealed.

158. Paragraphs 71(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) it is not feasible to call the meeting within the time or in the manner in which those meetings are to be called;
- (b) it is not feasible to conduct the meeting in the manner required by this Act or the by-laws; or

159. Subsection 78(4) of the Act is replaced by the following:

155. L'article 65 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Malgré le paragraphe (1) et sauf disposition contraire des règlements administratifs, le vote mentionné à ce paragraphe peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, entièrement par un moyen de communication téléphonique, électronique ou autre offert par la coopérative.

(4) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, tout membre ou détenteur de parts de placement participant à une assemblée de la coopérative mentionnée aux paragraphes 48(3) ou (3.1) et habile à voter à cette assemblée, peut voter, conformément aux éventuels règlements, par le moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à sa disposition par la coopérative à cette fin.

156. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

67. Sauf s'il y a demande d'un vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de l'assemblée précisant que le président a déclaré qu'une résolution a été adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.

157. L'article 70 de la même loi est abrogé.

158. Le paragraphe 71(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

71. (1) S'il l'estime à propos, notamment lorsque la convocation régulière d'une assemblée ou la tenue de celle-ci selon les règlements administratifs et la présente loi ne peut se faire, le tribunal peut, à la demande d'un administrateur ou d'une personne habile à voter, ordonner la convocation et la tenue d'une assemblée conformément à ses directives.

159. Le paragraphe 78(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Vote par
moyen de
communication
électronique

Vote en cas de
participation
par moyen de
communication
électronique

Preuve

Convocation de
l'assemblée
par le tribunal

Resident in
Canada

(4) At least twenty-five per cent of the directors must be resident in Canada. However, if the cooperative has only three directors, at least one director must be resident in Canada.

(4) Le conseil d'administration se compose d'au moins vingt-cinq pour cent de particuliers résidant au Canada. Toutefois, si la coopérative compte trois administrateurs, au moins l'un d'entre eux doit résider au Canada.

Résidence au
Canada

160. Subsections 83(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

160. Les paragraphes 83(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Election or
appointment
as director

(6) An individual who is elected or appointed to hold office as a director is not a director and is deemed not to have been elected or appointed to hold office as a director unless

(6) L'élection ou la nomination d'un particulier au poste d'administrateur est subordonnée :

Consentement
à l'élection ou
la nomination

(a) he or she was present at the meeting when the election or appointment took place and he or she did not refuse to hold office as a director; or

a) s'il était présent à l'assemblée qui l'élit ou le nomme administrateur, à ce qu'il ne refuse pas d'occuper ce poste;

(b) he or she was not present at the meeting when the election or appointment took place and

b) s'il était absent, soit à son consentement à occuper ce poste, donné par écrit avant son élection ou sa nomination ou dans les dix jours suivants, soit au fait de remplir les fonctions de ce poste après son élection ou sa nomination.

(i) he or she consented to hold office as a director in writing before the election or appointment or within ten days after it, or

(ii) he or she has acted as a director pursuant to the election or appointment.

161. (1) The portion of subsection 85(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

161. (1) Le passage du paragraphe 85(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Vacancy on
board

85. (1) Subject to subsection (3), if there is a vacancy on the board of directors, except a vacancy because of an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles or because of a failure to elect or appoint the number or minimum number of directors provided for in the articles, and there is still a quorum on the board, the remaining directors may

85. (1) Sous réserve du paragraphe (3), en cas de vacances au sein du conseil d'administration, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire ou de nommer le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts, et s'il y a quorum, les administrateurs en fonction peuvent :

Vacances au
sein du
conseil

(2) Subsection 85(6) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 85(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Deemed
directors

(6) If all of the directors have resigned or been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the business and affairs of the cooperative is deemed to be a director for the purposes of this Act.

(6) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués sans être remplacés, quiconque dirige ou surveille les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative est réputé un administrateur pour l'application de la présente loi.

Démission ou
destitution

162. Section 91 of the Act is replaced by the following:

Notice of change of director or director's address

91. (1) A cooperative must, within fifteen days after

(a) a change is made among its directors, or

(b) it receives a notice of change of address of a director referred to in subsection (2),

send to the Director a notice, in the form that the Director fixes, setting out the change.

Director's change of address

(2) A director must, within fifteen days after changing his or her address, send the cooperative a notice of that change.

Application to court

(3) Any interested person, or the Director, may apply to a court for an order to require a cooperative to comply with subsection (1), and the court may so order and make any further order it thinks fit.

163. (1) Subsection 97(1) of the Act is replaced by the following:

Quorum

97. (1) To constitute a quorum,

(a) at least twenty-five per cent of the directors at the meeting must be resident in Canada or, if the cooperative has only three directors, at least one of the directors at the meeting must be resident in Canada; and

(b) a majority of the directors at the meeting must be members of the cooperative, or representatives of members that are entities or members of members that are cooperative entities.

(2) The portion of subsection 97(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception

(2) Despite subsection (1), a meeting of directors may be held without the number of directors resident in Canada required under that subsection if

(3) Paragraph 97(2)(b) of the Act is replaced by the following:

162. L'article 91 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

91. (1) Dans les quinze jours suivant soit tout changement de la composition du conseil d'administration, soit la réception de l'avis de changement d'adresse visé au paragraphe (2), la coopérative doit aviser le directeur du changement en la forme établie par lui.

Avis de changement

(2) S'il change d'adresse, l'administrateur en avise la coopérative dans les quinze jours qui suivent.

Avis de changement d'adresse

(3) À la demande de tout intéressé ou du directeur, le tribunal peut, s'il le juge utile, obliger par ordonnance la coopérative de se conformer au paragraphe (1), et prendre toute autre mesure pertinente.

Demande au tribunal

163. (1) Le paragraphe 97(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

97. (1) Pour que le quorum soit atteint, il faut à la fois :

Quorum

a) qu'au moins vingt-cinq pour cent des administrateurs présents résident au Canada, ou lorsque la coopérative compte trois administrateurs, qu'au moins l'un des administrateurs présents réside au Canada;

b) qu'une majorité des administrateurs présents soient membres de la coopérative soit à titre personnel, soit en tant que membres d'entités coopératives membres ou en tant que représentants d'entités membres.

(2) Le passage du paragraphe 97(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la réunion du conseil peut avoir lieu même en cas d'absence du nombre d'administrateurs résidant au Canada dont la présence est requise par ce paragraphe lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

Dérogation

(3) L'alinéa 97(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the required number would have been present had that director been present at the meeting.

b) la présence de cet administrateur aurait permis de constituer le nombre de participants résidant au Canada dont la présence est requise.

164. Subsection 98(1) of the Act is replaced by the following:

164. Le paragraphe 98(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Participation

98. (1) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

98. (1) Sous réserve des règlements administratifs, les administrateurs peuvent, conformément aux éventuels règlements, participer à une réunion du conseil ou d'un comité du conseil par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux.

Participation

165. Subsection 100(3) of the Act is replaced by the following:

165. Le paragraphe 100(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Evidence

(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

(3) Sauf s'il y a demande d'un vote par scrutin, l'inscription au procès-verbal de la réunion précisant que le président a déclaré qu'une résolution a été adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.

Preuve

166. Paragraph 101(3)(d) of the Act is repealed.

166. L'alinéa 101(3)d) de la même loi est abrogé.

167. (1) Subsection 102(2) of the Act is repealed.

167. (1) Le paragraphe 102(2) de la même loi est abrogé.

(2) Subsection 102(7) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 102(7) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Subrogation

(7) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au présent article, dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

(7) L'administrateur qui acquitte les dettes visées au présent article, dont l'existence est établie au cours d'une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, a droit à toute priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, le cas échéant, est subrogé aux droits constatés dans le jugement.

Subrogation

168. Subsection 103(7) of the Act is repealed.

168. Le paragraphe 103(7) de la même loi est abrogé.

169. Subsection 104(1) of the Act is replaced by the following:

169. Le paragraphe 104(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Voting

104. (1) A director who is interested in a contract or transaction referred to in subsection 103(1) may not vote on any resolution to approve the contract or transaction.

170. Sections 106 and 107 of the Act are replaced by the following:

106. A contract or transaction for which disclosure is required under section 103 is not invalid, and the director or officer is not accountable to the cooperative, its members or its shareholders for any profit realized from the contract or transaction, because of the director's or officer's interest in the contract or transaction or because the director was present or was counted to determine whether a quorum existed at the meeting of directors or committee of directors that considered the contract or transaction, if

- (a) disclosure of the interest was made in accordance with sections 103 to 105;
- (b) the directors approved the contract or transaction; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the cooperative when it was approved.

Confirmation

106.1 Even if the conditions of section 106 are not met, a director or officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the cooperative, its members or its shareholders for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under section 103 and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction if

- (a) the contract or transaction is approved or confirmed by special resolution at a meeting of the members;
- (b) disclosure of the interest was made to the members in a manner sufficient to indicate its nature before the contract or transaction was approved or confirmed; and
- (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the cooperative when it was approved or confirmed.

104. (1) L'administrateur visé au paragraphe 103(1) ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération.

170. Les articles 106 et 107 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

106. Un contrat ou une opération visé par l'obligation de divulgation prévue à l'article 103 n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à la coopérative, aux membres ou aux détenteurs de parts de placement des bénéfices qu'il en a tirés, au seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération ou que l'administrateur a assisté à la réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'en atteindre le quorum, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'administrateur ou le dirigeant a communiqué son intérêt conformément aux articles 103 à 105;
- b) les administrateurs de la coopérative ont approuvé le contrat ou l'opération;
- c) au moment de son approbation, le contrat ou l'opération était équitable pour la coopérative.

Vote

Effet de la divulgation

Confirmation

106.1 Toutefois, même si les conditions visées à l'article 106 ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre compte à la coopérative, aux membres ou aux détenteurs de parts de placement des bénéfices qu'il en a tirés, au seul motif que l'administrateur ou le dirigeant a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le contrat ou l'opération a fait l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par résolution spéciale adoptée à une assemblée des membres;
- b) l'intérêt a été communiqué aux membres de façon suffisamment claire pour en indiquer la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;

Court order

107. If a director or officer of a cooperative fails to disclose an interest in a material contract or transaction in accordance with section 103, or otherwise fails to comply with sections 103 to 106.1, a court may, on the application of the cooperative or a member or shareholder, set aside the contract or transaction on any terms that it thinks fit or order that the director or officer account to the cooperative, its members or its shareholders for any profit realized from the contract or transaction.

171. (1) Paragraph 109(3)(g) of the Act is replaced by the following:

(g) pay a commission referred to in section 128, except as authorized by the directors;

(2) Subsection 109(3) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (h), by adding the word “or” at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) issue investment shares of a series under section 126 except as authorized by the directors.

172. Section 111 of the Act is replaced by the following:

111. A director is not liable under this Part if the director exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the cooperative represented to the director by an officer of the cooperative or in a written report of the auditor of the cooperative fairly to reflect the financial condition of the cooperative; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

173. (1) Subsection 113(2) of the Act is replaced by the following:

c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour la coopérative.

107. Le tribunal peut, à la demande de la coopérative ou d'un membre ou détenteur de parts de placement de la coopérative dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas aux articles 103 à 106.1, notamment en omettant de divulguer son intérêt dans une opération ou un contrat important, l'annuler selon les modalités qu'il estime indiquées ou enjoindre à celui-ci de rendre compte à la coopérative, aux membres ou aux détenteurs de parts de placement de tout bénéfice qu'il en a tiré.

171. (1) L'alinéa 109(3)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) verser la commission prévue à l'article 128, à moins que le versement ne s'effectue qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs;

(2) Le paragraphe 109(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) émettre des parts de placement d'une série conformément à l'article 126, à moins que l'émission ne se fasse qu'en conformité avec l'autorisation des administrateurs.

172. L'article 111 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

111. N'est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité de l'administrateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s'appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la coopérative qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

173. (1) Le paragraphe 113(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ordonnance du tribunal

Due diligence

Défense de diligence raisonnable

Advance of
costs

(2) A cooperative may advance moneys to a director, officer or other individual for the costs, charges and expenses of a proceeding referred to in subsection (1). The individual must repay the moneys if the individual did not fulfil the conditions of subsection (3), unless the members and shareholders decide, by separate resolutions, that the individual need not repay the moneys.

(2) Paragraph 113(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or omitted to do anything that the individual ought to have done; and

174. (1) Subsection 115(1) of the Act is replaced by the following:

115. (1) A provision in the articles of the cooperative or in a unanimous agreement that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative or vests, in whole or in part, but only in members and subject to subsection 76(1), those powers, is valid.

(2) Subsections 115(3) to (8) of the Act are replaced by the following:

(3) A purchaser or transferee of an investment share that is subject to a unanimous agreement is deemed to be party to the unanimous agreement.

(4) If notice is not given to the purchaser or transferee of the existence of a unanimous agreement, in the manner referred to in subsection 183(2) or otherwise, the purchaser or transferee may, no later than thirty days after they become aware of its existence, rescind the transaction by which they acquired the investment shares.

(5) To the extent that a provision in the articles of the cooperative, or in a unanimous agreement, restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the business and affairs of the cooperative, members who are given that power to manage or supervise the management of the business

(2) La coopérative peut avancer des fonds pour permettre à tout particulier visé au paragraphe (1) d'assumer les frais de sa participation à une procédure visée à ce paragraphe et les dépenses y afférentes et celui-ci rembourse ces sommes si le particulier ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3), à moins que les membres et les détenteurs de parts de placement, par résolution séparée, ne l'en exemptent.

(2) L'alinéa 113(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de la part du particulier;

174. (1) Le paragraphe 115(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

115. (1) Est valide une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime qui prévoit que les pouvoirs des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative — ou en surveiller la gestion — sont dévolus, en tout ou en partie, à des membres, sous réserve du paragraphe 76(1), ou qui restreint, en tout ou en partie, ces pouvoirs.

(2) Les paragraphes 115(3) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Tout acquéreur ou cessionnaire de parts de placement assujetti à une convention unanime est réputé être partie à celle-ci.

(4) Si l'acquéreur ou le cessionnaire n'est pas avisé de l'existence d'une convention unanime par une mention visée au paragraphe 183(2) ou autrement, celui-ci peut, dans les trente jours après avoir pris connaissance de son existence, annuler l'opération par laquelle il est devenu acquéreur ou cessionnaire.

(5) Dans la mesure où une disposition des statuts de la coopérative ou d'une convention unanime restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités commerciales et les affaires internes de la coopérative ou d'en surveiller la gestion, tous les droits, pouvoirs, obligations et responsabilités d'un adminis-

Frais
anticipés

Restricting
powers of
directors

Limitation des
pouvoirs des
administrateurs

Investment
shareholders

Présomption

When no
notice given

Avis non
donné

Rights of
members

Droits des
membres

and affairs of the cooperative have all the rights, powers, duties and liabilities of directors, whether they arise under this Act or otherwise, including any defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 102, to the same extent.

Discretion of shareholders

(6) Nothing in this section prevents members from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous agreement.

175. Subsection 123(1) of the Act is replaced by the following:

Charge on membership shares for amounts

123. (1) A cooperative has a charge on a membership share or any amount standing to the credit of a member or the personal representative of a member for a debt of that member to the cooperative.

176. The portion of subsection 126(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Shares in series

126. (1) The articles may authorize, subject to any limitations set out in them and subject to subsection (2), the issue of any class of investment shares in one or more series and may do either or both of the following:

177. Subsection 129(1) of the Act is replaced by the following:

Charge on investment shares

129. (1) Subject to subsection 183(2), the articles may provide that the cooperative has a charge on an investment share registered in the name of a shareholder or the personal representative of a shareholder for a debt of the shareholder to the cooperative, including an amount unpaid as of the date a body corporate was continued under this Act, in respect of an investment share issued by it.

178. (1) The portion of subsection 130(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Constraints on shares

130. (1) Subject to subsection 290(3), a distributing cooperative that has issued investment shares that remain outstanding and are held by more than one person may, by special

trateur — notamment les moyens de défense dont il peut se prévaloir — qui découlent d'une règle de droit sont dévolus aux membres auxquels est conféré ce pouvoir; les administrateurs sont déchargés des obligations et responsabilités corrélatives, notamment de la responsabilité visée à l'article 102, dans la même mesure.

(6) Il est entendu que le présent article n'empêche pas les membres de lier à l'avance leur discrétion lorsqu'ils exercent les pouvoirs des administrateurs aux termes d'une convention unanime.

175. Le paragraphe 123(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

123. (1) La coopérative peut grever d'une charge les parts de membre ou toute somme inscrite au crédit d'un membre ou de son représentant personnel pour toute dette du membre envers elle.

176. Les alinéas 126(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) fixer le nombre de parts de placement de chaque série, établir leur désignation et déterminer les droits, privilèges, conditions et restrictions dont elles sont assorties;

b) permettre aux administrateurs de le faire.

177. Le paragraphe 129(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

129. (1) Sous réserve du paragraphe 183(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de la coopérative les parts de placement inscrites au nom d'un détenteur de parts de placement débiteur ou de son représentant personnel, la dette pouvant inclure des montants dus, à la date de la prorogation d'une personne morale sous le régime de la présente loi, sur des parts de placement ou des actions émises par celle-ci.

178. (1) Le passage du paragraphe 130(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

130. (1) Sous réserve du paragraphe 290(3), la coopérative ayant fait appel au public dont des parts de placement en circulation sont détenues par plusieurs personnes, peut, en

Précision

Parts de membre grevées d'une charge

Parts de placement grevées d'une charge

Restrictions concernant les parts

resolution of the members and by a separate special resolution of the shareholders of each class, amend its articles to constrain

(2) Paragraph 130(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the issue, transfer or ownership of any investment share to assist the cooperative to comply with any prescribed law; or

179. (1) Paragraph 131(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) complying with any prescribed law.

(2) Subsection 131(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Les administrateurs doivent choisir les parts de placement à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs de parts de placement de la catégorie soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

180. (1) The portion of section 137 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

137. Unless the articles, the by-laws or a unanimous agreement provide otherwise, the directors may, subject to subsection 126(2), without the authorization of the members or shareholders,

modifiant ses statuts par résolution spéciale des membres et par résolution spéciale distincte des détenteurs de parts de placement de chaque catégorie, imposer des restrictions :

(2) L'alinéa 130(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) quant à l'émission, au transfert ou à la propriété de toute part de placement, en vue d'être mieux à même de se conformer aux lois prescrites;

179. (1) Le paragraphe 131(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

131. (1) La coopérative dont les parts de placement d'une catégorie font l'objet de restrictions quant à leur émission, leur transfert ou leur propriété peut, afin de remplir les conditions de participation ou de contrôle canadiens qui sont précisées dans ses statuts ou exigées par la loi pour exercer ses activités commerciales ou avoir droit à certains avantages ou pour se conformer aux lois prescrites, vendre, conformément aux règlements, les parts de placement qui font l'objet de ces restrictions lorsque les propriétaires les détiennent ou que les administrateurs estiment que ceux-ci les détiennent, en dépit de ces restrictions, comme si elle en était le propriétaire.

(2) Le paragraphe 131(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les administrateurs doivent choisir les parts de placement à vendre en vertu du paragraphe (1) de bonne foi et de manière à ne pas se montrer injuste à l'égard des autres détenteurs de parts de placement de la catégorie soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

180. (1) Le passage de l'article 137 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

137. Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou d'une convention unanime, le conseil d'administration peut, sous réserve du paragraphe 126(2), sans l'autorisation des membres et des détenteurs de parts de placement :

Choix des parts

Borrowing

Vente

Choix des parts

Emprunts

(2) Paragraph 137(c) of the Act is replaced by the following:

(c) give guarantees;

181. (1) Subparagraphs 138(3)(a)(i) and (ii) of the French version of the Act are replaced by the following:

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle avait, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions ou de parts de placement d'une entité ou de droits ou d'intérêts dans celle-ci, lorsque la coopérative avait avec celle-ci, soit au moment de l'échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien;

(2) Paragraph 138(3)(a) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) and by adding the following after subparagraph (ii):

(iii) property of a person who, immediately before the exchange, dealt with the cooperative at arm's length within the meaning of that expression in the *Income Tax Act*, if the person, the cooperative and all the holders of shares in the class or series of shares so issued consent to the exchange; or

(3) Subsection 138(6) of the Act is replaced by the following:

(6) For greater certainty, if a cooperative issues membership shares with a par value, the cooperative is deemed, for the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraph 299(2)(d), to have a stated capital account for its membership shares that includes each amount that has been received by the cooperative for the membership shares.

182. Subsection 139(4) of the Act is replaced by the following:

(4) For the purposes of subsection 147(2), sections 151 and 154 and paragraph 299(2)(d), when a cooperative is continued under this Act, its stated capital account is deemed to include the amount that would have been included if the cooperative had been incorporated under this Act.

Membership
share
inclusion

Continued
cooperative

(2) L'alinéa 137c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) se porter caution;

181. (1) Les sous-alinéas 138(3)a)(i) et (ii) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) de biens d'une personne avec laquelle elle avait, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions ou de parts de placement d'une entité ou de droits ou d'intérêts dans celle-ci, lorsque la coopérative avait avec celle-ci, soit au moment de l'échange, soit en raison de celui-ci, un tel lien;

(2) L'alinéa 138(3)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :

(iii) de biens d'une personne avec laquelle elle n'avait pas, au moment de l'échange, un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, si la personne, la coopérative et tous les détenteurs de parts de placement de la catégorie ou de la série de parts ainsi émises consentent à l'échange;

(3) Le paragraphe 138(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Il demeure entendu que la coopérative qui émet des parts de membre ayant une valeur nominale est réputée, pour l'application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et de l'alinéa 299(2)d), avoir un compte capital déclaré pour ses parts de membre qui comprend tout montant reçu par elle en contrepartie de ces parts.

182. Le paragraphe 139(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application du paragraphe 147(2), des articles 151 et 154 et de l'alinéa 299(2)d), lorsque la coopérative est prorogée en vertu de la présente loi, son compte capital déclaré est réputé comprendre les sommes qui y auraient figuré si elle avait été constituée en vertu de la présente loi.

Présomption
d'inclusion

Prorogation

183. The portion of subsection 147(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception

(2) La coopérative ne peut faire aucun paiement en vue d'acquérir des parts de placement s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

184. Section 160 of the Act and the heading before it are repealed.

185. The definitions "intermediary" and "solicit" or "solicitation" in subsection 163(1) of the Act are replaced by the following:

"intermediary"
« intermédiaire »

"intermediary" means a person who holds a security on behalf of another person who is not the registered holder of the security, and includes

(a) a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction;

(b) a securities depository;

(c) a financial institution;

(d) in respect of a clearing agency, a securities dealer, trust company, bank or other person, including another clearing agency, on whose behalf the clearing agency or its nominees hold securities of an issuer;

(e) a trustee or administrator of a self-administered retirement savings plan, retirement income fund, education savings plan or other similar self-administered savings or investment plan registered under the *Income Tax Act*;

(f) a nominee of a person referred to in any of paragraphs (a) to (e); and

(g) a person who carries out functions similar to those carried out by individuals or entities referred to in any of paragraphs (a) to (e) and that holds a security registered in its name, or in the name of its nominee, on behalf of another person who is not the registered holder of the security.

183. Le passage du paragraphe 147(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) La coopérative ne peut faire aucun paiement en vue d'acquérir des parts de placement s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

184. L'article 160 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

185. Les définitions de « intermédiaire » et « sollicitation », au paragraphe 163(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« intermédiaire » Personne détenant des valeurs mobilières pour le compte d'une autre qui n'est pas le détenteur inscrit de celles-ci, notamment :

« intermédiaire »
"intermediary"

a) un courtier ou un négociant en valeurs mobilières tenu d'être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières en vertu de toute loi applicable;

b) le dépositaire de valeurs mobilières;

c) une institution financière;

d) en ce qui concerne une agence de compensation et de dépôt, un négociant en valeurs mobilières, une société de fiducie, une banque ou toute autre personne — notamment une autre agence de compensation ou de dépôt — au nom duquel ou de laquelle l'agence ou la personne qu'elle désigne détient les titres d'un émetteur;

e) un fiduciaire ou tout administrateur d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds de revenu de retraite ou d'un régime d'épargne-études autogérés, ou autre régime d'épargne ou de placement autogéré comparable, enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

f) une personne désignée par une personne visée à l'un des alinéas a) à e);

g) toute personne qui exerce des fonctions comparables à celles exercées par des personnes visées à l'un des alinéas a) à e) et qui détient une valeur mobilière nominative, à son nom ou à celui de la personne visée à l'alinéa f), pour le

“solicit” or
“solicitation”
« *sollicitation* »

“solicit” or “solicitation”

(a) includes

(i) a request for a proxy whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

(ii) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(iii) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(iv) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 165; but

(b) does not include

(i) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(ii) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(iii) the sending by an intermediary of the documents referred to in section 169,

(iv) a solicitation by a person in respect of investment shares of which they are the beneficial owner,

(v) a public announcement, as prescribed, by a shareholder of how the shareholder intends to vote and the reasons for that decision,

(vi) a communication for the purposes of obtaining the number of investment shares required for a proposal under subsection 58(2.1), or

(vii) a communication, other than a solicitation by or on behalf of the management of the cooperative, that is made to shareholders, in any circumstances that may be prescribed.

compte d’une autre personne qui n’est pas le détenteur inscrit de cette valeur mobilière.

« sollicitation »

a) Sont assimilés à la sollicitation :

(i) la demande de procuration dont est assorti ou non le formulaire de procuration,

(ii) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration,

(iii) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux détenteurs de parts de placement, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration,

(iv) l’envoi d’un formulaire de procuration aux détenteurs de parts de placement conformément à l’article 165;

b) sont exclus de la présente définition :

(i) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un détenteur de parts de placement ou pour son compte,

(ii) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration,

(iii) l’envoi par un intermédiaire des documents visés à l’article 169,

(iv) la sollicitation faite par une personne pour des parts de placement dont elle est le véritable propriétaire,

(v) l’annonce publique — au sens des règlements — par le détenteur de parts de placement de ses intentions de vote, motifs à l’appui,

(vi) toute communication en vue d’obtenir le nombre de parts de placement requis pour la présentation d’une proposition d’un détenteur de parts de

« sollicitation »
“solicit” or
“solicitation”

Execution of
proxy

186. (1) Subsection 164(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For a proxy to be valid, it must be executed by the shareholder or by their personal representative authorized in writing.

(2) The portion of paragraph 164(4)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) by depositing a document in writing executed by the shareholder or by their personal representative authorized in writing

187. Paragraph 165(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) it has fifty or fewer shareholders entitled to vote at a meeting, two or more joint holders being counted as one shareholder.

188. Subsection 166(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Despite subsection (1), a person may solicit proxies, other than by or on behalf of the management of the cooperative, without sending a dissident's proxy circular, if the total number of shareholders whose proxies are solicited is fifteen or fewer, two or more joint holders being counted as one shareholder.

Solicitation to
fifteen or
fewer
shareholders

Solicitation by
public
broadcast

(4.1) Despite subsection (1), a person may solicit proxies, other than by or on behalf of the management of the cooperative, without sending a dissident's proxy circular, if the solicitation is, in the prescribed circum-

placement en conformité avec le paragraphe 58(2.1),

(vii) toute communication, autre qu'une sollicitation effectuée par la direction ou pour son compte, faite aux détenteurs de parts de placement dans les circonstances réglementaires.

186. (1) Le paragraphe 164(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La validité de la procuration est subordonnée à la signature du détenteur de parts de placement ou de son représentant personnel autorisé par écrit.

(2) Le passage de l'alinéa 164(4)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) en déposant un document écrit signé par lui ou son représentant personnel muni d'une autorisation écrite :

187. Le paragraphe 165(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Si la coopérative n'est pas une coopérative ayant fait appel au public et compte au plus cinquante détenteurs de parts de placement habiles à voter lors d'une assemblée, les codétenteurs d'une part étant comptés comme un seul détenteur de parts de placement, sa direction n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration prévu au paragraphe (1).

188. Le paragraphe 166(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Malgré le paragraphe (1), il n'est pas nécessaire d'envoyer de circulaires pour effectuer une sollicitation, sauf si celle-ci est effectuée par la direction ou pour son compte, lorsque le nombre total des détenteurs de parts de placement dont les procurations sont sollicitées ne dépasse pas quinze, les codétenteurs d'une part de placement étant comptés comme un seul détenteur de part de placement.

(4.1) Malgré le paragraphe (1), il n'est pas nécessaire d'envoyer de circulaires pour effectuer une sollicitation, sauf si celle-ci est effectuée par la direction ou pour son compte, lorsque la sollicitation est, dans les circonstan-

Signature de
la procuration

Exception

Exception :
sollicitation
restreinte

Exemption :
sollicitation
par diffusion
publique

stances, conveyed by public broadcast, speech or publication.

189. Subsection 167(1) of the Act is replaced by the following:

167. (1) On the application of any interested person, the Director may exempt, on any terms that the Director thinks fit, the person from any of the requirements of section 165 or subsection 166(1), which exemption may have retrospective effect.

190. (1) Subsection 169(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An intermediary, or a proxyholder appointed by an intermediary, may not vote shares that the intermediary does not beneficially own and that are registered in the name of the intermediary or in the name of a nominee of the intermediary unless the intermediary or proxyholder, as the case may be, receives written voting instructions from the beneficial owner.

(2) Subsection 169(5) of the Act is replaced by the following:

(5) If a beneficial owner so requests and provides an intermediary with appropriate documentation, the intermediary must appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.

191. (1) The definitions “business combination”, “insider” and “officer” in subsection 171(1) of the Act are replaced by the following:

“business combination” means an acquisition of all or substantially all the property of one entity by another, or an amalgamation of two or more entities, or any similar reorganization between or among two or more entities.

“insider” means, except in section 173,

(a) a director or officer of a distributing cooperative;

(b) a director or officer of a subsidiary of a distributing cooperative;

(c) a director or officer of an entity that enters into a business combination with a distributing cooperative; and

ces prévues par règlement, transmise par diffusion publique, discours ou publication.

189. Le paragraphe 167(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

167. (1) Le directeur peut dispenser, selon les modalités qu’il estime utiles, tout intéressé qui en fait la demande, des conditions imposées par l’article 165 ou le paragraphe 166(1). La dispense peut avoir un effet rétroactif.

190. (1) Le paragraphe 169(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L’intermédiaire qui n’est pas le véritable propriétaire des parts inscrites à son nom ou à celui d’une personne désignée par lui — ou le fondé de pouvoir nommé par lui — ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, s’il n’a pas reçu du véritable propriétaire des instructions écrites relatives au vote.

(2) Le paragraphe 169(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Sur demande du véritable propriétaire et après en avoir reçu les documents appropriés, l’intermédiaire choisit comme fondé de pouvoir ce propriétaire ou le particulier qu’il désigne.

191. (1) Les définitions de « dirigeant », « initié » et « regroupement d’entreprises », au paragraphe 171(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« dirigeant » Particulier qui occupe le poste de président du conseil d’administration, président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d’une entité ou qui exerce pour celle-ci des fonctions semblables à celles qu’exerce habituellement un particulier occupant un tel poste.

« initié » Sauf à l’article 173, s’entend de :

a) tout administrateur ou dirigeant d’une coopérative ayant fait appel au public;

b) tout administrateur ou dirigeant d’une filiale d’une coopérative ayant fait appel au public;

Exemption
order

Restriction on
voting

Beneficial
owner as
proxyholder

“business
combination”
« regroupement
d’entreprises »

“insider”
« initié »

Ordonnance
de dispense

Restrictions
relatives au
vote

Véritable
propriétaire
nommé fondé
de pouvoir

« dirigeant »
“officer”

« initié »
“insider”

(d) a person employed or retained by a distributing cooperative.

“officer”
« dirigeant »

“officer” means the chairperson of the board of directors, president, vice-president, secretary, treasurer, comptroller, general counsel, general manager, managing director, or any other individual who performs functions for an entity similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices.

(2) Paragraph 171(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a director or an officer of an entity that beneficially owns, directly or indirectly, shares of a distributing cooperative, or that exercises control or direction over shares of the distributing cooperative, or that has a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of voting rights attached to all of the outstanding shares of the distributing cooperative not including shares held by the entity as underwriter while those shares are in the course of a distribution to the public is deemed to be an insider of the distributing cooperative;

(3) Subsection 171(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(3) Pour l'application de la présente partie, la vente de parts de membre à des membres ou le versement d'un prêt de membre à une coopérative ne constitue pas un appel public à l'épargne.

(4) Subsection 171(4) of the Act is repealed.

192. Section 172 of the Act is replaced by the following:

172. (1) No insider shall knowingly sell, directly or indirectly, a security of a distributing cooperative or any of its affiliates if the insider selling the security does not own or has not fully paid for the security to be sold.

Parts de
membre

Prohibition of
short sale

c) tout administrateur ou dirigeant d'une entité qui participe à un regroupement d'entreprises avec une coopérative ayant fait appel au public;

d) toute personne employée par une coopérative ayant fait appel au public ou dont les services sont retenus par elle.

« regroupement d'entreprises » Acquisition de la totalité ou d'une partie substantielle des biens d'une entité par une autre, fusion d'entités ou réorganisation similaire entre de telles entités.

« regroupement
d'entreprises »
“business
combination”

(2) L'alinéa 171(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est réputé être initié d'une coopérative ayant fait appel au public tout administrateur ou dirigeant d'une entité qui est le véritable propriétaire — directement ou indirectement — de parts de la coopérative ayant fait appel au public ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur de telles parts, ou qui possède une combinaison de ces éléments, ces parts comportant un pourcentage de votes attachés à l'ensemble des parts de la coopérative ayant fait appel au public en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l'exclusion des parts que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu'elles font l'objet d'un appel public à l'épargne;

(3) Le paragraphe 171(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application de la présente partie, la vente de parts de membre à des membres ou le versement d'un prêt de membre à une coopérative ne constitue pas un appel public à l'épargne.

(4) Le paragraphe 171(4) de la même loi est abrogé.

192. L'article 172 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

172. (1) Les initiés ne peuvent sciemment vendre, même indirectement, les valeurs mobilières d'une coopérative ayant fait appel au public ou de l'une des personnes morales de son groupe, dont ils ne sont pas propriétaires ou qu'ils n'ont pas entièrement libérées.

Parts de
membre

Interdiction
de la vente à
découvert

Calls and puts

(2) No insider shall knowingly, directly or indirectly, buy a put or sell a call in respect of a security of the cooperative or any of its affiliates.

(2) Les initiés ne peuvent sciemment, même indirectement, acheter une option de vente ni vendre une option d'achat portant sur les valeurs mobilières de la coopérative ou de l'une des personnes morales de son groupe.

Options d'achat ou de vente

Exception

(3) Despite subsection (1), an insider may sell a security that the insider does not own if the insider owns another security convertible into the security sold or an option or right to acquire the security sold and, no later than ten days after the sale, the insider

(a) exercises the conversion privilege, option or right and delivers the security so acquired to the purchaser; or

(b) transfers the convertible security, option or right to the purchaser.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), les initiés peuvent vendre les valeurs mobilières dont ils ne sont pas propriétaires mais qui résultent de la conversion de valeurs mobilières dont ils sont propriétaires ou qu'ils ont l'option ou le droit d'acquérir, si, dans les dix jours suivant la vente :

a) soit ils exercent leur privilège de conversion, leur option ou leur droit et livrent les valeurs mobilières à l'acquéreur;

b) soit ils transfèrent à l'acquéreur leurs valeurs mobilières convertibles, leur option ou leur droit.

Exception

193. Section 173 of the Act is replaced by the following:

193. L'article 173 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Definition of "insider"

173. (1) In this section, "insider", with respect to a cooperative, means

(a) the cooperative;

(b) an affiliate of the cooperative;

(c) a director or an officer of the cooperative or of any persons described in paragraphs (b), (e) or (g);

(d) a member who controls more than ten per cent of the voting rights that may be exercised to elect or appoint a director of the cooperative;

(e) a person who beneficially owns, directly or indirectly, shares of the cooperative or who exercises control or direction over shares of the cooperative, or a combination of any such ownership, control and direction, carrying more than the prescribed percentage of the voting rights attached to all of the outstanding shares of the cooperative other than shares held by the person as underwriter while those shares are in the course of a distribution to the public;

(f) a person, other than a person described in paragraph (g), employed or retained by the cooperative or by a person described in paragraph (g);

173. (1) Au présent article, « initié », en ce qui concerne une coopérative, désigne l'une des personnes suivantes :

a) la coopérative;

b) les personnes morales de son groupe;

c) les administrateurs ou dirigeants de celle-ci ou d'une personne visée aux alinéas b), e) ou g);

d) le membre qui a le contrôle de plus de dix pour cent des droits de vote qui peuvent être exercés pour élire ou nommer un administrateur de la coopérative;

e) toute personne qui a la propriété effective — directement ou indirectement — de parts de la coopérative ou qui exerce le contrôle ou a la haute main sur de telles parts, ou qui possède une combinaison de ces éléments, ces parts comportant un pourcentage de votes attachés à l'ensemble des parts de la coopérative en circulation supérieur au pourcentage réglementaire, à l'exclusion des parts que cette personne détient en qualité de placeur pendant qu'elles font l'objet d'un appel public à l'épargne;

Définition de « initié »

(g) a person who engages in or proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of the cooperative;

(h) a person who received, while they were a person described in any of paragraphs (a) to (g) material confidential information concerning the cooperative;

(i) a person who receives material confidential information from a person described in this subsection or in subsection (2) or (2.1), including from a person described in this paragraph, and who knows or who ought reasonably to have known that the person giving the information is a person described in this subsection or in subsection (2) or (2.1), including a person described in this paragraph; and

(j) a prescribed person.

f) toute personne, à l'exclusion de celle visée à l'alinéa g), employée par la coopérative ou par une personne visée à l'alinéa g) ou dont les services sont retenus par elle;

g) toute personne qui exerce ou se propose d'exercer une activité commerciale ou professionnelle avec la coopérative ou pour son compte;

h) toute personne qui, pendant qu'elle était visée par un des alinéas a) à g), a reçu des renseignements confidentiels importants concernant la coopérative;

i) toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels importants d'une personne visée au paragraphe (2) ou (2.1) ou au présent paragraphe — notamment au présent alinéa — qu'elle sait ou aurait raisonnablement dû savoir qu'ils étaient donnés par une telle personne;

j) toute autre personne visée par les règlements.

Deemed
insiders

(2) For the purposes of this section, a person who proposes to make a take-over bid (as defined in the regulations) for securities of a cooperative, or to enter into a business combination with a cooperative, is an insider of the cooperative with respect to material confidential information obtained from the cooperative and is an insider of the cooperative for the purposes of subsection (6).

(2) Pour l'application du présent article, toute personne qui se propose de faire une offre d'achat visant à la mainmise — au sens des règlements — de valeurs mobilières d'une coopérative ou qui se propose de participer à un regroupement d'entreprises avec celle-ci est un initié de la coopérative en ce qui a trait aux renseignements confidentiels importants obtenus de celle-ci et pour l'application du paragraphe (6).

Présomption
relative aux
initiés

Deemed
insiders

(2.1) An insider of a person referred to in subsection (2), and an affiliate or associate of such a person, is an insider of the cooperative referred to in that subsection. Paragraphs (1)(b) to (j) apply in determining whether a person is such an insider except that references to "cooperative" in those paragraphs are to be read as references to "person described in subsection (2)".

(2.1) Un initié — au sens des alinéas (1)b) à j), la mention de « coopérative » valant mention d'une « personne visée au paragraphe (2) » — d'une personne visée au paragraphe (2), ainsi qu'une personne du même groupe que celle-ci ou avec laquelle elle a des liens, est un initié de la coopérative visée à ce paragraphe.

Présomption
relative aux
initiés

Expanded
definition of
"security"

(3) For the purposes of this section, the following are deemed to be a security of the cooperative:

(a) a put, call or option or other right or obligation to purchase or sell a security of the cooperative; and

(3) Pour l'application du présent article, sont réputés des valeurs mobilières de la coopérative :

a) les options — notamment de vente ou d'achat — ou les autres droits ou obligations d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières de la coopérative;

Présomption
relative aux
valeurs
mobilières

(b) a security of another entity whose market price varies materially with the market price of the securities of the cooperative.

Insider trading — compensation to persons

(4) An insider who purchases or sells a security of the cooperative with knowledge of confidential information that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the cooperative is liable to compensate the seller of the security or the purchaser of the security, as the case may be, for any damages suffered by the seller or purchaser as a result of the purchase or sale, unless the insider establishes that

- (a) the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed;
- (b) the information was known, or ought reasonably to have been known, by the seller or purchaser; or
- (c) the purchase or sale of the security took place in the prescribed circumstances.

Insider trading — compensation to cooperative

(5) The insider is accountable to the cooperative for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a purchase or sale described in subsection (4) unless the insider establishes the circumstances in paragraph 4(a).

Tipping — compensation to persons

(6) An insider who discloses to another person confidential information with respect to the cooperative that has not been generally disclosed and that, if generally known, might reasonably be expected to affect materially the value of any of the securities of the cooperative is liable to compensate for damages any person who subsequently sells securities of the cooperative to, or purchases securities of the cooperative from, any person that received the information, unless the insider establishes

- (a) that the insider reasonably believed that the information had been generally disclosed;

b) les valeurs mobilières d'une autre entité dont le cours varie de façon appréciable en fonction de celui des valeurs mobilières de la coopérative.

(4) L'initié qui achète ou vend une valeur mobilière de la coopérative tout en ayant connaissance d'un renseignement confidentiel dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la coopérative, est tenu d'indemniser le vendeur ou l'acheteur des valeurs mobilières, selon le cas, qui a subi des dommages par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;
- b) que le vendeur ou l'acheteur des valeurs mobilières, selon le cas, avait connaissance ou aurait dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;
- c) que l'achat ou la vente des valeurs mobilières a eu lieu dans les circonstances prévues par règlement.

(5) Il est également redevable envers la coopérative des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette opération, sauf s'il établit l'élément visé à l'alinéa (4)a).

(6) L'initié qui communique à quiconque un renseignement confidentiel portant sur la coopérative dont il est raisonnable de prévoir que, s'il était généralement connu, il provoquerait une modification sensible du prix de toute valeur mobilière de la coopérative, est tenu d'indemniser les personnes qui achètent des valeurs mobilières de la coopérative de, ou vendent de telles valeurs mobilières à, toute personne qui a reçu le renseignement, des dommages subis par suite de cette opération, sauf s'il établit l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le renseignement avait été préalablement divulgué;

Responsabilité : opération effectuée par l'initié

Avantages et profits

Responsabilité : divulgation par l'initié

(b) that the information was known, or ought reasonably to have been known, to the person who alleges to have suffered the damages;

(c) that the disclosure of the information was necessary in the course of the business of the insider, except if the insider is a person described in subsection (2) or (2.1); or

(d) if the insider is a person described in subsection (2) or (2.1), that the disclosure of the information was necessary to effect the take-over bid or the business combination, as the case may be.

b) que les personnes qui prétendent avoir subi les dommages avaient connaissance ou auraient dû, en exerçant une diligence raisonnable, avoir connaissance de ce renseignement;

c) que la communication du renseignement était nécessaire dans le cadre des activités commerciales de l'initié, sauf s'il s'agit d'un initié visé aux paragraphes (2) ou (2.1);

d) s'il s'agit d'un initié visé aux paragraphes (2) ou (2.1), que la communication du renseignement était nécessaire pour effectuer une offre d'achat visant à la mainmise ou un regroupement d'entreprises.

Tipping —
compensation
to cooperative

(7) The insider is accountable to the cooperative for any benefit or advantage received or receivable by the insider as a result of a disclosure of the information as described in subsection (6) unless the insider establishes the circumstances in paragraph (6)(a), (c) or (d).

(7) Il est également redevable envers la coopérative des profits ou avantages obtenus ou à obtenir par lui, suite à cette communication, sauf s'il établit un des éléments visés aux alinéas (6)a), c) ou d).

Avantages et
profits

Measure of
damages

(8) The court may assess damages under subsection (4) or (6) in accordance with any measure of damages that it considers relevant in the circumstances. However, in assessing damages in a situation involving a security of a distributing cooperative, the court must consider the following:

(8) Le tribunal peut évaluer les dommages visés aux paragraphes (4) ou (6) selon tout critère qu'il juge indiqué dans les circonstances. Toutefois, dans le cas où il s'agit d'une valeur mobilière d'une coopérative ayant fait appel au public, il tient compte de ce qui suit :

Évaluation
des dommages

(a) if the plaintiff is a purchaser, the price paid by the plaintiff for the security less the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information; and

a) si le demandeur en est l'acheteur, le prix payé pour la valeur mobilière moins le cours moyen de celle-ci durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement;

(b) if the plaintiff is a seller, the average market price of the security over the twenty trading days immediately following general disclosure of the information, less the price that the plaintiff received for the security.

b) si le demandeur en est le vendeur, du cours moyen de la valeur mobilière durant les vingt jours d'activité à la Bourse qui suivent la divulgation du renseignement, moins le prix reçu pour cette valeur mobilière.

Liability

(9) If more than one insider is liable under subsection (4) or (6) with respect to the same transaction or series of transactions, their liability is joint and several, or solidary.

(9) S'il y a plusieurs initiés responsables en vertu des paragraphes (4) ou (6) à l'égard d'une seule opération ou d'une série d'opérations, la responsabilité est solidaire.

Responsabilité
solidaire

Limitation

(10) An action to enforce a right created by subsections (4) to (7) may be commenced only within two years after discovery of the facts that gave rise to the cause of action.

194. The definitions “offeree cooperative” and “take-over bid” in section 174 of the Act are replaced by the following:

“offeree cooperative”
« coopérative pollicitée »

“offeree cooperative” means a distributing cooperative whose shares are the object of a take-over bid.

“take-over bid”
« offre d’achat »

“take-over bid” means an offer made by an offeror to shareholders of a distributing cooperative at approximately the same time to acquire all of the shares of a class of issued shares and includes an offer made by a distributing cooperative to repurchase all of the shares of a class of its shares.

195. (1) Subsection 175(8) of the English version of the Act is replaced by the following:

When cooperative is offeror

(8) A cooperative that is an offeror making a take-over bid to repurchase all of the shares of a class of its shares is deemed to hold in trust for the dissenting shareholders the amounts that it would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (4)(b)(i), and the cooperative must deposit the amounts in a separate account in a body corporate any of whose deposits are insured by the Canada Deposit Insurance Corporation or guaranteed by the Quebec Deposit Insurance Board or by any other similar entity created by the law of another province, and must place any thing received in lieu of money in the custody of such a body corporate.

(2) Subparagraph 175(9)(c)(ii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(ii) the offeree cooperative or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other things to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

(10) Toute action tendant à faire valoir un droit découlant des paragraphes (4) à (7) se prescrit par deux ans à compter de la découverte des faits qui y donnent lieu.

194. Les définitions de « coopérative pollicitée » et « offre d’achat », à l’article 174 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« coopérative pollicitée » Coopérative ayant fait appel au public dont les parts font l’objet d’une offre d’achat.

« offre d’achat » L’offre qu’adresse un pollicitant à peu près au même moment à des détenteurs de parts de placement d’une coopérative ayant fait appel au public pour acquérir toutes les parts d’une catégorie de parts émises. Y est assimilée la pollicitation d’une telle coopérative visant le rachat de toutes les parts d’une catégorie quelconque de ses parts.

195. (1) Le paragraphe 175(8) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) A cooperative that is an offeror making a take-over bid to repurchase all of the shares of a class of its shares is deemed to hold in trust for the dissenting shareholders the amounts that it would have had to pay or transfer to a dissenting offeree if the dissenting offeree had elected to accept the take-over bid under subparagraph (4)(b)(i), and the cooperative must deposit the amounts in a separate account in a body corporate any of whose deposits are insured by the Canada Deposit Insurance Corporation or guaranteed by the Quebec Deposit Insurance Board or by any other similar entity created by the law of another province, and must place any thing received in lieu of money in the custody of such a body corporate.

(2) Le sous-alinéa 175(9)(c)(ii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) the offeree cooperative or some designated person holds in trust for the dissenting shareholder the money or other things to which that shareholder is entitled as payment for or in exchange for the shares, and

Prescription

« coopérative pollicitée »
“offeree cooperative”

« offre d’achat »
“take-over bid”

When cooperative is offeror

Distributing
cooperative**196. Subsection 176(1) of the Act is replaced by the following:**

176. (1) If a shareholder holding shares of a distributing cooperative does not receive a notice under this Part, the shareholder may

(a) within ninety days after the date of the end of the take-over bid, or

(b) if the shareholder did not receive an offer pursuant to the take-over bid, within ninety days after the later of

(i) the date of the end of the take-over bid, and

(ii) the date on which the shareholder learned of the take-over bid,

require the offeror to acquire those shares.

197. Subsection 182(1) of the Act is replaced by the following:

Signatures

182. (1) A security certificate must be signed by at least one of the following persons, or a facsimile of the signature must be reproduced on the certificate:

(a) a director, or an individual on their behalf, or an officer;

(b) a transfer agent or branch transfer agent of the cooperative, or an individual on their behalf; or

(c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.

198. (1) Subsections 183(2) to (4) of the Act are replaced by the following:Notation of
restrictions

(2) No restriction, charge, agreement or endorsement described in subsection (3) is effective against a transferee of a security, issued by a cooperative or by a body corporate before it is continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, charge, agreement or endorsement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the security certificate.

196. Le paragraphe 176(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :Coopérative
ayant fait
appel au
public

176. (1) Le détenteur de parts de placement qui détient des parts de placement d'une coopérative ayant fait appel au public et qui n'a pas reçu du pollicitant l'avis mentionné dans la présente partie peut exiger de ce dernier l'acquisition de ces parts :

a) soit dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date d'expiration de l'offre d'achat;

b) soit, s'il n'a pas reçu de pollicitation conformément à l'offre d'achat, dans le délai visé à l'alinéa a) ou dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où il a pris connaissance de l'offre si ce délai est plus long.

197. Le paragraphe 182(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Signatures

182. (1) Les certificats de valeurs mobilières doivent être signés de la main — ou porter la reproduction de la signature — de l'une des personnes suivantes :

a) un des administrateurs ou un particulier agissant pour son compte ou un des dirigeants;

b) un des agents d'inscription ou de transfert de la coopérative ou un particulier agissant pour son compte;

c) un fiduciaire qui les certifie conformes à l'acte de fiducie.

198. (1) Les paragraphes 183(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :Mention des
restrictions

(2) Les certificats de valeurs mobilières, délivrés par la coopérative ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi, qui sont assujettis à des restrictions, charges, conventions ou endossements mentionnés au paragraphe (3) doivent les indiquer ostensiblement, par description ou référence, pour qu'ils soient opposables à tout cessionnaire de cette valeur qui n'en a pas eu effectivement connaissance.

Restrictions,
etc.

(3) The restrictions, charges, agreements and endorsements referred to in subsection (2) are

- (a) a restriction on transfer other than a constraint under section 130;
- (b) a charge in favour of the cooperative;
- (c) a unanimous agreement; and
- (d) an endorsement under subsection 302(10).

Restrictions

(4) If the issued investment shares of a distributing cooperative remain outstanding and are held by more than one person, the cooperative must not restrict the transfer or ownership of its investment shares of any class or series except by way of a constraint under section 130.

(2) Paragraph 183(5)(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) to comply with any prescribed law.

199. The heading before section 247 of the French version of the Act is replaced by the following:

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER

200. Subsection 249(2) of the Act is replaced by the following:

Examination

(2) The members and shareholders of a cooperative and their personal representatives may on request examine the statements referred to in subsection (1) during the usual business hours of the cooperative and may take extracts from them free of charge.

201. Subsection 252(1) of the Act is replaced by the following:

Copies to
Director

252. (1) A distributing cooperative, any of the issued securities of which remain outstanding and are held by more than one person, must send a copy of the documents referred to in section 247 to the Director

- (a) not less than twenty-one days before each annual meeting of members or, without delay after a resolution referred to in paragraph 251(c) is signed; and
- (b) in any event within fifteen months after the last preceding annual meeting of share-

(3) Les restrictions, charges, conventions ou endossements visés au paragraphe (2) sont les suivants :

- a) les restrictions en matière de transfert non prévues à l'article 130;
- b) les charges en faveur de la coopérative;
- c) une convention unanime;
- d) l'endossement prévu au paragraphe 302(10).

Restrictions

(4) La coopérative ayant fait appel au public dont des parts de placement en circulation sont détenues par plusieurs personnes, ne peut soumettre à des restrictions le transfert ou le droit de propriété de parts de placement, sauf si la restriction est permise en vertu de l'article 130.

Limitation

(2) L'alinéa 183(5)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) de se conformer aux lois prescrites.

199. L'intertitre précédant l'article 247 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER

200. Le paragraphe 249(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Examen

(2) Les membres et détenteurs de parts de placement ainsi que leurs représentants personnels peuvent, sur demande, examiner gratuitement les états financiers visés au paragraphe (1) et en faire des extraits pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

201. Le paragraphe 252(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Copies des
états
financiers au
directeur

252. (1) La coopérative ayant fait appel au public dont des valeurs mobilières en circulation sont détenues par plus d'une personne doit envoyer au directeur copie des documents visés à l'article 247 :

- a) vingt et un jours au moins avant chaque assemblée annuelle des membres ou sans délai après la signature d'une résolution visée à l'article 251;
- b) en tout état de cause, dans les quinze mois suivant l'assemblée annuelle précédente

holders was held or the resolution referred to in paragraph 251(c) was signed, but no later than six months after the end of the cooperative's preceding financial year.

202. The portion of subsection 255(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

255. (1) A cooperative that is not a distributing cooperative may resolve not to appoint an auditor by

Dispensing
with auditor

203. Subsection 260(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

(5) Lorsque la coopérative se propose de remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs.

Autres
déclarations

204. Subsection 267(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

267. (1) La présente partie s'applique à tout acte de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'appel public à l'épargne.

Application

205. Paragraph 289(1)(j) of the Act is replaced by the following:

(j) reduce or increase its stated capital, if its stated capital is set out in the articles;

206. Subsection 290(1) of the Act is replaced by the following:

290. (1) Subject to subsection (2), a person referred to in subsection 58(2) or (2.1) may make a proposal to amend the articles and section 58 applies, with any modifications that the circumstances require, to any meeting of the cooperative at which the proposal is to be considered.

Proposal to
amend

des membres ou la résolution qui en tenait lieu, mais au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.

202. Le paragraphe 255(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

255. (1) Les membres et les détenteurs de parts de placement — même les détenteurs qui ne détiennent pas de droit de vote — d'une coopérative autre qu'une coopérative ayant fait appel au public peuvent décider, par résolution spéciale des uns et des autres, de ne pas nommer de vérificateurs.

Dispense

203. Le paragraphe 260(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque la coopérative se propose de remplacer le vérificateur, pour cause de révocation ou d'expiration de son mandat, elle doit soumettre une déclaration motivée et le nouveau vérificateur a le droit de soumettre une déclaration commentant ces motifs.

Autres
déclarations

204. Le paragraphe 267(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

267. (1) La présente partie s'applique à tout acte de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'appel public à l'épargne.

Application

205. L'alinéa 289(1)(j) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

j) réduire ou augmenter son capital déclaré, si celui-ci figure dans les statuts;

206. Le paragraphe 290(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

290. (1) Sous réserve du paragraphe (2), toute personne visée aux paragraphes 58(2) ou (2.1) peut présenter une proposition de modification des statuts; l'article 58 s'applique alors, avec les adaptations nécessaires, à toute assemblée de la coopérative à laquelle la proposition doit être examinée.

Proposition de
modification

207. Subsection 294(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Restated
articles

294. (1) The directors may at any time, and must when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

208. (1) Subparagraph 298(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of the amalgamating holding cooperative, and

(2) Subparagraph 298(2)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation be the same as the articles of the amalgamating subsidiary cooperative whose shares are not cancelled, and

209. (1) Subsection 307(1) of the Act is replaced by the following:

Application of
Part

307. (1) This Part, other than sections 308 and 311, does not apply to a cooperative that is an insolvent person or a bankrupt as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

(2) Subsection 307(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Staying of
proceedings

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a cooperative are stayed if the cooperative is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in that Act.

210. (1) The portion of subsection 308(6) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Rights
preserved

(6) In the same manner and to the same extent as if it had not been dissolved, but subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the cooperative after its dissolution, the revived cooperative is

207. Le paragraphe 294(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

294. (1) The directors may at any time, and must when reasonably so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

208. (1) Le sous-alinéa 298(1)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la coopérative mère,

(2) Le sous-alinéa 298(2)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront les mêmes que les statuts de la filiale dont les parts ne sont pas annulées,

209. (1) Le paragraphe 307(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Restated
articles

307. (1) La présente partie, sauf les articles 308 et 311, ne s'applique pas aux coopératives qui sont des personnes insolvables ou des faillies au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Application
de la présente
partie

(2) Le paragraphe 307(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Staying of
proceedings

(2) Any proceedings taken under this Part to dissolve or to liquidate and dissolve a cooperative are stayed if the cooperative is at any time found, in a proceeding under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be an insolvent person as defined in that Act.

210. (1) Le passage du paragraphe 308(6) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Maintien des
droits

(6) Sous réserve des modalités raisonnables imposées par le directeur, des droits acquis par toute personne après sa dissolution et de tout changement aux affaires internes de la coopérative survenu après sa dissolution, la coopérative reconstituée recouvre, comme si elle n'avait jamais été dissoute :

(a) restored to its previous position in law, including the restoration of any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution and before its revival; and

(2) Subsection 308(7) of the Act is replaced by the following:

(7) Any legal action respecting the affairs of a revived cooperative taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.

Legal actions

Definition of “interested person”

(8) In this section, “interested person” includes

- (a) a member, a shareholder, a director, an officer, an employee and a creditor of the dissolved cooperative;
- (b) a person who has a contractual relationship with the dissolved cooperative; and
- (c) a trustee in bankruptcy for the dissolved cooperative.

211. (1) Paragraph 311(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) does not have any directors or is in the situation described in subsection 85(6).

(2) Section 311 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) Despite anything in this section, the Director may dissolve a cooperative by issuing a certificate of dissolution if the fee for the issuance of a certificate of incorporation is not paid.

Exception — non-payment of incorporation fee

212. Paragraph 312(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) failed for two or more consecutive years to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings;

213. The portion of paragraph 313(1)(b) of the French version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

a) la même situation juridique, notamment ses droits et privilèges, indépendamment de leur date d’acquisition;

(2) Le paragraphe 308(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Est valide toute action en justice concernant les affaires internes d’une coopérative reconstituée intentée entre le moment de sa dissolution et sa reconstitution.

Action en justice

(8) Pour l’application du présent article, « intéressé » s’entend notamment :

- a) des membres, détenteurs de parts de placement, administrateurs, dirigeants, employés et créanciers de la coopérative dissoute;
- b) de toute personne ayant un lien contractuel avec elle;
- c) du syndic de faillite de la coopérative dissoute.

Définition de « intéressé »

211. (1) L’alinéa 311(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) elle est sans administrateur ou se trouve dans la situation prévue au paragraphe 85(6).

(2) L’article 311 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une coopérative par la délivrance du certificat de dissolution lorsque les droits pour la délivrance d’un certificat de constitution n’ont pas été payés.

Non-paiement des droits de constitution

212. L’alinéa 312(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) n’a pas observé pendant au moins deux années consécutives les dispositions de la présente loi en matière de tenue des assemblées annuelles;

213. Le passage de l’alinéa 313(1)b) de la version française de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) il constate qu'elle abuse des droits des membres, détenteurs de parts de placement, détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

214. Subsection 321(2) of the Act is replaced by the following:

Due diligence

(2) A liquidator is not liable under this Part if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on

(a) financial statements of the cooperative represented to the liquidator by an officer of the cooperative or in a written report of the auditor of the cooperative fairly to reflect the financial condition of the cooperative; or

(b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by the professional person.

215. Subsection 326(1) of the Act is replaced by the following:

Heirs and representatives

326. (1) In this section, “member” and “shareholder” include their heirs and personal representatives.

216. Subsection 328(3) of the Act is repealed.

217. Paragraph 329(2)(d) of the French version of the Act is replaced by the following:

d) que la coopérative ou toute autre personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu'internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des membres ou des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

b) il constate qu'elle abuse des droits des membres, détenteurs de parts de placement, détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

214. Le paragraphe 321(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Défense de diligence raisonnable

(2) N'est pas engagée, en vertu de la présente partie, la responsabilité du liquidateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment le fait de s'appuyer de bonne foi sur :

a) les états financiers de la coopérative qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur, reflètent équitablement sa situation;

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs déclarations.

215. Le paragraphe 326(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Héritiers et représentants personnels

326. (1) Au présent article, « membre » et « détenteur de parts de placement » s'entendent notamment des héritiers et des représentants personnels des membres et des détenteurs de parts de placement.

216. Le paragraphe 328(3) de la même loi est abrogé.

217. L'alinéa 329(2)d) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) que la coopérative ou toute autre personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses affaires tant commerciales qu'internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, abuse des droits des membres ou des détenteurs de valeurs mobilières ou se montre injuste à leur égard soit en leur portant préjudice soit en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

218. The Act is amended by adding the following after section 337:

218. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 337, de ce qui suit :

PART 18.1

PARTIE 18.1

APPORTIONING AWARD OF DAMAGES

RÉPARTITION DE L'INDEMNITÉ

Interpretation and Application

Définitions et champ d'application

Definitions

Définitions

337.1 The definitions in this section apply in this Part.

337.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

“financial interest”
« intérêt financier »

“financial interest”, with respect to a cooperative, includes

« intérêt financier » Relativement à une coopérative, s'entend notamment :

« intérêt financier »
“financial interest”

(a) a security;

a) de valeurs mobilières;

(b) a title to or an interest in capital, assets, property, profits, earnings or royalties;

b) de titres sur un capital, un actif, des biens, des profits, des gains ou des redevances, ou d'intérêts dans ceux-ci;

(c) an option or other interest in, or a subscription to, a security;

c) d'une option sur une valeur mobilière, d'une souscription d'une valeur mobilière ou d'un autre intérêt dans une valeur mobilière;

(d) an agreement under which the interest of the purchaser is valued for purposes of conversion or surrender by reference to the value of a proportionate interest in a specified portfolio of assets;

d) d'une convention en vertu de laquelle l'intérêt de l'acheteur est évalué, aux fins de conversion ou de rachat, en fonction de la valeur d'un intérêt proportionnel dans un portefeuille déterminé d'éléments d'actif;

(e) an agreement providing that money received will be repaid or treated as a subscription for shares, units or interests at the option of any person or the cooperative;

e) d'une convention qui prévoit que l'argent reçu sera remboursé ou considéré comme une souscription d'actions, de parts ou d'intérêts au choix de toute personne ou de la coopérative;

(f) a profit-sharing agreement or certificate;

f) d'une convention ou d'un certificat de participation aux bénéfices;

(g) a lease, claim or royalty in oil, natural gas or mining, or an interest in the lease, claim or royalty;

g) d'un bail, d'une concession ou de redevances portant sur du minerai, du pétrole ou du gaz naturel ou d'un intérêt dans ceux-ci;

(h) an income or annuity contract that is not issued by an insurance company governed by an Act of Parliament or a law of a province;

h) d'un contrat assurant le paiement d'un revenu ou d'une rente n'ayant pas été établi par une société d'assurances régie par une loi fédérale ou provinciale;

(i) an investment contract; and

i) d'un contrat d'investissement;

(j) anything that is prescribed to be a financial interest.

j) de tout ce qui peut être prévu comme tel par règlement.

“financial loss”
« perte financière »

“financial loss” means a financial loss arising out of an error, omission or misstatement in financial information concerning a cooperative that is required under this Act or the regulations.

« perte financière » Perte financière découlant d'une omission, inexactitude ou erreur

« perte financière »
“financial loss”

“third party”
Version
anglaise
seulement

“third party” includes any subsequent party that is joined in proceedings before a court.

dans des renseignements financiers exigés relativement à une coopérative en vertu de la présente loi ou de ses règlements.

Application of
Part

337.2 (1) This Part applies to the apportionment of damages awarded to a plaintiff for financial loss after a court has found more than one defendant or third party responsible for the financial loss.

337.2 (1) La présente partie régit la répartition d'une indemnité accordée à un demandeur pour une perte financière après qu'un tribunal a déclaré plus d'un défendeur ou mis en cause responsable de celle-ci.

Champ
d'application

Non-application
of Part

(2) This Part does not apply to an award of damages to any of the following plaintiffs:

(2) La présente partie ne s'applique pas dans le cas où l'indemnité est accordée aux demandeurs suivants :

Non-application

(a) Her Majesty in right of Canada or of a province;

a) Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;

(b) an agent of Her Majesty in right of Canada or of a province or a federal or provincial Crown corporation or government agency, unless a substantial part of its activities involves trading, including making investments in, securities or other financial instruments;

b) un de ses mandataires ou une société d'État ou un organisme gouvernemental, fédéral ou provincial, sauf si une partie importante de leurs activités a trait au commerce des valeurs mobilières ou autres instruments financiers, notamment les placements portant sur ceux-ci;

(c) a charitable organization, private foundation or public foundation within the meaning of subsection 149.1(1) of the *Income Tax Act*; or

c) une fondation privée ou publique ou une oeuvre de bienfaisance au sens du paragraphe 149.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

(d) an unsecured creditor in respect of goods or services that the creditor provided to a cooperative.

d) un créancier non garanti dans le cadre de la fourniture de biens ou de services à une coopérative.

Apportionment of Damages

Répartition de l'indemnité

Degree of
responsibility

337.3 (1) Subject to this section and sections 337.4 to 337.6, every defendant or third party who has been found responsible for a financial loss is liable to the plaintiff only for the portion of the damages that corresponds to their degree of responsibility for the loss.

337.3 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 337.4 à 337.6, les défendeurs ou mis en cause déclarés responsables d'une perte financière ne sont tenus d'indemniser le demandeur qu'à concurrence de la somme correspondant à leur degré de responsabilité.

Degré de
responsabilité

Uncollectable
amounts

(2) If any part of the damages awarded against a responsible defendant or third party is uncollectable, the court may, on the application of the plaintiff, reallocate that amount to the other responsible defendants or third parties, if the application is made within one year after the date that the judgment was made enforceable.

(2) S'il s'avère impossible de recouvrer une partie de l'indemnité due par un défendeur ou mis en cause responsable, le tribunal peut, sur requête faite par le demandeur dans l'année suivant la date où le jugement devient exécutoire, répartir celle-ci entre les autres défendeurs ou mis en cause responsables.

Nouvelle
répartition

Reallocation	(3) The amount that may be reallocated to each of the other responsible defendants or third parties under subsection (2) is calculated by multiplying the uncollectable amount by the percentage that corresponds to the degree of responsibility of that defendant or third party for the total financial loss.	(3) La somme additionnelle pouvant être attribuée à chacun des autres défendeurs ou mis en cause responsables en vertu du paragraphe (2) est égale au produit du pourcentage correspondant au degré de responsabilité de chacun par le montant de l'indemnité non recouvrable.	Calcul
Maximum amount	(4) The maximum amount determined under subsection (3), in respect of any responsible defendant or third party, may not be more than fifty per cent of the amount originally awarded against that responsible defendant or third party.	(4) La somme calculée en vertu du paragraphe (3) ne peut, relativement à tout défendeur ou mis en cause responsable, être supérieure à cinquante pour cent de la somme initiale pour laquelle il a été tenu responsable.	Plafond
Exception — fraud	337.4 (1) The plaintiff may recover the whole amount of the damages awarded by the court from any defendant or third party who has been held responsible for a financial loss if it was established that the defendant or third party acted fraudulently or dishonestly.	337.4 (1) La totalité du montant de l'indemnité accordée par le tribunal peut être recouvrée auprès de tout défendeur ou mis en cause déclaré responsable s'il est établi que celui-ci s'est livré à des actes frauduleux ou malhonnêtes relativement à la perte financière en cause.	Fraude
Contribution	(2) The defendant or third party referred to in subsection (1) is entitled to claim contribution from any other defendant or third party who is held responsible for the loss.	(2) Le défendeur ou mis en cause visé au paragraphe (1) peut réclamer à chacun des autres défendeurs ou mis en cause déclarés responsables sa part de l'indemnité.	Réclamation
<i>Joint and Several, or Solidary, Liability</i>		<i>Responsabilité solidaire</i>	
Individual or personal body corporate	337.5 (1) Defendants and third parties referred to in subsection 337.2(1) are jointly and severally, or solidarily, liable for the damages awarded to a plaintiff who is an individual or a personal body corporate and who (a) had a financial interest in a cooperative on the day that an error, omission or misstatement in financial information concerning the cooperative occurred, or acquired a financial interest in the period between the day that the error, omission or misstatement occurred and the day, as determined by the court, that it was generally disclosed; and (b) has established that the value of the plaintiff's total financial interest in the cooperative was not more than the prescribed amount at the close of business on the day that the error, omission or misstatement occurred or at the close of business on any day that the plaintiff acquired a finan-	337.5 (1) Les défendeurs et mis en cause visés au paragraphe 337.2(1) sont solidairement responsables de l'indemnité accordée au demandeur dans les cas où ce dernier est un particulier ou une personne morale privée qui : a) d'une part, avait un intérêt financier dans la coopérative à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur dans les renseignements financiers concernant la coopérative, ou a acquis un tel intérêt financier entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée; b) d'autre part, a établi que la valeur du total de ses intérêts financiers dans la coopérative était, à l'heure de fermeture des bureaux à la date applicable, inférieure ou égale à la somme réglementaire.	Particulier ou personne morale privée

cial interest in the period referred to in paragraph (a).

Definition of
“personal
body
corporate”

(2) In subsection (1), “personal body corporate” means a body corporate that is not actively engaged in any financial, commercial or industrial business and that is controlled by an individual or a group of individuals, each member of which is connected by blood relationship, adoption or marriage or by cohabiting with another member in a conjugal relationship.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply when the plaintiff brings the action as a member of a partnership or other association or as a trustee in bankruptcy, liquidator or receiver of a body corporate.

Equitable
grounds

337.6 (1) If the value of the plaintiff’s total financial interest referred to in subsection 337.5(1) is greater than the prescribed amount, a court may nevertheless determine that the defendants and third parties are jointly and severally, or solidarily, liable if the court considers that it is just and reasonable to do so.

Factors

(2) The Governor in Council may establish factors that the court shall take into account in deciding whether to hold the defendants and third parties jointly and severally, or solidarily, liable.

Statutory
Instruments
Act

(3) The *Statutory Instruments Act* does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the *Canada Gazette*.

Value of
security

337.7 (1) When, in order to establish the value of the total financial interest referred to in subsection 337.5(1), it is necessary to determine the value of a security that is traded on an organized market, the value of the security is, on the day specified in subsection (3),

- (a) the closing price of that class of security;
- (b) if no closing price is given, the average of the highest and lowest prices of that class of security; or
- (c) if the security was not traded, the average of the bid and ask prices of that class of security.

(2) Pour l’application du paragraphe (1), « personne morale privée » s’entend d’une personne morale qui ne se livre activement à aucune activité financière, commerciale ni industrielle et qui est contrôlée par un particulier ou un groupe de particuliers dont chacun est uni à un des autres par les liens du sang, du mariage ou de l’adoption, ou vit avec un de ceux-ci dans une relation conjugale.

Définition de
« personne
morale
privée »

(3) Le paragraphe (1) ne s’applique pas dans les cas où le demandeur agit à titre d’associé d’une société de personnes ou autre association ou à titre de syndic de faillite, de liquidateur ou de séquestre d’une personne morale.

Exceptions

337.6 (1) Si la valeur du total des intérêts financiers visés au paragraphe 337.5(1) est supérieure à la somme réglementaire, le tribunal peut néanmoins déclarer les défendeurs et mis en cause solidairement responsables s’il est convaincu qu’il est juste et raisonnable de procéder ainsi.

Tribunal

(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal tient compte dans sa décision.

Facteurs

(3) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s’applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la *Gazette du Canada*.

Loi sur les
textes
réglementaires

337.7 (1) Lorsqu’il est nécessaire, en vue d’établir la valeur visée au paragraphe 337.5(1), de déterminer la valeur d’une valeur mobilière négociée sur un marché organisé, celle-ci correspond, à la date applicable visée au paragraphe (3) :

Valeur
mobilière

- a) soit au cours de clôture de la catégorie de la valeur mobilière;
- b) soit, à défaut d’un tel cours, à la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas;
- c) soit, dans les cas où il n’y a pas eu de négociation, à la moyenne du cours acheteur et du cours vendeur de la catégorie de la valeur mobilière.

Court may adjust value	(2) The court may adjust the value of a security that has been determined under subsection (1) when the court considers it reasonable to do so.	(2) Le tribunal peut, lorsqu'il l'estime raisonnable, rajuster la valeur déterminée en vertu du paragraphe (1).	Circonstances exceptionnelles
Valuation day	(3) The value of the security is to be determined as of the day that the error, omission or misstatement occurred. If the security was acquired in the period between that day and the day, as determined by the court, that the error, omission or misstatement was generally disclosed, the value is to be determined as of the day that it was acquired.	(3) La valeur de la valeur mobilière visée au paragraphe (1) est déterminée à la date de l'omission, de l'inexactitude ou de l'erreur; dans le cas d'une valeur mobilière acquise entre cette date et celle que le tribunal détermine comme étant celle où l'omission, l'inexactitude ou l'erreur a été divulguée, elle est déterminée à la date de l'acquisition.	Date
Definition of "organized market"	(4) In this section, "organized market" means a recognized exchange for a class of securities or a market that regularly publishes the price of that class of securities in a publication that is generally available to the public.	(4) Pour l'application du présent article, « marché organisé » s'entend d'une bourse reconnue à laquelle est cotée la catégorie de valeurs mobilières ou d'un marché qui publie régulièrement le cours de cette catégorie dans une publication accessible au grand public.	Définition de « marché organisé »
Court determines value	337.8 (1) The court shall determine the value of all or any part of a financial interest that is subject to resale restrictions or for which there is no organized market.	337.8 (1) Le tribunal détermine la valeur de tout ou partie d'un intérêt financier qui est assujéti à des restrictions concernant la revente ou pour lequel il n'existe aucun marché organisé.	Discretion du tribunal
Factors	(2) The Governor in Council may establish factors that the court may take into account in determining value under subsection (1).	(2) Le gouverneur en conseil peut prévoir des facteurs dont le tribunal peut tenir compte pour déterminer la valeur visée au paragraphe (1).	Facteurs
Statutory Instruments Act	(3) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply to the factors referred to in subsection (2), but the factors shall be published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> .	(3) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux facteurs visés au paragraphe (2), ceux-ci sont toutefois publiés dans la partie I de la <i>Gazette du Canada</i> .	Loi sur les textes réglementaires
Application to determine value	337.9 The plaintiff may, by application made at any time before or during the course of the proceedings, request the court to determine the value of the plaintiff's financial interest for the purpose of subsection 337.5(1).	337.9 Pour l'application du paragraphe 337.5(1), le demandeur peut par requête, avant d'engager des procédures ou à tout moment au cours de celles-ci, demander au tribunal d'évaluer la valeur de ses intérêts financiers.	Requête
	219. The definition "complainant" in section 338 of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).	219. L'alinéa d) de la définition de « plaignant », à l'article 338 de la même loi, est abrogé.	
	220. Paragraph 339(2)(a) of the Act is replaced by the following:	220. L'alinéa 339(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(a) if the directors of the cooperative or its subsidiary do not bring, diligently prosecute, defend or discontinue the action, the complainant has given notice to the directors of the cooperative or its subsidiary of	a) dans le cas où les administrateurs de la coopérative ou de sa filiale n'ont pas intenté l'action, n'y ont pas présenté de défense, n'y ont pas mis fin ou n'ont pas agi avec diligence au cours des procédures, que le	

the complainant's intention to apply to the court under subsection (1) not less than fourteen days before bringing the application, or as otherwise ordered by the court;

221. The portion of subsection 340(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Motifs

(2) Le tribunal, saisi d'une demande visée au paragraphe (1), peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la coopérative qui, à son avis, abuse des droits des membres ou autres détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants de la coopérative, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

222. Paragraphs 345(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) to grant, or to refuse to grant, an exemption that may be granted under this Act and the regulations;

(d) to refuse to issue a certificate of discontinuance or a certificate attesting that as of a certain date the cooperative exists under section 375;

(d.1) to correct, or to refuse to correct, articles, a notice, a certificate or other document under section 376.1;

(d.2) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and related certificate under section 376.2;

223. The Act is amended by adding the following after section 361:

PART 21.1

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR
OTHER FORM

Definitions

361.1 The definitions in this section apply in this Part.

“electronic document”
« document électronique »

“electronic document” means, except in section 361.6, any form of representation of information or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.

plaignant a donné avis de son intention de leur présenter la demande, au moins quatorze jours avant la présentation ou dans le délai que le tribunal estime indiqué, en conformité avec le paragraphe (1);

221. Le passage du paragraphe 340(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Motifs

(2) Le tribunal saisi d'une demande visée au paragraphe (1) peut, par ordonnance, redresser la situation provoquée par la coopérative qui, à son avis, abuse des droits des membres ou autres détenteurs de valeurs mobilières, créanciers, administrateurs ou dirigeants de la coopérative, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts :

222. Les alinéas 345c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) d'accorder ou de refuser d'accorder une dispense qui peut être consentie en vertu de la présente loi et de ses règlements;

d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime ou le certificat attestant l'existence de la coopérative à une date précise en application de l'article 375;

d.1) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, avis, certificats ou autres documents en vertu de l'article 376.1;

d.2) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats connexes en vertu de l'article 376.2;

223. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 361, de ce qui suit :

PARTIE 21.1

DOCUMENTS SOUS FORME
ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

Définitions

361.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« document électronique »
“electronic document”

« document électronique » Sauf à l'article 361.6, s'entend de toute forme de représentation d'informations ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électroniques, optiques ou autres moyens semblables et qui peut être lue ou perçue par une personne ou par tout moyen.

“information system” « système d’information »	“information system” means a system used to generate, send, receive, store or otherwise process an electronic document.	« système d’information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire ou traiter de toute autre manière des documents électroniques.	« système d’information » “information system”
Application	361.2 This Part does not apply to a notice, document or other information sent to or issued by the Director pursuant to this Act or to any prescribed notice, document or other information.	361.2 La présente partie ne s’applique pas aux avis, documents ou autre information que le directeur envoie ou reçoit en vertu de la présente loi ni à ceux visés par règlement.	Application
Use not mandatory	361.3 (1) Nothing in this Act or the regulations requires a person to create or provide an electronic document.	361.3 (1) La présente loi et ses règlements d’application n’obligent personne à créer ou transmettre un document électronique.	Utilisation non obligatoire
Consent and other requirements	(2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with a notice, document or other information is not satisfied by the provision of an electronic document unless (a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an information system for the receipt of the electronic document; and (b) the electronic document is provided to the designated information system, unless otherwise prescribed.	(2) Malgré toute autre disposition de la présente partie, dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la fourniture d’un avis, d’un document ou autre information, la transmission d’un document électronique ne satisfait à l’obligation que si : a) le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d’information pour sa réception; b) le document électronique est transmis au système d’information ainsi désigné, sauf disposition réglementaire contraire.	Consentement et autres exigences
Revocation of consent	(3) An addressee may revoke the consent referred to in paragraph (2)(a) in the manner prescribed.	(3) Le destinataire peut, selon les modalités réglementaires, révoquer son consentement.	Révocation du consentement
Creation and provision of information	361.4 A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created or provided is satisfied by the creation or provision of an electronic document if (a) the by-laws or the articles of the cooperative do not provide otherwise; and (b) the regulations, if any, have been complied with.	361.4 Dans les cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la création ou la fourniture d’un avis, d’un document ou autre information, la création ou la transmission d’un document électronique satisfait à l’obligation si les conditions suivantes sont réunies : a) les statuts ou les règlements administratifs de la coopérative ne s’y opposent pas; b) s’il y a lieu, les exigences réglementaires sont observées.	Création et fourniture d’information
Creation of information in writing	361.5 (1) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be created in writing is satisfied by the creation of an electronic document if, in addition to the conditions in section 361.4,	361.5 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu’un avis, un document ou autre information soit créé par écrit, la création d’un document électronique satisfait à l’obligation si, en sus des conditions visées à l’article 361.4, les conditions suivantes sont réunies :	Création d’information écrite

Provision of information in writing	(a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and (b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with. (2) A requirement under this Act or the regulations that a notice, document or other information be provided in writing is satisfied by the provision of an electronic document if, in addition to the conditions set out in section 361.4,	a) l'information qui y est contenue est accessible pour consultation ultérieure; b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires visant l'application du présent paragraphe sont observées. (2) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige qu'un avis, un document ou autre information soit fourni par écrit, la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation si, en sus des conditions visées à l'article 361.4, les conditions suivantes sont réunies :	Fourniture d'information sous forme écrite
Copies	(a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee, so as to be usable for subsequent reference; and (b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with. (3) A requirement under this Act or the regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of the electronic document.	a) l'information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et lui est accessible pour consultation ultérieure; b) s'il y a lieu, les exigences réglementaires visant l'application du présent paragraphe sont observées. (3) Dans le cas où une disposition de la présente loi exige la fourniture d'un ou de plusieurs exemplaires d'un document à un seul destinataire dans le même envoi, la transmission d'un document électronique satisfait à l'obligation.	Exemplaires
Registered mail	(4) A requirement under this Act or the regulations to provide a document by registered mail is not satisfied by the sending of an electronic document unless prescribed.	(4) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige la transmission d'un document par courrier recommandé, l'obligation ne peut être satisfaite par la transmission d'un document électronique que si les règlements le prévoient.	Courrier recommandé
Statutory declarations and affidavits	361.6 (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if (a) the person who makes the statutory declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature; (b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and (c) the requirements of sections 361.3 to 361.5 are complied with.	361.6 (1) Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une déclaration solennelle ou sous serment, celle-ci peut être créée ou fournie dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies : a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée; b) la personne autorisée devant qui elle a été faite appose à celle-ci sa signature électronique sécurisée; c) les conditions visées aux articles 361.3 à 361.5 ont été observées.	Déclaration solennelle ou sous serment
Definitions	(2) For the purposes of this section, "electronic document" and "secure electronic signature" have the same meaning as in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i>.	(2) Pour l'application du présent article, « document électronique » et « signature électronique sécurisée » s'entendent au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection</i>	Dispositions applicables

		<i>des renseignements personnels et les documents électroniques.</i>	
Clarification	(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an “electronic document” in sections 361.3 to 361.5 are to be read as references to an “electronic document” as defined in subsection 31(1) of the <i>Personal Information Protection and Electronic Documents Act</i> .	(3) Pour l’application de l’alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 361.3 à 361.5 valent mention d’un document électronique au sens du paragraphe 31(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .	Précision
Signatures	361.7 A requirement under this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed, except with respect to a statutory declaration or an affidavit, is satisfied if, in relation to an electronic document, the prescribed requirements pertaining to this section, if any, are met and if the signature results from the application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven: (a) the signature resulting from the use by a person of the technology or process is unique to the person; (b) the technology or process is used by a person to incorporate, attach or associate the person’s signature to the electronic document; and (c) the technology or process can be used to identify the person using the technology or process. 224. Subsection 362(4) of the French version of the Act is replaced by the following:	361.7 Dans le cas où une disposition de la présente loi ou de ses règlements exige une signature, autre que celle exigée pour une déclaration visée à l’article 361.6, la signature qui résulte de l’utilisation d’une technologie ou d’un procédé satisfait à l’obligation en ce qui concerne un document électronique si les exigences réglementaires visant l’application du présent article sont observées, s’il y a lieu, et que la technologie ou le procédé permet d’établir ce qui suit : a) la signature est propre à l’utilisateur; b) la technologie ou le procédé est utilisé par une personne pour l’incorporation ou l’association de la signature de cette personne au document électronique; c) la technologie ou le procédé permet d’identifier l’utilisateur. 224. Le paragraphe 362(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	Signatures
Retours	(4) La coopérative n’est pas tenue d’envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est avisée par écrit de la nouvelle adresse du membre ou du détenteur de parts de placement introuvable.	(4) La coopérative n’est pas tenue d’envoyer les avis ou documents visés au paragraphe (1) qui lui sont retournés deux fois de suite, sauf si elle est avisée par écrit de la nouvelle adresse du membre ou du détenteur de parts de placement introuvable.	Retours
Waiver of notice	225. Section 364 of the Act is replaced by the following: 364. When a notice or document is required by this Act or the regulations to be sent, the sending of the notice or document may be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person who is entitled to it.	225. L’article 364 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 364. Dans les cas où la présente loi ou ses règlements d’application exigent l’envoi d’un avis ou d’un document, il est possible, par écrit, de renoncer à l’envoi ou au délai, ou de consentir à l’abrégement de celui-ci.	Renonciation

226. Section 367 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Authority to
sign notices

(3) The notices referred to in subsections 30(2) and (4), 81(1) and 91(1), and the annual return referred to in subsection 374(1), may be signed by any individual who has the relevant knowledge of the cooperative and who is authorized to do so by the directors, or, in the case of the notice referred to in subsection 81(1), the incorporators.

Execution of
documents

(4) Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of like form, each of which is executed or signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for the purposes of this Act.

227. (1) Section 372 of the Act is renumbered as subsection 372(1).

(2) Paragraph 372(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) respecting the payment of any fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part;

(d.1) prescribing, for the purposes of subsection 58(2.1), a manner of determining the number of investment shares required for a person to be eligible to make a proposal, including the time and manner of determining a value or percentage of the outstanding investment shares;

(d.2) prescribing, for the purposes of paragraph 58(4)(d), the minimum amount of support required in relation to the number of times the person has submitted substantially the same proposal within the prescribed period;

226. L'article 367 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les avis visés aux paragraphes 30(2) et (4), la liste prévue au paragraphe 81(1), l'avis prévu au paragraphe 91(1) ainsi que le rapport annuel visé au paragraphe 374(1) peuvent être signés par tout particulier ayant une connaissance suffisante de la coopérative, sur autorisation des administrateurs ou, dans le cas de la liste visée au paragraphe 81(1), des fondateurs.

Particuliers
autorisés à
signer

(4) Les statuts, avis, résolutions, demandes, déclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs particuliers pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de même forme, dont chacun est signé par un ou plusieurs de ces particuliers. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.

Présomption
relative à la
signature des
documents

227. (1) L'article 372 de la même loi devient le paragraphe 372(1).

(2) L'alinéa 372(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) prévoir le paiement des droits, y compris le moment et la manière selon laquelle ces droits doivent être payés, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les droits peuvent être remboursés en tout ou en partie;

d.1) prévoir, pour l'application du paragraphe 58(2.1), le mode de détermination du nombre des parts de placement requis pour soumettre une proposition, y compris les modalités — de temps ou autres — d'évaluation des parts de placement ou de détermination du pourcentage nécessaire par rapport à l'ensemble des parts de placement de la coopérative;

d.2) prévoir, pour l'application de l'alinéa 58(4)d), l'appui nécessaire à la proposition d'une personne en fonction du nombre de

(3) Subsection 372(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):

(g) prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part 21.1, including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to have been provided or received and the place where it is considered to have been provided or received;

(h) prescribing the manner of, and conditions for, participating in a meeting by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting; and

(i) prescribing, for the purposes of subsection 65(3), the manner of, and conditions for, voting at a meeting of a cooperative by means of a telephonic, electronic or other communication facility.

(4) Section 372 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) The regulations may incorporate any material by reference, regardless of its source and either as it exists on a particular date or as amended from time to time.

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act* because it is incorporated by reference.

228. The Act is amended by adding the following after section 372:

372.1 The fee in respect of the filing, examination, or copying of any document or in respect of any action that the Director is required or authorized to take must be paid to the Director on the filing, examination, or copying or before the Director takes the action in respect of which the fee is payable.

propositions à peu près identiques déjà présentées par celui-ci dans le délai réglementaire;

(3) Le paragraphe 372(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa f), de ce qui suit :

g) prévoir tout ce qui est utile à l’application de la partie 21.1, y compris les délais et les circonstances dans lesquels un document électronique est présumé avoir été transmis ou reçu, ainsi que le lieu où le document est présumé avoir été transmis ou reçu;

h) prévoir la façon de participer aux assemblées d’une coopérative ou aux réunions du conseil par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer entre eux, ainsi que les exigences à respecter dans le cadre de cette participation;

i) prévoir, pour l’application du paragraphe 65(3), la façon de voter par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — lors d’une assemblée d’une coopérative, ainsi que les exigences à respecter dans le cadre du vote.

(4) L’article 372 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document — quelle que soit sa provenance —, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

(3) L’incorporation par renvoi d’un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l’application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

228. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 372, de ce qui suit :

372.1 Les droits pour le dépôt, l’examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le directeur doivent lui être versés au moment du dépôt, de l’examen ou de la reproduction ou avant qu’il ne prenne la mesure pour laquelle le droit est exigible.

Incorporation
by reference

Incorporated
material is not
a regulation

Fee to be paid
before service
performed

Incorporation
par renvoi

Nature du
document
incorporé

Paiement des
droits
antérieur à la
fourniture du
service

229. (1) The portion of paragraph 373(2)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) on receiving the articles or statement in the form that the Director has fixed, any other required documents and the required fees, the Director must

(2) Subparagraph 373(2)(b)(iv) of the Act is replaced by the following:

(iv) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of it, to the cooperative or its agent, and

230. Sections 375 and 376 of the Act are replaced by the following:

375. (1) The Director may provide any person with a certificate that a cooperative

(a) has sent to the Director a document required to be sent;

(b) has paid all required fees; or

(c) exists as of a certain date.

(2) For greater certainty, the Director may refuse to issue a certificate under paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the cooperative is in default of sending a document required to be sent or is in default of paying a required fee.

376. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized to do so by the person who sent the document or by their representative.

376.1 (1) If there is an error in articles, a notice, a certificate or other document, the directors, members or shareholders must, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act, and take any other steps that the Director may reasonably require so that the Director may correct the document.

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the correction would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative.

229. (1) Le passage de l'alinéa 373(2)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) le directeur doit, à la réception des documents requis en la forme établie par lui et des droits y afférents :

(2) Le sous-alinéa 373(2)b)(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) envoyer le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou autre de ce document, à la coopérative ou à son mandataire;

230. Les articles 375 et 376 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

375. (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant la remise par la coopérative des documents dont l'envoi est requis par la présente loi, le paiement des droits requis ou l'existence de la coopérative à une date précise.

(2) Le directeur peut refuser de délivrer le certificat attestant l'existence de la coopérative notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est requis par la présente loi ou de payer des droits requis.

376. Le directeur peut modifier les avis ou, avec l'autorisation de l'expéditeur ou de son représentant, les documents autres que les affidavits ou les déclarations solennelles.

376.1 (1) En cas d'erreur dans les statuts, les avis, les certificats ou autres documents, le directeur peut, afin de les rectifier, demander aux administrateurs, membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative, de prendre toute mesure raisonnable, et notamment d'adopter des résolutions, et de lui envoyer les documents se conformant à la présente loi.

(2) Il ne peut cependant procéder à la demande que s'il est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou créanciers de la coopérative.

Certificate

Director may refuse to issue certificate of existence

Alteration

Corrections at request of Director

No prejudice

Certificat

Refus de délivrance

Modification

Rectifications à la demande du directeur

Rectifications ne portent pas préjudice

Corrections at the request of the cooperative

(3) The Director may, at the request of the cooperative or of any other interested person, accept a correction to any of the documents referred to in subsection (1) if

- (a) the correction is approved by the directors of the cooperative, unless the error is obvious or was made by the Director; and
- (b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative and that the correction reflects the original intention of the cooperative or the incorporators, as the case may be.

(3) À la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée en vue de faire rectifier les erreurs contenues dans des documents visés au paragraphe (1), le directeur peut permettre que les documents rectifiés lui soient envoyés si :

- a) les rectifications sont approuvées par les administrateurs de la coopérative, sauf dans le cas d'erreurs manifestes ou faites par le directeur lui-même;
- b) le directeur est convaincu que les rectifications ne porteraient pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou aux créanciers de la coopérative et qu'elles reflètent l'intention d'origine.

Rectifications à la demande de la coopérative ou autre

Application to court

(4) If, in the view of the Director, of the cooperative or of any interested person who wishes a correction, a correction to any of the documents referred to in subsection (1) would prejudice any of the members, shareholders or creditors of a cooperative, the Director, the cooperative or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the document be corrected and for an order determining the rights of the members, shareholders or creditors.

(4) Si les rectifications, de l'avis du directeur, de la coopérative ou de toute personne intéressée qui les désire, risquent de porter préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement ou aux créanciers de la coopérative, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance afin de rectifier le document.

Intervention du tribunal

Notice to Director

(5) An applicant under subsection (4) must give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

(5) Avis de la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au directeur

Director may require surrender of document

(6) The Director may demand the surrender of the original document, and may issue a corrected certificate or file the corrected articles, notice or other document.

(6) Le directeur peut exiger la restitution du document à rectifier, délivrer un certificat rectifié et enregistrer tout autre document rectifié.

Restitution

Date of corrected document

(7) A corrected document must bear the date of the document it replaces unless

- (a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document must bear the corrected date; or
- (b) the court decides otherwise.

(7) Le document rectifié porte la date de celui qu'il remplace, la date rectifiée — dans le cas où la rectification porte sur la date du document — ou celle précisée par le tribunal, s'il y a lieu.

Date du document

Notice

(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director must without delay give notice of the correction in a publication generally available to the public.

(8) Le directeur donne sans délai avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication accessible au grand public.

Avis

Cancellation of articles by Director	376.2 (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and related certificate of a cooperative.	376.2 (1) Le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts d'une coopérative et les certificats y afférents.	Annulation à la demande du directeur
No prejudice	(2) Before proceeding under subsection (1), the Director must be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative.	(2) Il ne peut cependant les annuler que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ni aux créanciers de celle-ci.	Annulation conditionnelle
Request to Director to cancel articles	(3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a cooperative or of any other interested person, cancel the articles and related certificate of the cooperative if (a) the cancellation is approved by the directors of the cooperative; and (b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members, shareholders or creditors of the cooperative and that the cancellation reflects the original intention of the cooperative or the incorporators, as the case may be.	(3) À la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée, le directeur peut, dans les circonstances réglementaires, annuler les statuts et les certificats y afférents si : a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de la coopérative; b) il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ou aux créanciers de celle-ci et qu'elle reflète l'intention d'origine.	Annulation à la demande de la coopérative ou autre
Application to court	(4) If, in the view of the Director, of the cooperative or of any interested person who wishes a cancellation, a cancellation of articles and a related certificate would prejudice any of the members, shareholders or creditors of a cooperative, the Director, the cooperative or the person, as the case may be, may apply to the court for an order that the articles and certificate be cancelled and for an order determining the rights of the members, shareholders or creditors.	(4) Si l'annulation des statuts ou des certificats y afférents, de l'avis du directeur, de la coopérative ou de toute personne intéressée qui la désire, risque de porter préjudice aux membres ou détenteurs de parts de placement de la coopérative ou aux créanciers de celle-ci, l'une ou l'autre de ces personnes peut saisir le tribunal de la question pour qu'il établisse les droits des parties en cause et, s'il y a lieu, rende une ordonnance d'annulation.	Intervention du tribunal
Notice to Director	(5) An applicant under subsection (4) must give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.	(5) Avis de la demande de la coopérative ou de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur et celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.	Avis au directeur
Return of certificate	(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.	(6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.	Restitution
	231. Subsection 377(1) of the Act is replaced by the following:	231. Le paragraphe 377(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Inspection	377. (1) A person who has paid the required fee is entitled during usual business hours to examine a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except a report sent under subsection 330(2), and to make copies of it or take extracts from it.	377. (1) Sur paiement des droits requis, il est possible de consulter, pendant les heures normales d'ouverture, les documents dont l'envoi au directeur est requis par la présente loi ou ses règlements d'application, à l'exception des rapports envoyés en vertu du paragraphe 330(2), et d'en faire des copies ou extraits.	Consultation

Retention of records

232. Subsection 378(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Director is not required to produce any document, other than a certificate and attached articles or statement filed under section 373, after the expiration of the prescribed period.

TRANSITIONAL PROVISIONS

233. Part XIX.1 of the *Canada Business Corporations Act*, as enacted by section 115 of this Act, does not apply to any proceeding commenced before the coming into force of that section.

234. Part 18.1 of the *Canada Cooperatives Act*, as enacted by section 218 of this Act, does not apply to any proceeding commenced before the coming into force of that section.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

1997, c. 26

Budget Implementation Act, 1997

235. Paragraph 8(2)(n) of the *Budget Implementation Act, 1997* is replaced by the following:

(n) subsections 124(1) to (6) (indemnification of directors and insurance for director's liability);

R.S., c. C-10

Canada Post Corporation Act

1993, c. 17, s. 1

236. Section 27 of the *Canada Post Corporation Act* is replaced by the following:

27. (1) The definitions “beneficial ownership”, “debt obligation”, “redeemable share”, “security”, “security interest” and “special resolution” in subsection 2(1) and sections 23 to 26, 34, 36 to 38 (except subsection 38(6)), 42, 43, 50, 172 and 257 of the *Canada Business Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the Corporation as if the references therein to articles were references to the by-laws of the Corporation.

Assets of Corporation

(2) For the purposes of applying subsections 34(2), 36(2) and 38(3) and section 42 of the *Canada Business Corporations Act* in respect of the Corporation, the assets held by the Corporation as an agent of Her Majesty in right of Canada shall be deemed to be assets of the Corporation.

232. Le paragraphe 378(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur n'est tenu de produire des documents, à l'exception des certificats et des statuts et déclarations annexés qui sont enregistrés en vertu de l'article 373, que dans le délai réglementaire.

Production

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

233. La partie XIX.1 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, édictée par l'article 115 de la présente loi, ne s'applique pas aux procédures engagées avant l'entrée en vigueur de cet article.

234. La partie 18.1 de la *Loi canadienne sur les coopératives*, édictée par l'article 218 de la présente loi, ne s'applique pas aux procédures engagées avant l'entrée en vigueur de cet article.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi d'exécution du budget de 1997

1997, ch. 26

235. L'alinéa 8(2)(n) de la *Loi d'exécution du budget de 1997* est remplacé par ce qui suit :

n) paragraphes 124(1) à (6) (indemnisation et assurance-responsabilité des administrateurs);

Loi sur la Société canadienne des postes

L.R., ch. C-10
1993, ch. 17, art. 1

236. L'article 27 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Les définitions de « action rachetable », « résolution spéciale », « sûreté », « titre de créance », « valeur mobilière » et « véritable propriétaire » énoncées au paragraphe 2(1), aux articles 23 à 26, 34, 36 à 38 (à l'exception du paragraphe 38(6)), 42, 43, 50, 172 et 257 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'appliquent à la Société, avec les adaptations nécessaires, comme si les renvois qu'ils comportent aux statuts étaient des renvois aux règlements administratifs de la Société.

Loi canadienne sur les sociétés par actions

(2) Pour l'application des paragraphes 34(2), 36(2) et 38(3) et de l'article 42 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* à la Société, les éléments d'actif qu'elle détient au nom de Sa Majesté du chef du Canada sont réputés lui appartenir en propre.

Actif de la Société

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

237. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

237. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE
(Section 135)

ANNEXE
(article 135)

TECHNICAL AMENDMENTS TO THE
ENGLISH VERSION OF THE CANADA
BUSINESS CORPORATIONS ACT

MODIFICATIONS MATÉRIELLES DE LA
VERSION ANGLAISE DE LA LOI
CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR
ACTIONS

1. Paragraph (c) of the definition “resident Canadian” in subsection 2(1) is replaced by the following:

(c) a permanent resident within the meaning of the *Immigration Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which they first became eligible to apply for Canadian citizenship;

2. Subsection 21(4) is replaced by the following:

(4) A person requiring a corporation to furnish a basic list may, by stating in the affidavit referred to in subsection (3) that they require supplemental lists, require the corporation or its agent on payment of a reasonable fee to furnish supplemental lists setting out any changes from the basic list in the names or addresses of the shareholders and the number of shares owned by each shareholder for each business day following the date the basic list is made up to.

3. Section 41 is replaced by the following:

41. The directors may authorize the corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of the person’s purchasing or agreeing to purchase shares of the corporation from the corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

4. Subsection 46(3) is replaced by the following:

1. L’alinéa c) de la définition de « resident Canadian », au paragraphe 2(1), est remplacé par ce qui suit :

(c) a permanent resident within the meaning of the *Immigration Act* and ordinarily resident in Canada, except a permanent resident who has been ordinarily resident in Canada for more than one year after the time at which they first became eligible to apply for Canadian citizenship;

2. Le paragraphe 21(4) est remplacé par ce qui suit :

(4) A person requiring a corporation to furnish a basic list may, by stating in the affidavit referred to in subsection (3) that they require supplemental lists, require the corporation or its agent on payment of a reasonable fee to furnish supplemental lists setting out any changes from the basic list in the names or addresses of the shareholders and the number of shares owned by each shareholder for each business day following the date the basic list is made up to.

3. L’article 41 est remplacé par ce qui suit :

41. The directors may authorize the corporation to pay a reasonable commission to any person in consideration of the person’s purchasing or agreeing to purchase shares of the corporation from the corporation or from any other person, or procuring or agreeing to procure purchasers for any such shares.

4. Le paragraphe 46(3) est remplacé par ce qui suit :

Supplemental
lists

Commission
for sale of
shares

Supplemental
lists

Commission
for sale of
shares

Effect of sale

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) The definitions “bona fide purchaser”, “broker” and “holder” in subsection 48(2) are replaced by the following:

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“broker”
« courtier »

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“holder”
« détenteur »

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

(2) Subsection 48(5) is replaced by the following:

Order form

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Subsection 48(7) is replaced by the following:

(3) Where shares are sold by a corporation under subsection (1), the owner of the shares immediately prior to the sale shall by that sale be divested of their interest in the shares, and the person who, but for the sale, would be the registered owner of the shares or a person who satisfies the corporation that, but for the sale, they could properly be treated as the registered owner or registered holder of the shares under section 51 shall, from the time of the sale, be entitled to receive only the net proceeds of the sale, together with any income earned thereon from the beginning of the month next following the date of the receipt by the corporation of the proceeds of the sale, less any taxes thereon and any costs of administration of a trust fund constituted under subsection 47(1) in relation thereto.

5. (1) Les définitions de « bona fide purchaser », « broker » et « holder », au paragraphe 48(2), sont respectivement remplacées par ce qui suit :

“bona fide purchaser” means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a security in bearer form or order form or of a security in registered form issued or endorsed to the purchaser or endorsed in blank;

“broker” means a person who is engaged, whether or not exclusively, in the business of buying and selling securities and who, in the transaction concerned, acts for, or buys a security from, or sells a security to a customer;

“holder” means a person in possession of a security issued or endorsed to the person or the bearer or in blank;

(2) Le paragraphe 48(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) A debt obligation is in order form where, by its terms, it is payable to the order or assigns of any person therein specified with reasonable certainty or to that person’s order.

(3) Le paragraphe 48(7) est remplacé par ce qui suit :

Effect of sale

“bona fide purchaser”
« acheteur de bonne foi »

“broker”
« courtier »

“holder”
« détenteur »

Order form

Guarantor for
issuer

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

6. (1) Subsection 49(1) is replaced by the following:

Rights of
holder

49. (1) Every security holder is entitled at their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

(2) Subsection 49(6) is replaced by the following:

Continuation
of signature

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

7. (1) The portion of subsection 51(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Constructive
registered
holder

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

(2) Subsection 51(3) is replaced by the following:

Permissible
registered
holder

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

(7) A guarantor for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee whether or not the obligation is noted on the security.

6. (1) Le paragraphe 49(1) est remplacé par ce qui suit :

Guarantor for
issuer

49. (1) Every security holder is entitled at their option to a security certificate that complies with this Act or a non-transferable written acknowledgment of their right to obtain such a security certificate from a corporation in respect of the securities of that corporation held by them.

(2) Le paragraphe 49(6) est remplacé par ce qui suit :

Rights of
holder

(6) If a security certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the corporation may issue the security certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the corporation, and the security certificate is as valid as if the person were a director or an officer at the date of its issue.

7. (1) Le passage du paragraphe 51(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Continuation
of signature

(2) Notwithstanding subsection (1), a corporation whose articles restrict the right to transfer its securities shall, and any other corporation may, treat a person as a registered security holder entitled to exercise all the rights of the security holder that the person represents, if the person furnishes the corporation with evidence as described in subsection 77(4) that the person is

(2) Le paragraphe 51(3) est remplacé par ce qui suit :

Constructive
registered
holder

(3) If a person on whom the ownership of a security devolves by operation of law, other than a person described in subsection (2), furnishes proof of the person's authority to exercise rights or privileges in respect of a security of the corporation that is not registered in the person's name, the corporation shall treat the person as entitled to exercise those rights or privileges.

Permissible
registered
holder

(3) The portion of subsection 51(7) before paragraph (a) is replaced by the following:

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. Paragraph 52(1)(a) is replaced by the following:

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may compel the issuer to purchase and deliver such a security against surrender of the security that the person holds;

9. Paragraph 53(d) is replaced by the following:

(d) if the defendant establishes that a defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff claims.

10. Section 54 is replaced by the following:

Securities
fungible

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock exchange rule, a person required to deliver securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank.

11. Paragraphs 56(a) and (b) are replaced by the following:

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, and such money or securities are available on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more than two years after the date set for

(3) Le passage du paragraphe 51(7) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Transmission
of securities

(7) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person referred to in paragraph (2)(a) is entitled to become a registered holder, or to designate a registered holder, if the person deposits with the corporation or its transfer agent

8. L'alinéa 52(1)a) est remplacé par ce qui suit :

(a) if a valid security, similar in all respects to the security involved in the overissue, is reasonably available for purchase, the person entitled to the validation or issue may compel the issuer to purchase and deliver such a security against surrender of the security that the person holds;

9. L'alinéa 53d) est remplacé par ce qui suit :

(d) if the defendant establishes that a defence or defect exists, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is ineffective against the plaintiff or some person under whom the plaintiff claims.

10. L'article 54 est remplacé par ce qui suit :

Securities
fungible

54. Unless otherwise agreed, and subject to any applicable law, regulation or stock exchange rule, a person required to deliver securities may deliver any security of the specified issue in bearer form or registered in the name of the transferee or endorsed to the transferee or in blank.

11. Les alinéas 56a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) if the event requires the payment of money or the delivery of securities, or both, on presentation or surrender of the security, and such money or securities are available on the date set for payment or exchange, and the purchaser takes the security more than one year after that date; or

(b) if the purchaser takes the security more than two years after the date set for

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. Paragraph 57(b) is replaced by the following:

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. Paragraph 58(1)(a) is replaced by the following:

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Paragraphs 59(1)(b) and (c) are replaced by the following:

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Subsection 60(1) is replaced by the following:

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Subsection 61(2) is replaced by the following:

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

Title of
purchaser

Notice of
fiduciary duty

presentation or surrender or the date on which such performance became due.

12. L'alinéa 57(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) an employee of the issuer or of a person referred to in paragraph (a) who in the ordinary course of their duties handles the security.

13. L'alinéa 58(1)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) any person may complete it by filling in the blanks in accordance with their authority; and

14. Les alinéas 59(1)(b) et c) sont remplacés par ce qui suit :

(b) the person's acts in connection with the issue of the security are within their authority; and

(c) the person has reasonable grounds for believing that the security is in the form and within the amount the issuer is authorized to issue.

15. Le paragraphe 60(1) est remplacé par ce qui suit :

60. (1) On delivery of a security the purchaser acquires the rights in the security that the transferor had or had authority to convey, except that a purchaser who has been a party to any fraud or illegality affecting the security or who as a prior holder had notice of an adverse claim does not improve their position by taking from a later *bona fide* purchaser.

16. Le paragraphe 61(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) Notwithstanding that a purchaser, or any broker for a seller or purchaser, has notice that a security is held for a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary, they have no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and have no notice of an adverse claim, except that where they know that the consideration is to be used for, or that the transaction is for, the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty, the purchaser or broker is deemed to have notice of an adverse claim.

Title of
purchaser

Notice of
fiduciary
duty

17. (1) Subsection 63(1) is replaced by the following:

Warranties of issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) Paragraph 63(2)(c) is replaced by the following:

(c) the person knows of nothing that might impair the validity of the security.

(3) Subsection 63(3) is replaced by the following:

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only the intermediary's good faith and authority even if the intermediary has purchased or made advances against the draft or other claim to be collected against the delivery.

(4) Subsection 63(5) is replaced by the following:

Warranties of broker

(5) A broker gives to a customer, to the issuer and to a purchaser, as the case may be, the warranties provided in this section and has the rights and privileges of a purchaser under this section, and those warranties of and in favour of the broker acting as an agent are in addition to warranties given by the customer and warranties given in favour of the customer.

18. Section 64 is replaced by the following:

Right to compel endorsement

64. When a security in registered form is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser may become a *bona fide* purchaser only as of the time the endorsement is supplied, but against the

17. (1) Le paragraphe 63(1) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of issuer

63. (1) A person who presents a security for registration of transfer or for payment or exchange warrants to the issuer that the person is entitled to the registration, payment or exchange, except that a purchaser for value without notice of an adverse claim who receives a new, reissued or re-registered security on registration of transfer warrants only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorsement.

(2) L'alinéa 63(2)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) the person knows of nothing that might impair the validity of the security.

(3) Le paragraphe 63(3) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of intermediary

(3) Where a security is delivered by an intermediary known by the purchaser to be entrusted with delivery of the security on behalf of another or with collection of a draft or other claim to be collected against such delivery, the intermediary by such delivery warrants only the intermediary's good faith and authority even if the intermediary has purchased or made advances against the draft or other claim to be collected against the delivery.

(4) Le paragraphe 63(5) est remplacé par ce qui suit :

Warranties of broker

(5) A broker gives to a customer, to the issuer and to a purchaser, as the case may be, the warranties provided in this section and has the rights and privileges of a purchaser under this section, and those warranties of and in favour of the broker acting as an agent are in addition to warranties given by the customer and warranties given in favour of the customer.

18. L'article 64 est remplacé par ce qui suit :

Right to compel endorsement

64. When a security in registered form is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser may become a *bona fide* purchaser only as of the time the endorsement is supplied, but against the

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) Paragraph 65(1)(b) is replaced by the following:

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) Paragraph 65(1)(g) is replaced by the following:

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Subsection 65(8) is replaced by the following:

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Subsection 65(10) is replaced by the following:

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) Paragraph 70(1)(a) is replaced by the following:

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Paragraphs 70(1)(c) and (d) are replaced by the following:

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

transferor the transfer is complete on delivery and the purchaser has a specifically enforceable right to have any necessary endorsement supplied.

19. (1) L'alinéa 65(1)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) if a person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer serving in the described capacity, either that person or the person's successor;

(2) L'alinéa 65(1)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) to the extent that a person described in paragraphs (a) to (f) may act through an agent, the authorized agent.

(3) Le paragraphe 65(8) est remplacé par ce qui suit :

(8) Unless otherwise agreed, the endorser assumes no obligation that the security will be honoured by the issuer.

(4) Le paragraphe 65(10) est remplacé par ce qui suit :

(10) Failure of a fiduciary to comply with a controlling instrument or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship, including any law requiring the fiduciary to obtain court approval of a transfer, does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

20. (1) L'alinéa 70(1)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of a security;

(2) Les alinéas 70(1)(c) et (d) sont remplacés par ce qui suit :

(c) the broker of the purchaser sends the purchaser confirmation of the purchase and identifies in a record a specific security as belonging to the purchaser; or

(d) with respect to an identified security to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges holding it for the purchaser.

Immunity of endorser

Failure of fiduciary to comply

Immunity of endorser

Failure of fiduciary to comply

(3) Subsection 70(2) is replaced by the following:

Constructive ownership

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Paragraphs 71(1)(a) and (b) are replaced by the following:

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Subsections 71(2) and (3) are replaced by the following:

Duty to deliver

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

Delivery to broker

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Subsection 72(1) is replaced by the following:

Right to reclaim possession

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

(3) Le paragraphe 70(2) est remplacé par ce qui suit :

Constructive ownership

(2) A purchaser is the owner of a security that a broker holds for the purchaser, but is not a holder except in the cases referred to in paragraphs (1)(b) and (c).

21. (1) Les alinéas 71(1)a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

(a) the selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security to the selling broker or to a person designated by the selling broker or by causing an acknowledgment to be made to the selling broker that it is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondent broker, acting for a selling customer fulfils their duty to deliver by delivering the security or a like security to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the rules of the exchange on which the transaction took place.

(2) Les paragraphes 71(2) et (3) sont remplacés par ce qui suit :

Duty to deliver

(2) Subject to this section and unless otherwise agreed, a transferor's duty to deliver a security under a contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the security in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgment to be made to the purchaser that the security is held for the purchaser.

Delivery to broker

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

22. Le paragraphe 72(1) est remplacé par ce qui suit :

Right to reclaim possession

72. (1) A person against whom the transfer of a security is wrongful for any reason, including incapacity, may against anyone except a *bona fide* purchaser reclaim possession of the security or obtain possession of any new security evidencing all or part of the same rights or claim damages.

23. Subsection 73(1) is replaced by the following:

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor or shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer.

24. Section 75 is replaced by the following:

No conversion
if good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them.

25. (1) The portion of subsection 78(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either

(2) Paragraph 78(3)(c) is replaced by the following:

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee.

23. Le paragraphe 73(1) est remplacé par ce qui suit :

Right to
requisites for
registration

73. (1) Unless otherwise agreed, a transferor or shall on demand supply a purchaser with proof of authority to transfer or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a security, but if the transfer is not for value a transferor need not do so unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer.

24. L'article 75 est remplacé par ce qui suit :

No conversion
if good faith
delivery by
agent

75. An agent or bailee who in good faith, including observance of reasonable commercial standards if the agent or bailee is in the business of buying, selling or otherwise dealing with securities of a corporation, has received securities and sold, pledged or delivered them according to the instructions of their principal is not liable for conversion or for participation in breach of fiduciary duty although the principal has no right to dispose of them.

25. (1) Le passage du paragraphe 78(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Discharge of
duty

(2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail sent to the address furnished by the claimant or, if no such address has been furnished, to the claimant's residence or regular place of business, that a security has been presented for registration of transfer by a named person, and that the transfer will be registered unless within thirty days from the date of mailing the notice either

(2) L'alinéa 78(3)c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of any court record or any registered document even if the record or document is in the issuer's possession and even if the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the fiduciary or the fiduciary's nominee.

26. (1) Subsection 80(1) is replaced by the following:

Notice of lost
or stolen
security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Subsection 80(4) is replaced by the following:

Right of issuer
to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Subsection 83(1) is replaced by the following:

Conflict of
interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) The portion of subsection 83(2) before paragraph (a) is replaced by the following:

Eliminating
conflict of
interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Paragraphs 88(a) to (c) are replaced by the following:

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

26. (1) Le paragraphe 80(1) est remplacé par ce qui suit :

Notice of lost
or stolen
security

80. (1) Where a security has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken, and the owner fails to notify the issuer of that fact by giving the issuer written notice of an adverse claim within a reasonable time after discovering the loss, destruction or taking and if the issuer has registered a transfer of the security before receiving such notice, the owner is precluded from asserting against the issuer any claim to a new security.

(2) Le paragraphe 80(4) est remplacé par ce qui suit :

Right of issuer
to recover

(4) In addition to any rights on an indemnity bond, the issuer may recover a new security issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or anyone taking under the person other than a *bona fide* purchaser.

27. (1) Le paragraphe 83(1) est remplacé par ce qui suit :

Conflict of
interest

83. (1) No person shall be appointed as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

(2) Le passage du paragraphe 83(2) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Eliminating
conflict of
interest

(2) A trustee shall, within ninety days after becoming aware that a material conflict of interest exists

28. Les alinéas 88a) à c) sont remplacés par ce qui suit :

(a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture described in section 86;

(b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the certificate, statement or opinion is based; and

(c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their statements or give their opinions.

29. The portion of section 91 before paragraph (a) is replaced by the following:

Duty of care

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Sections 92 and 93 are replaced by the following:

Reliance on statements

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that complies with this Act or the trust indenture.

No exculpation

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Sections 94 and 95 are replaced by the following:

Functions of receiver

94. A receiver of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

Functions of receiver-manager

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corporation may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. Paragraph 99(b) is replaced by the following:

(b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) Paragraph 100(a) is replaced by the following:

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

29. Le passage de l'article 91 précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Duty of care

91. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall

30. Les articles 92 et 93 sont remplacés par ce qui suit :

Reliance on statements

92. Notwithstanding section 91, a trustee is not liable if they rely in good faith on statements contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that complies with this Act or the trust indenture.

No exculpation

93. No term of a trust indenture or of any agreement between a trustee and the holders of debt obligations issued thereunder or between the trustee and the issuer or guarantor shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 91.

31. Les articles 94 et 95 sont remplacés par ce qui suit :

Functions of receiver

94. A receiver of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed, but, except to the extent permitted by a court, the receiver may not carry on the business of the corporation.

Functions of receiver-manager

95. A receiver of a corporation who is also appointed receiver-manager of the corporation may carry on any business of the corporation to protect the security interest of those on behalf of whom the receiver is appointed.

32. L'alinéa 99b) est remplacé par ce qui suit :

(b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

33. (1) L'alinéa 100a) est remplacé par ce qui suit :

(a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving their accounts;

(2) Paragraph 100(d) is replaced by the following:

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. Section 101 is replaced by the following:

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Subsection 106(5) is replaced by the following:

(2) L'alinéa 100d) est remplacé par ce qui suit :

(d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom the receiver or receiver-manager is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the corporation, or to relieve any such person from any default on such terms as the court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager; and

34. L'article 101 est remplacé par ce qui suit :

101. A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;

(b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order or instrument under which they are appointed;

(c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the moneys of the corporation coming under their control;

(d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;

(e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the corporation;

(f) prepare at least once in every six month period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by section 155; and

(g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

35. Le paragraphe 106(5) est remplacé par ce qui suit :

Duties of
receiver and
receiver-
manager

Duties of
receiver and
receiver-
manager

No stated
terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) Paragraph 107(b) is replaced by the following:

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) Paragraph 107(d) is replaced by the following:

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) Paragraph 107(f) is replaced by the following:

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Subsection 108(1) is replaced by the following:

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

- (a) dies or resigns;
- (b) is removed in accordance with section 109; or
- (c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. The portion of subsection 110(2) after paragraph (a) is replaced by the following:

- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed or

Ceasing to
hold office

No stated
terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election.

36. (1) L'alinéa 107b) est remplacé par ce qui suit :

(b) each shareholder entitled to vote at an election of directors has the right to cast a number of votes equal to the number of votes attached to the shares held by the shareholder multiplied by the number of directors to be elected, and may cast all of those votes in favour of one candidate or distribute them among the candidates in any manner;

(2) L'alinéa 107d) est remplacé par ce qui suit :

(d) if a shareholder has voted for more than one candidate without specifying the distribution of votes, the shareholder is deemed to have distributed the votes equally among those candidates;

(3) L'alinéa 107f) est remplacé par ce qui suit :

(f) each director ceases to hold office at the close of the first annual meeting of shareholders following the director's election;

37. Le paragraphe 108(1) est remplacé par ce qui suit :

108. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director

- (a) dies or resigns;
- (b) is removed in accordance with section 109; or
- (c) becomes disqualified under subsection 105(1).

38. Le passage du paragraphe 110(2) suivant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

- (b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the director from office, or
- (c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at

Ceasing to
hold office

elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire,

is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Subsection 111(5) is replaced by the following:

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. Section 116 is replaced by the following:

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Subsection 118(6) is replaced by the following:

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Subsection 119(3) is replaced by the following:

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Subsection 119(5) is replaced by the following:

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

which another person is to be appointed or elected to fill the office of director, whether because of the director's resignation or removal or because the director's term of office has expired or is about to expire,

is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution.

39. Le paragraphe 111(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

40. L'article 116 est remplacé par ce qui suit :

116. An act of a director or officer is valid notwithstanding an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

41. Le paragraphe 118(6) est remplacé par ce qui suit :

(6) A director who proves that the director did not know and could not reasonably have known that the share was issued for a consideration less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the share had been issued for money is not liable under subsection (1).

42. (1) Le paragraphe 119(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(2) Le paragraphe 119(5) est remplacé par ce qui suit :

(5) Where a director pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference that the employee would have been entitled to, and where a judgment has been obtained, the director is entitled to an assignment of the judgment.

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

Unexpired term

Validity of acts of directors and officers

No liability

Limitation

Subrogation of director

43. (1) The portion of subsection 122(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

Duty of care
of directors
and officers

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall

(2) Subsection 122(3) is replaced by the following:

No
exculpation

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Subsection 123(1) is replaced by the following:

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned.

(2) Subsection 123(3) is replaced by the following:

Dissent of
absent
director

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented thereto unless within seven days after becoming aware of the resolution, the director

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation.

45. Paragraph 126(2)(c) is replaced by the following:

(c) a person is deemed to beneficially own shares that are beneficially owned by a

43. (1) Le passage du paragraphe 122(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Duty of care
of directors
and officers

122. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and discharging their duties shall

(2) Le paragraphe 122(3) est remplacé par ce qui suit :

No
exculpation

(3) Subject to subsection 146(5), no provision in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach thereof.

44. (1) Le paragraphe 123(1) est remplacé par ce qui suit :

123. (1) A director who is present at a meeting of directors or committee of directors is deemed to have consented to any resolution passed or action taken at the meeting unless

(a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting, or the dissent has been entered in the minutes;

(b) the director sends a written dissent to the secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or

(c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting is adjourned.

(2) Le paragraphe 123(3) est remplacé par ce qui suit :

Dissent of
absent
director

(3) A director who was not present at a meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented thereto unless within seven days after becoming aware of the resolution, the director

(a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or

(b) sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation.

45. L'alinéa 126(2)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) a person is deemed to beneficially own shares that are beneficially owned by a

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. Section 136 is replaced by the following:

Waiver of notice

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Subsection 140(3) is replaced by the following:

Powers of representative

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. The definition “proxy” in section 147 is replaced by the following:

“proxy”
« procuration »

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Subsection 148(2) is replaced by the following:

Execution of proxy

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) The portion of paragraph 148(4)(a) before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Subsection 152(2) is replaced by the following:

Right of a proxyholder

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

body corporate controlled directly or indirectly by the person;

46. L’article 136 est remplacé par ce qui suit :

Waiver of notice

136. A shareholder or any other person entitled to attend a meeting of shareholders may in any manner waive notice of a meeting of shareholders, and their attendance at a meeting of shareholders is a waiver of notice of the meeting, except where they attend a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

47. Le paragraphe 140(3) est remplacé par ce qui suit :

Powers of representative

(3) An individual authorized under subsection (2) may exercise on behalf of the body corporate or association all the powers it could exercise if it were an individual shareholder.

48. La définition de « proxy », à l’article 147, est remplacée par ce qui suit :

“proxy”
« procuration »

“proxy” means a completed and executed form of proxy by means of which a shareholder appoints a proxyholder to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting of shareholders;

49. (1) Le paragraphe 148(2) est remplacé par ce qui suit :

Execution of proxy

(2) A proxy shall be executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing.

(2) Le passage de l’alinéa 148(4)a) précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing

50. (1) Le paragraphe 152(2) est remplacé par ce qui suit :

Right of a proxyholder

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the shareholder by whom they were appointed to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) Paragraph 152(3)(a) is replaced by the following:

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by a show of hands; and

51. Subsection 159(1) is replaced by the following:

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Subsection 161(1) is replaced by the following:

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Subsection 161(3) is replaced by the following:

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Subsection 164(1) is replaced by the following:

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Subsection 166(4) is replaced by the following:

and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at such a meeting in respect of any matter by way of any show of hands.

(2) L'alinéa 152(3)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by a show of hands; and

51. Le paragraphe 159(1) est remplacé par ce qui suit :

159. (1) A corporation shall, not less than twenty-one days before each annual meeting of shareholders or before the signing of a resolution under paragraph 142(1)(b) in lieu of the annual meeting, send a copy of the documents referred to in section 155 to each shareholder, except to a shareholder who has informed the corporation in writing that he or she does not want a copy of those documents.

52. (1) Le paragraphe 161(1) est remplacé par ce qui suit :

161. (1) Subject to subsection (5), a person is disqualified from being an auditor of a corporation if the person is not independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of any such corporation or its affiliates.

(2) Le paragraphe 161(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) An auditor who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (5), resign forthwith after becoming aware of the disqualification.

53. Le paragraphe 164(1) est remplacé par ce qui suit :

164. (1) An auditor of a corporation ceases to hold office when the auditor

(a) dies or resigns; or

(b) is removed pursuant to section 165.

54. Le paragraphe 166(4) est remplacé par ce qui suit :

Copies to
shareholders

Qualification
of auditor

Duty to resign

Ceasing to
hold office

Copies to
shareholders

Qualification
of auditor

Duty to
resign

Ceasing to
hold office

Unexpired
term

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

55. (1) Subsections 168(1) and (2) are replaced by the following:

Right to
attend
meeting

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

Duty to
attend

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

(2) Subsection 168(5) is replaced by the following:

Statement of
auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

(a) resigns;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(3) Subsections 168(7) and (8) are replaced by the following:

Replacing
auditor

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

(4) An auditor appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the auditor's predecessor.

55. (1) Les paragraphes 168(1) et (2) sont remplacés par ce qui suit :

Unexpired
term

168. (1) The auditor of a corporation is entitled to receive notice of every meeting of shareholders and, at the expense of the corporation, to attend and be heard on matters relating to the auditor's duties.

Right to
attend
meeting

(2) If a director or shareholder of a corporation, whether or not the shareholder is entitled to vote at the meeting, gives written notice not less than ten days before a meeting of shareholders to the auditor or a former auditor of the corporation, the auditor or former auditor shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer questions relating to their duties as auditor.

Duty to
attend

(2) Le paragraphe 168(5) est remplacé par ce qui suit :

Statement of
auditor

(5) An auditor is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing any proposed action or resolution when the auditor

(a) resigns;

(b) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders called for the purpose of removing the auditor from office;

(c) receives a notice or otherwise learns of a meeting of directors or shareholders at which another person is to be appointed to fill the office of auditor, whether because of the resignation or removal of the incumbent auditor or because the auditor's term of office has expired or is about to expire; or

(d) receives a notice or otherwise learns of a meeting of shareholders at which a resolution referred to in section 163 is to be proposed.

(3) Les paragraphes 168(7) et (8) sont remplacés par ce qui suit :

Replacing
auditor

(7) No person shall accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation to replace an auditor who has resigned, been removed or whose term of

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

Exception

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Subsection 169(1) is replaced by the following:

Examination

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) The portion of subsection 170(1) after paragraph (b) is replaced by the following:

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) Paragraph 170(2)(a) is replaced by the following:

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169; and

58. Subsections 171(6) and (7) are replaced by the following:

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

office has expired or is about to expire until the person has requested and received from that auditor a written statement of the circumstances and the reasons, in that auditor's opinion, for their replacement.

Exception

(8) Notwithstanding subsection (7), a person otherwise qualified may accept appointment or consent to be appointed as auditor of a corporation if, within fifteen days after making the request referred to in that subsection, the person does not receive a reply.

56. Le paragraphe 169(1) est remplacé par ce qui suit :

Examination

169. (1) An auditor of a corporation shall make the examination that is in their opinion necessary to enable them to report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be placed before the shareholders, except such financial statements or part thereof that relate to the period referred to in subparagraph 155(1)(a)(ii).

57. (1) Le passage du paragraphe 170(1) suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

as are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169 and that the directors, officers, employees or agents are reasonably able to furnish.

(2) L'alinéa 170(2)a) est remplacé par ce qui suit :

(a) obtain from the present or former directors, officers, employees and agents of any subsidiary of the corporation the information and explanations that the present or former directors, officers, employees and agents are reasonably able to furnish and that are, in the opinion of the auditor, necessary to enable the auditor to make the examination and report required under section 169; and

58. Les paragraphes 171(6) et (7) sont remplacés par ce qui suit :

Notice of errors

(6) A director or an officer of a corporation shall forthwith notify the audit committee and the auditor of any error or mis-statement of which the director or officer becomes aware in

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

Error in
financial
statements

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

59. Subsection 175(2) is replaced by the following:

Notice of
amendment

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

60. Paragraph 183(2)(b) is replaced by the following:

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

61. Subsection 187(8) is replaced by the following:

Issued shares

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

62. Subsection 188(3) is replaced by the following:

a financial statement that the auditor or a former auditor has reported on.

Error in
financial
statements

(7) An auditor or former auditor of a corporation who is notified or becomes aware of an error or mis-statement in a financial statement on which they have reported, if in their opinion the error or mis-statement is material, shall inform each director accordingly.

59. Le paragraphe 175(2) est remplacé par ce qui suit :

Notice of
amendment

(2) Notice of a meeting of shareholders at which a proposal to amend the articles is to be considered shall set out the proposed amendment and, where applicable, shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amendment.

60. L'alinéa 183(2)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate an amalgamation.

61. Le paragraphe 187(8) est remplacé par ce qui suit :

Issued shares

(8) Subject to subsection 49(8), a share of a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in compliance with this Act and with the provisions of the articles of continuance irrespective of whether the share is fully paid and irrespective of any designation, rights, privileges, restrictions or conditions set out on or referred to in the certificate representing the share; and continuance under this section does not deprive a holder of any right or privilege that the holder claims under, or relieve the holder of any liability in respect of, an issued share.

62. Le paragraphe 188(3) est remplacé par ce qui suit :

Notice of
meeting

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. Paragraph 189(4)(b) is replaced by the following:

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Subsections 190(3) to (8) are replaced by the following:

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

Payment for
sharesNo partial
dissent

Objection

Notice of
resolutionNotice of
meeting

(3) A notice of a meeting of shareholders complying with section 135 shall be sent in accordance with that section to each shareholder and shall state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a discontinuance under this Act.

63. L'alinéa 189(4)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) state that a dissenting shareholder is entitled to be paid the fair value of their shares in accordance with section 190, but failure to make that statement does not invalidate a sale, lease or exchange referred to in subsection (3).

64. (1) Les paragraphes 190(3) à (8) sont remplacés par ce qui suit :

(3) In addition to any other right the shareholder may have, but subject to subsection (26), a shareholder who complies with this section is entitled, when the action approved by the resolution from which the shareholder dissents or an order made under subsection 192(4) becomes effective, to be paid by the corporation the fair value of the shares in respect of which the shareholder dissents, determined as of the close of business on the day before the resolution was adopted or the order was made.

(4) A dissenting shareholder may only claim under this section with respect to all the shares of a class held on behalf of any one beneficial owner and registered in the name of the dissenting shareholder.

(5) A dissenting shareholder shall send to the corporation, at or before any meeting of shareholders at which a resolution referred to in subsection (1) or (2) is to be voted on, a written objection to the resolution, unless the corporation did not give notice to the shareholder of the purpose of the meeting and of their right to dissent.

(6) The corporation shall, within ten days after the shareholders adopt the resolution, send to each shareholder who has filed the objection referred to in subsection (5) notice that the resolution has been adopted, but such

Payment for
sharesNo partial
dissent

Objection

Notice of
resolution

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for
payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

Share
certificate

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its transfer agent.

(2) Subsection 190(11) is replaced by the following:

Suspension of
rights

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) Paragraph 190(12)(a) is replaced by the following:

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

notice is not required to be sent to any shareholder who voted for the resolution or who has withdrawn their objection.

Demand for
payment

(7) A dissenting shareholder shall, within twenty days after receiving a notice under subsection (6) or, if the shareholder does not receive such notice, within twenty days after learning that the resolution has been adopted, send to the corporation a written notice containing

- (a) the shareholder's name and address;
- (b) the number and class of shares in respect of which the shareholder dissents; and
- (c) a demand for payment of the fair value of such shares.

Share
certificate

(8) A dissenting shareholder shall, within thirty days after sending a notice under subsection (7), send the certificates representing the shares in respect of which the shareholder dissents to the corporation or its transfer agent.

(2) Le paragraphe 190(11) est remplacé par ce qui suit :

Suspension
of rights

(11) On sending a notice under subsection (7), a dissenting shareholder ceases to have any rights as a shareholder other than to be paid the fair value of their shares as determined under this section except where

- (a) the shareholder withdraws that notice before the corporation makes an offer under subsection (12),
- (b) the corporation fails to make an offer in accordance with subsection (12) and the shareholder withdraws the notice, or
- (c) the directors revoke a resolution to amend the articles under subsection 173(2) or 174(5), terminate an amalgamation agreement under subsection 183(6) or an application for continuance under subsection 188(6), or abandon a sale, lease or exchange under subsection 189(9),

in which case the shareholder's rights are reinstated as of the date the notice was sent.

(3) L'alinéa 190(12)(a) est remplacé par ce qui suit :

- (a) a written offer to pay for their shares in an amount considered by the directors of the

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) Paragraph 190(19)(b) is replaced by the following:

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) Paragraph 190(25)(a) is replaced by the following:

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Subparagraphs 206(3)(c)(i) and (ii) are replaced by the following:

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) Paragraph 206(3)(e) is replaced by the following:

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Subsection 206(11) is replaced by the following:

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) Paragraph 206(14)(b) is replaced by the following:

corporation to be the fair value, accompanied by a statement showing how the fair value was determined; or

(4) L'alinéa 190(19)(b) est remplacé par ce qui suit :

(b) the corporation shall notify each affected dissenting shareholder of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) L'alinéa 190(25)(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) withdraw their notice of dissent, in which case the corporation is deemed to consent to the withdrawal and the shareholder is reinstated to their full rights as a shareholder; or

65. (1) Les sous-alinéas 206(3)(c)(i) et (ii) sont remplacés par ce qui suit :

(i) to transfer their shares to the offeror on the terms on which the offeror acquired the shares of the offerees who accepted the take-over bid, or

(ii) to demand payment of the fair value of the shares in accordance with subsections (9) to (18) by notifying the offeror within twenty days after receiving the offeror's notice;

(2) L'alinéa 206(3)(e) est remplacé par ce qui suit :

(e) a dissenting offeree must send their shares to which the take-over bid relates to the offeree corporation within twenty days after receiving the offeror's notice.

(3) Le paragraphe 206(11) est remplacé par ce qui suit :

(11) Where no application is made to a court under subsection (10) within the period set out in that subsection, a dissenting offeree is deemed to have elected to transfer their shares to the offeror on the same terms that the offeror acquired the shares from the offerees who accepted the take-over bid.

(4) L'alinéa 206(14)(b) est remplacé par ce qui suit :

Status of
dissenter if
no court
application

Status of
dissenter if
no court
application

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) Subsection 206(17) is replaced by the following:

Final order

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the shares as fixed by the court.

(6) Paragraph 206(18)(c) is replaced by the following:

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

66. The portion of subsection 212(2) before paragraph (b) is replaced by the following:

Publication

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has

(a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the corporation to the corporation and to each director thereof; and

67. Paragraph 217(o) is replaced by the following:

(o) after the liquidator has rendered a final account to the court, an order dissolving the corporation.

68. Subsection 219(2) is replaced by the following:

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

69. (1) Paragraph 221(a) is replaced by the following:

(a) forthwith after appointment give notice thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(b) the offeror shall notify each affected dissenting offeree of the date, place and consequences of the application and of their right to appear and be heard in person or by counsel.

(5) Le paragraphe 206(17) est remplacé par ce qui suit :

Final order

(17) The final order of the court shall be made against the offeror in favour of each dissenting offeree and for the amount for the shares as fixed by the court.

(6) L'alinéa 206(18)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) allow a reasonable rate of interest on the amount payable to each dissenting offeree from the date they send or deliver their share certificates under subsection (5) until the date of payment; and

66. Le passage du paragraphe 212(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Publication

(2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has

(a) given one hundred and twenty days notice of the decision to dissolve the corporation to the corporation and to each director thereof; and

67. L'alinéa 217(o) est remplacé par ce qui suit :

(o) after the liquidator has rendered a final account to the court, an order dissolving the corporation.

68. Le paragraphe 219(2) est remplacé par ce qui suit :

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers vested in the liquidator by paragraph (1)(b) to the directors or shareholders.

69. (1) L'alinéa 221(a) est remplacé par ce qui suit :

(a) forthwith after appointment give notice thereof to the Director and to each claimant and creditor known to the liquidator;

(2) Paragraph 221(c) is replaced by the following:

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Paragraphs 221(h) and (i) are replaced by the following:

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Subsection 222(3) is replaced by the following:

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. The portion of subsection 223(2) before paragraph (b) is replaced by the following:

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. The portion of subsection 226(5) before paragraph (b) is replaced by the following:

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

(2) L'alinéa 221(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) take into custody and control the property of the corporation;

(3) Les alinéas 221(h) et i) sont remplacés par ce qui suit :

(h) deliver to the court and to the Director, at least once in every twelve month period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 155 or in such other form as the liquidator may think proper or as the court may require; and

(i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation among the shareholders according to their respective rights.

70. Le paragraphe 222(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) If a liquidator has reason to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated any property of the corporation, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

71. Le passage du paragraphe 223(2) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(2) Within one year after appointment, and after paying or making adequate provision for all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts and for an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation to its shareholders according to their respective rights; or

72. Le passage du paragraphe 226(5) précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(5) A court may order an action referred to in subsection (4) to be brought against the persons who were shareholders as a class, subject to such conditions as the court thinks

Application for
examination

Application for
examination

Final accounts

Final
accounts

Representative
action

Representative
action

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Subsection 227(3) is replaced by the following:

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Subsection 229(3) is replaced by the following:

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) The portion of subsection 235(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Subsection 235(2) is replaced by the following:

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

fit and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may

(a) add as a party to the proceedings each person who was a shareholder found by the plaintiff;

73. Le paragraphe 227(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A person who establishes an entitlement to any moneys paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

74. Le paragraphe 229(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) A security holder who makes an application under subsection (1) shall give the Director reasonable notice thereof and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

75. (1) Le passage du paragraphe 235(1) précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

235. (1) If the Director is satisfied that, for the purposes of Part XI, XIII or XVII, or for the purposes of enforcing any regulation made under section 174, there is reason to inquire into the ownership or control of a security of a corporation or any of its affiliates, the Director may require any person that the Director reasonably believes has or has had an interest in the security or acts or has acted on behalf of a person with such an interest to report to him or her or to any person the Director designates

(2) Le paragraphe 235(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) For the purposes of subsection (1), a person is deemed to have an interest in a security if

(a) the person has a right to vote or to acquire or dispose of the security or any interest therein;

(b) the person's consent is necessary for the exercise of the rights or privileges of any other person interested in the security; or

Recovery

Notice to Director

Information respecting ownership and control

Constructive interest in securities

Recovery

Notice to Director

Information respecting ownership and control

Constructive interest in securities

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions.

76. Section 236 is replaced by the following:

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

77. Paragraph 241(3)(g) is replaced by the following:

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities;

78. Paragraph 243(3)(c) is replaced by the following:

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders; and

79. Section 244 is replaced by the following:

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

80. Section 245 is replaced by the following:

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the articles or document, giving reasons.

(c) any other person interested in the security can be required or is accustomed to exercise rights or privileges attached to the security in accordance with the person's instructions.

76. L'article 236 est remplacé par ce qui suit :

236. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege.

77. L'alinéa 241(3)(g) est remplacé par ce qui suit :

(g) an order directing a corporation, subject to subsection (6), or any other person, to pay a security holder any part of the monies that the security holder paid for securities;

78. L'alinéa 243(3)(c) est remplacé par ce qui suit :

(c) an order determining the right of a party to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation, whether the issue arises between two or more security holders or alleged security holders, or between the corporation and any security holders or alleged security holders; and

79. L'article 244 est remplacé par ce qui suit :

244. The Director may apply to a court for directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, and on such application the court may give such directions and make such further order as it thinks fit.

80. L'article 245 est remplacé par ce qui suit :

245. (1) If the Director refuses to file any articles or other document that this Act requires the Director to file before the articles or other document become effective, the Director shall, within twenty days after receiving them or twenty days after receiving any approval that may be required under any other Act, whichever is later, give written notice of the refusal to the person who sent the articles or document, giving reasons.

Solicitor-client
privilege

Solicitor-client
privilege

Application
for directions

Application
for directions

Notice of
refusal by
Director

Notice of
refusal by
Director

Deemed
refusal

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to file the articles or document.

81. Section 247 is replaced by the following:

Restraining or
compliance
order

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order and make any further order it thinks fit.

82. Subsection 250(3) is replaced by the following:

Immunity

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Subsection 252(1) is replaced by the following:

Order to
comply

252. (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Paragraphs 253(1)(a) and (b) are replaced by the following:

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

(2) If the Director does not file or give written notice of the refusal to file any articles or document within the time limited therefor in subsection (1), the Director is deemed for the purposes of section 246 to have refused to file the articles or document.

81. L'article 247 est remplacé par ce qui suit :

Deemed
refusal

247. If a corporation or any director, officer, employee, agent, auditor, trustee, receiver, receiver-manager or liquidator of a corporation does not comply with this Act, the regulations, articles, by-laws, or a unanimous shareholder agreement, a complainant or a creditor of the corporation may, in addition to any other right they have, apply to a court for an order directing any such person to comply with, or restraining any such person from acting in breach of, any provisions thereof, and on such application the court may so order and make any further order it thinks fit.

82. Le paragraphe 250(3) est remplacé par ce qui suit :

Restraining or
compliance
order

(3) No person is guilty of an offence under subsection (1) or (2) if the person did not know, and in the exercise of reasonable diligence could not have known, of the untrue statement or omission.

83. Le paragraphe 252(1) est remplacé par ce qui suit :

Immunity

252. (1) Where a person guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

84. (1) Les alinéas 253(1)a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

Order to
comply

- (a) the shareholder at the shareholder's latest address as shown in the records of the corporation or its transfer agent; and
- (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the corporation or in the last notice filed under section 106 or 113.

(2) Subsection 253(3) is replaced by the following:

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Subsection 259(1) is replaced by the following:

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Subsection 262(3) is replaced by the following:

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. Section 264 is replaced by the following:

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

(2) Le paragraphe 253(3) est remplacé par ce qui suit :

Deemed receipt

(3) A notice or document sent in accordance with subsection (1) to a shareholder or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the shareholder or director did not receive the notice or document at that time or at all.

85. Le paragraphe 259(1) est remplacé par ce qui suit :

Proof required by Director

259. (1) The Director may require that a document or a fact stated in a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director shall be verified in accordance with subsection (2).

86. Le paragraphe 262(3) est remplacé par ce qui suit :

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order pursuant to which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or statement.

87. L'article 264 est remplacé par ce qui suit :

Alteration

264. The Director may alter a notice or document, other than an affidavit or statutory declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.



If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions du gouvernement du Canada
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa (Canada) K1A 0S9